



RAPPORT ANNUEL

2017 / 2018





MISSION

Fondation favorise le maintien, la création d'emplois ainsi que la participation des travailleuses et des travailleurs québécois à la définition, à l'organisation et au contrôle de leur travail dans un environnement correspondant aux objectifs de développement durable.

L'emploi constitue le premier moyen de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale et de contribuer à l'épanouissement des personnes.

L'obtention par les travailleuses et les travailleurs de plus de responsabilités dans l'entreprise n'a pas pour seule finalité de la rendre plus productive ou compétitive.

Le passage à de nouveaux rapports de démocratisation et de coopération doit être facilité afin de pouvoir définir les conditions d'une productivité renouvelée en vue d'un développement responsable.

Fondation contribue à développer des entreprises, à préserver et à créer des emplois de qualité, tout en encourageant les acteurs sociaux à débattre ensemble tant du partage des gains de productivité que du partage du travail.

Fondation, en tant que partenaire de l'économie sociale, investit au moins 60 % de son actif dans des entreprises québécoises, principalement celles inscrites dans un processus de gestion participative, entreprises autocontrôlées, coopératives ou autres, prévoyant dans leur charte une répartition égale du droit de vote entre les actionnaires ou les membres, ou qui sont des entreprises dont les décisions ou activités contribuent à la protection ou à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

Les investissements de Fondation prennent la forme de prise de participation en capital-actions ou au capital social, de prêt ou de garantie de prêt.

Dans le but d'obtenir le capital nécessaire permettant d'agir pour le développement d'emplois de qualité, Fondation recueille, principalement à partir d'une structure militante, des épargnes en vue de la retraite, surtout auprès des travailleuses et des travailleurs regroupés en syndicats ou au sein d'une caisse d'économie et aussi auprès du grand public.

Axées sur une accumulation prudente en vue de la retraite et sur une rentabilité adéquate, ces épargnes sont investies sous la forme d'actions de catégories A et B. Les actions de catégorie A constituent les parts générales de Fondation. De plus, Fondation pourra autoriser et émettre des actions de catégorie B afin de faciliter la cueillette d'épargne reliée à des projets spécifiques, en collaboration avec des partenaires de l'économie sociale et en appui aux expressions de solidarité locale.

TABLE DES MATIÈRES

2	Message du président du conseil d'administration
3	Message du président-directeur général
4	Faits saillants
6	Chef de file en développement durable
8	Conseil d'administration et comité des opérations
11	Portrait de l'investissement
20	Distinction et accomplissement – prix créateurs d'emplois
22	Impacts économiques – Plus de capital pour la retraite
24	RAPPORT DE GESTION ANNUEL
28	Contexte économique et financier
32	Analyse de la performance financière par la direction
49	Rendement passé
50	Aperçu du portefeuille
52	ÉTATS FINANCIERS (AUDITÉS)
95	RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (AUDITÉ)
105	RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ)
118	RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ)

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



UN APPORT POSITIF À L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Lors de l'exercice financier 2017-2018, Fondation a atteint un actif net de 1,97 milliard de dollars provenant principalement de l'épargne-retraite recueillie auprès de plus de 156 000 actionnaires, majoritairement issus de la classe moyenne.

Je souhaite d'ailleurs la bienvenue aux 24 186 actionnaires qui se sont joints à Fondation cette année. Je souhaite aussi une bonne retraite à plus de 5 000 travailleuses et travailleurs qui bénéficient maintenant de l'épargne qu'ils nous avaient confiée.

Le nombre d'actionnaires est ainsi passé de 137 568 au 31 mai 2017 à 156 723 au 31 mai 2018, soit une hausse de 13,9 %.

Au cours du dernier exercice financier, Fondation a recueilli des souscriptions atteignant un sommet historique de 267,5 millions de dollars en s'appuyant notamment sur le dynamisme de centaines de militantes et de militants œuvrant dans des milieux de travail partout à travers le Québec dont je veux souligner l'apport inestimable.

Fondation contribue depuis ses débuts au maintien et à la création d'emplois au Québec. En 2017-2018, l'ensemble des activités de Fondation aura permis de créer, de préserver ou de maintenir plus de 44 000 emplois grâce à l'épargne des actionnaires.

Fondation est un chef de file en développement durable au Québec et une source d'inspiration en la matière, tant sur la scène locale qu'internationale.

Je tiens à souligner la publication cette année du rapport de développement durable pour les années 2016-2018. Ce rapport résulte d'une démarche rigoureuse et transparente par laquelle Fondation rend compte, à tous les deux ans, des impacts de ses décisions et de ses activités à l'égard de ses parties prenantes, de la société et de l'environnement. Vous pouvez prendre connaissance de certains faits saillants aux pages 6 et 7 de ce rapport annuel ou consulter la version exhaustive en ligne à fondation.com.

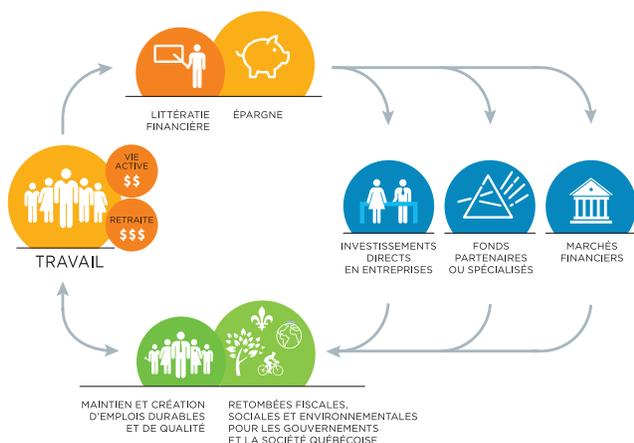
Je remercie les membres du conseil d'administration, les membres des comités ainsi que l'équipe de Fondation et notre président-directeur général pour le travail accompli. Merci enfin à nos partenaires, les entreprises et les fonds partenaires. Ensemble, nous contribuons à bâtir un Québec, plus juste, plus équitable et plus vert !

Jacques Létourneau
Président du conseil d'administration

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

CONTRIBUER À UNE TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE PAR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La chaîne de valeurs de Fondation illustre bien la pensée systémique de Fondation.



L'engagement de Fondation à l'égard du développement durable est fondé sur le fait que les humains font partie de la nature et que celle-ci ne peut être séparée de l'activité humaine. On y constate également que c'est le travail qui génère le capital et non l'inverse.

Les investissements de Fondation sont dans leur ensemble consentis aux entreprises pour le maintien et la création d'emplois dans une perspective de développement durable.

Parmi ceux-ci, Fondation s'engage au cours des trois prochaines années à investir un minimum de 100 millions de dollars dans des fonds, entreprises ou projets à haut rendement sociétal qui visent au moins un des trois enjeux suivants :

- la lutte contre les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles ;
- le soutien à un développement plus équitable et inclusif, notamment en appuyant l'économie sociale ;
- la réussite des stratégies de développement des créneaux et pôles d'excellence des différentes régions du Québec.

Au fil des années, Fondation a développé une expertise reconnue dans la réalisation d'investissements à retombées positives, en conjuguant les dimensions sociales, territoriales, environnementales et économiques.



UN RENDEMENT POSITIF POUR UNE SIXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Fondation a atteint en 2017-2018 un rendement annuel à l'actionnaire de 5,3 %, sans tenir compte des crédits d'impôt. Pour cette même période de référence, le taux d'inflation était de 2,2 %. Il s'agit d'un rendement positif pour une sixième année consécutive. La valeur de l'action a été portée à 11,82 \$, soit une augmentation de 0,60 \$ par rapport à l'exercice financier précédent.

Le portefeuille d'investissements dans les PME québécoises poursuit sa croissance. En considérant les engagements, ce portefeuille atteint 1,27 milliard de dollars au 31 mai 2018, ce qui représente une hausse de 7,3 %. Il a généré un rendement brut de 10,8 %.

Quant aux placements sur les marchés financiers (autres investissements), Fondation a maintenu une approche prudente et socialement responsable. Ils ont généré un rendement brute de 4,1 %. La croissance des investissements en obligations vertes se poursuit, portant leur valeur à 88,2 M\$ au 31 mai 2018. Celles-ci contribuent au développement d'énergies renouvelables et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Rappelons que Fondation ne détient pas d'actions d'entreprises détenant des réserves d'énergie fossile, incluant le charbon.

Les contribuables qui souscrivent à des actions à Fondation peuvent bénéficier de crédits d'impôt exclusifs totalisant 35 %, soit 20 % du gouvernement du Québec et 15 % du gouvernement fédéral, en plus de la déduction REER.

Fondation est offert aux Québécoises et aux Québécois qui souhaitent épargner en vue de leur retraite.

Depuis sa création, Fondation se distingue en investissant cette épargne qui lui est confiée pour le maintien et la création d'emplois dans une perspective de développement durable.

Merci de votre confiance !

Léopold Beaulieu
Président-directeur général

FAITS SAILLANTS

	31 mai 2018	31 mai 2017
Nombre d'actionnaires	156 723	137 568
Actif net	1,97 G\$	1,71 G\$
Valeur de l'action	11,82 \$	11,22 \$
Rendement annuel à l'actionnaire	5,3 %	7,6 %

PROFIL DES ACTIONNAIRES

RÉPARTITION DES ACTIONNAIRES SELON L'ÂGE



51%
FEMME



49%
HOMME

MOINS DE 30 ANS	4,9%	50-54 ANS	15,4%
30-39 ANS	16,9%	55-59 ANS	19,9%
40-44 ANS	11,5%	60 ANS ET PLUS	19,6%
45-49 ANS	11,8%	ÂGE MOYEN	49 ANS

RÉPARTITION DES ACTIONNAIRES PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES



1,9%	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
2,6%	BAS-ST-LAURENT
11,8%	CAPITALE-NATIONALE
3,3%	CENTRE-DU-QUÉBEC
5,8%	CHAUDIÈRE-APPALACHES
1,9%	CÔTE-NORD
5,4%	ESTRIE
1,5%	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE
8,1%	LANAUDIÈRE
7,6%	LAURENTIDES
4,2%	LAVAL
3,2%	MAURICIE
18,4%	MONTÉRÉGIE
15,0%	MONTRÉAL
0,2%	NORD-DU-QUÉBEC
2,7%	OUTAOUAIS
6,4%	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

SOUSCRIPTION
(AU 31 MAI 2018)

267,5 M\$

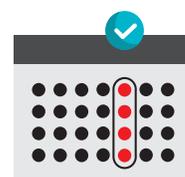
EN COTISATION POUR 2017-2018

+ DE **32%**
D'AUGMENTATION

24168
NOUVEAUX
ACTIONNAIRES



60%
DES ACTIONNAIRES
ONT COTISÉ PAR
ÉPARGNE SYSTÉMATIQUE



RÉPARTITION DES RACHATS ET ACHATS DE GRÉ À GRÉ
(POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2018)

CRITÈRES	NOMBRE	DOLLARS	POURCENTAGES
Retraite et préretraite	7 395	84 354 714 \$	80,4 %
Accession à la propriété	1 256	11 467 181 \$	10,9 %
Décès, invalidité, rachat 60 jours	426	4 220 156 \$	4,0 %
Situations exceptionnelles (situation financière critique et besoin urgent de liquidités)	702	3 293 802 \$	3,2 %
Retour aux études	68	438 778 \$	0,4 %
Autres critères (injection de capitaux dans une entreprise, émigration, rachat de crédits de rente, inadmissibilité aux crédits d'impôt et maladie terminale)	110	1 230 854 \$	1,1 %
TOTAL	9 957	105 005 485 \$	100 %

CHEF DE FILE EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

En réalisant la 7^e édition du rapport de développement durable, Fondation rend compte des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et l'environnement de manière transparente et éthique.

Au Québec, Fondation est un chef de file en matière de reddition de comptes. Signataire du Pacte mondial et des Principes pour l'investissement responsable (PRI), il évalue et analyse sa performance en produisant chaque année des rapports dans ces deux domaines. Depuis 2006, il figure comme l'une des premières organisations financières à produire un rapport de développement durable.

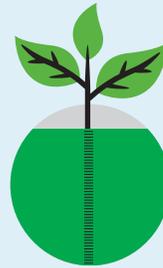
Le rapport produit en 2018 a été réalisé conformément aux standards de la *Global Reporting Initiative* selon l'option la plus exigeante, celle de conformité étendue.

fondation.com/developpement-durable

La section *Développement durable* du site internet de Fondation vous permettra de prendre connaissance de la performance globale de Fondation en la matière.



100%
**DES ÉMISSIONS
DE GES DE
FONDATION**
sont compensées par
l'achat de crédits-carbone



84,7%
Taux de revalorisation des
matières résiduelles
Obtention de l'attestation
ICI ON RECYCLE! -
Niveau 3 Argent



Assemblée générale
annuelle 2017 :
Niveau atteint de la
norme en gestion
responsable d'événements



88,2 M\$
Montant détenu en
obligations vertes au
31 mai 2018



**106,8
TONNES
ÉQUIVALENT CO₂**
Émissions évitées par
l'utilisation des modes
de transport alternatif
par les salariés pour la
période 2016-2018



0 TITRE
d'entreprises détenant
des réserves d'énergie
fossile au 31 mai 2018



**PLUS DE
3000**
activités d'information
en milieu de travail au
cours des deux dernières
années



**PLUS DE
44 000**
emplois maintenus ou
créés en 2017-2018



CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 LOUISE ST-JACQUES *^A

Retraitée de la Coopérative des travailleurs de La Puce Ressource Informatique et de La Puce communautaire inc.

2 JEAN-PIERRE REVÉRET *^{D F}

Professeur associé, ESG-UQAM, Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

3 MICHEL TÉTREAU^T

Trésorier de la Fédération de l'industrie manufacturière (CSN)

4 PIERRE PATRY^D

Secrétaire-trésorier du conseil d'administration de Fondation
Trésorier de la Confédération des syndicats nationaux

5 LÉOPOLD BEAULIEU^A

Président-directeur général de Fondation

6 JACQUES LÉTOURNEAU^{A G}

Président du conseil d'administration de Fondation
Président de la Confédération des syndicats nationaux

7 CLÉMENT GUIMOND *^B

Vice-président du conseil d'administration de Fondation
Retraité de la Caisse d'économie solidaire Desjardins

8 NICOLE FONTAINE *^D

Retraitée de la présidence de l'Office de la protection du consommateur

9 THIERRY C. PAUCHANT *^G

Professeur titulaire, directeur de la Chaire de management éthique à HEC Montréal

10 DIANE BEAUDRY CPA, CA, IAS-A *^{B C}

Présidente de Conseil Projection inc.

11 CLAUDE DEMERS *^B

Directeur général de la Caisse Desjardins du Secteur industriel de Montréal

12 PIERRETTE POIRIER *^H

Retraitée du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) du Suroît

13 PIERRE B. LAFRENIÈRE *^{A G}

Vice-président exécutif de Oaklins Canada Est inc.

14 MARC PICARD *^A

Directeur général de la Caisse d'économie solidaire Desjardins

15 MICHEL TREMBLAY^E

Retraité du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie
Ex-président de la Fédération des professionnelles (CSN)

* Membre indépendant du conseil d'administration

A Membre du comité exécutif

B Membre du comité d'audit

C Membre du comité d'évaluation

D Membre du comité de gouvernance et d'éthique

E Membre du comité de placement (autres investissements)

F Membre du comité du portefeuille d'entreprises québécoises de petite capitalisation (EQPC)

G Membre du comité de ressources humaines

H Membre du comité des achats de gré à gré



COMITÉ DES OPÉRATIONS

1 **JULIEN LAMPRON**
Affaires publiques

2 **JASMINE HINSE**
Affaires juridiques corporatives

3 **ALAIN VALLIÈRES**
Souscription

4 **FÉLICIA AMILCAR**
Conformité et gestion des risques

5 **LÉOPOLD BEAULIEU**
Présidence-direction générale

6 **GENEVIÈVE MORIN**
Investissement

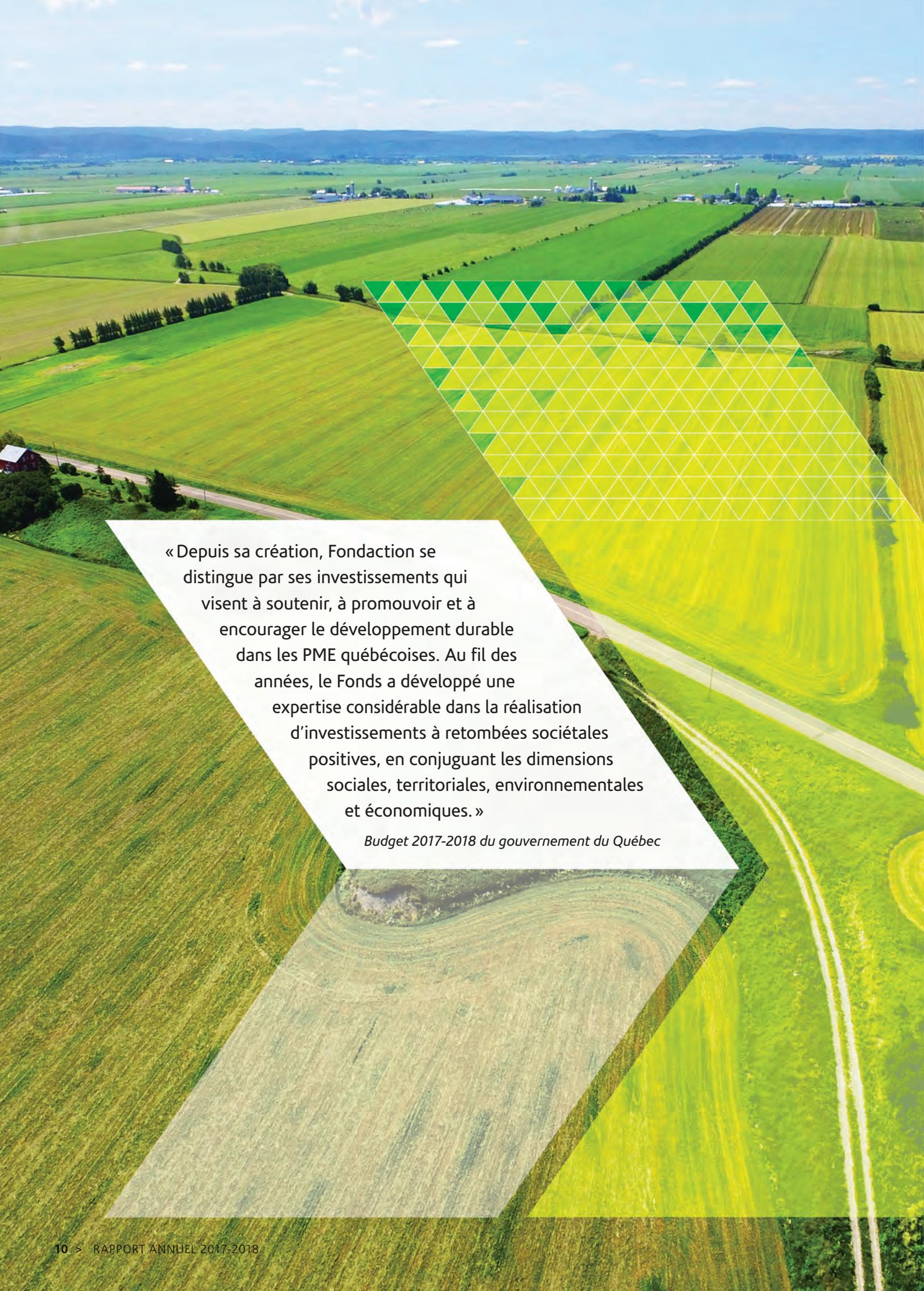
7 **PATRICK CABANA**
Finances

8 **CLAUDE NORMANDIN**
Développement organisationnel et systèmes d'information

9 **JEAN MARCOTTE**
Analyse financière, redressement, registrariat,
conseils juridiques et immeubles

10 **PATRICK MEUNIER**
Ressources humaines

11 **LUC VERVILLE**
Placements



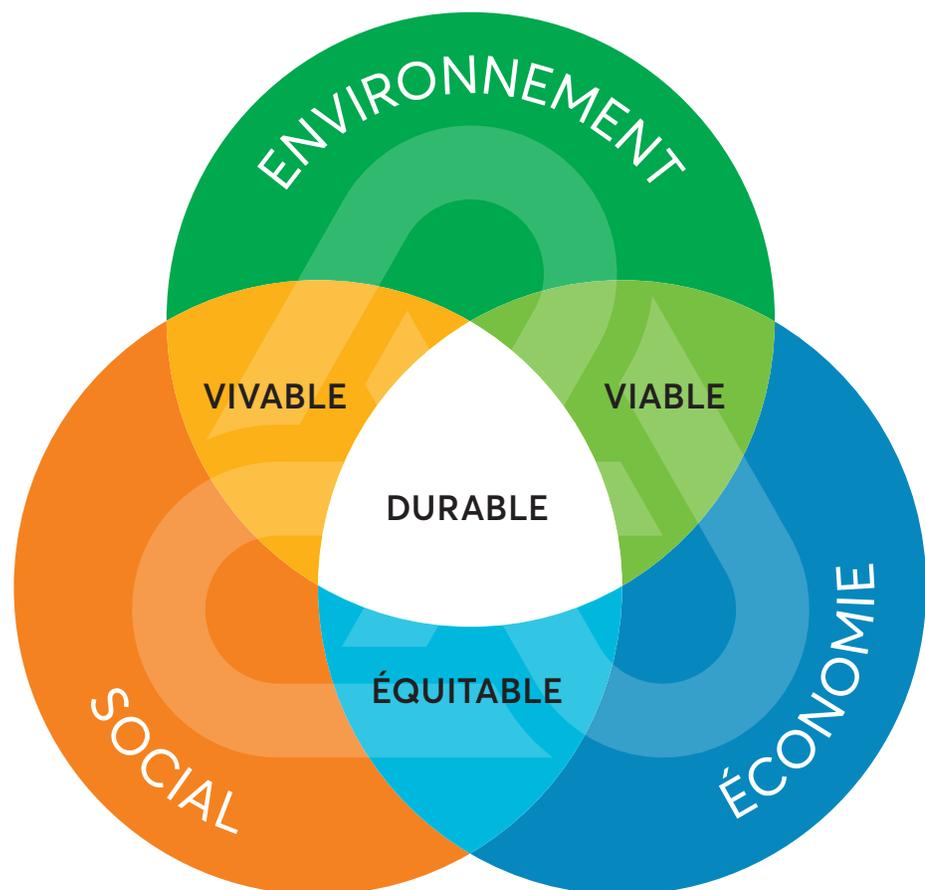
« Depuis sa création, Fondation se distingue par ses investissements qui visent à soutenir, à promouvoir et à encourager le développement durable dans les PME québécoises. Au fil des années, le Fonds a développé une expertise considérable dans la réalisation d'investissements à retombées sociétales positives, en conjuguant les dimensions sociales, territoriales, environnementales et économiques. »

Budget 2017-2018 du gouvernement du Québec

PORTRAIT DE L'INVESTISSEMENT

En tant qu'investisseur, Fondation s'engage à générer et accélérer des retombées concrètes et mesurables, reliées aux enjeux sociétaux du Québec, en appliquant une approche de développement durable.

En plus d'un rendement financier recherché, chaque investissement est examiné en fonction de ses retombées économiques, sociales, environnementales et aussi territoriales.





« Le devoir que nous avons de transformer nos pratiques laisse entrevoir une multitude d'opportunités. Je salue l'audace et l'innovation dont fait preuve Fondation et je suis persuadée que sa présence en tant qu'investisseur privé préfigure la venue d'autres partenaires. »

MONIQUE BARBUT

Secrétaire général de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification

LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET PRÉSERVER LES RESSOURCES NATURELLES

FONDS ECOFUEL

Ecofuel est un fonds d'investissement jumelé à un accélérateur offrant un programme de formation spécialisé et personnalisé aux entreprises de technologies propres. Le Fonds Ecofuel investit du capital intelligent dans les entreprises en amorçage qui développent et commercialisent des technologies propres pour leur permettre de devenir des compagnies durables, génératrices de revenus et concurrentielles au plan international. Fondation propulse ainsi des entreprises novatrices qui génèrent des solutions encore inédites aux défis planétaires et participent à une économie plus verte.

ACTION 500 DORVAL

La Société Action 500 exploite des centres intérieurs de karting à Montréal et Laval depuis plus de 15 ans. Avec l'appui de Fondation, elle a ouvert à Dorval un centre qui utilise des voitures entièrement électriques. Cette première au Québec revêt une portée économique, sociale et environnementale importante. Ce nouveau modèle d'affaires produit un impact positif pour les travailleurs qui occupent la trentaine d'emplois créés et procure des bénéfices pour les usagers et l'environnement.

NIMSCHU ISKUDOW

L'entreprise Nimschu Iskudow est située dans le Nord-du-Québec et se spécialise dans la mise en place de projets en énergie propre. Fondation la soutient dans le cadre de son projet de conversion à la biomasse forestière résiduelle d'un complexe sportif. La nation crie de Whapmagoostui sera la première au nord du 55^e parallèle à avoir un projet de biomasse au sein de sa communauté. En plus d'avoir un impact significatif sur les plans environnemental et économique, le projet aura également un impact social puisqu'il facilitera à moyen terme l'accès à l'aréna sur une plus longue période de l'année.

ÉOLECTRIC CAPITAL

Créée en partenariat avec Éolectric, la coentreprise Éolectric Capital (ÉOCAP) est dédiée au développement et à l'acquisition de projets en énergie renouvelable. L'expertise ainsi assemblée constitue un levier important pour stimuler l'effort d'innovation nécessaire en matière d'infrastructures vertes décentralisées. Par cet investissement, Fondation met en place un acteur important pour la lutte aux changements climatiques.

ESYS ÉNERGIE SYSTÈME

ESYS Énergie a développé une expertise reconnue, dans l'industrie du chauffage nord-américain. L'entreprise offre un service clé en main pour l'installation de systèmes de chauffe à la biomasse. Elle peut accompagner tout autant le promoteur dans l'étape d'analyse de faisabilité d'un projet que lors des stades de l'installation de systèmes ou du service de vente d'énergie. En l'accompagnant, par l'entremise du Fonds Biomasse Énergie, Fondation contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

GRANULES LG

Filiale du Groupe ADL, Granules LG est entièrement détenue par des membres issus des Premières Nations établis dans la communauté de Mashteuiatsh. Cette entreprise du Saguenay-Lac-Saint-Jean se positionne comme un acteur incontournable de la filière énergétique utilisant la biomasse forestière. Le combustible écologique qu'elle conçoit est obtenu de la transformation de résidus industriels. Ses produits sont déjà distribués dans de nombreuses régions de l'Est du Canada, ainsi qu'aux États-Unis et en Europe. C'est par l'intermédiaire du Fonds Biomasse Énergie que Fondation soutient la croissance de Granules LG.



« Fondation est un allié majeur. Bien plus qu'un partenaire financier, le Fonds soutient la Nation dans le déploiement de projets et nous permet ainsi d'acquérir un rôle beaucoup plus important et distinct dans la gestion de nos ressources. »

KONRAD SIOUI

*Grand Chef du Conseil de la
Nation huronne-wendat*

RENDRE LE DÉVELOPPEMENT PLUS ÉQUITABLE ET PLUS INCLUSIF

GROUPE INCURSION

Lorsque l'entreprise ontarienne « Journeys By Jerry Van Dyke » a décidé de transférer son entreprise, le Groupe Incursion était la meilleure option. Avec cette acquisition impliquant la participation de Fondation, l'agence québécoise offrira un service de qualité à sa clientèle. Cette expansion bénéficiera aussi à la clientèle franco-ontarienne et renforcera la trentaine d'emplois existants au Québec.

LE DEVOIR

Le Devoir est un quotidien d'information francophone indépendant du Québec. En s'y associant, Fondation soutient la liberté d'expression et l'intégrité journalistique, permet la diffusion d'un regard essentiel sur l'actualité et contribue à la vitalité de la démocratie.

FONDS POUR LES FEMMES ENTREPRENEURES FQ

Le fonds pour les femmes entrepreneures FQ soutient la réalisation de projets de démarrage, de croissance et d'acquisition d'entreprise par des femmes entrepreneures dans toutes les régions du Québec. Le fonds a complété en 2018 un investissement dans une centième entreprise détenue ou dirigée par une femme. Fondation en est un des principaux partenaires et œuvre ainsi en faveur d'opportunités de développement d'affaires équitables.

ÉLÉGANCE COLONIAL

Élégance Colonial est une entreprise innovante qui a développé différentes gammes de produits manufacturiers dans le domaine de la décoration et de la rénovation. C'est dans un contexte de transmission entrepreneuriale et une perspective de développement équitable que Fondation donne accès à une relève dynamique et compétente au sein de l'entreprise qui a déjà mis en place un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB) à l'intention de ses 90 employés.

LES ENTREPRISES MARSOLAIS

Situé depuis plus de 25 ans dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, Marsolais est un grossiste et un distributeur en horticulture ornementale qui approvisionne de nombreux fleuristes québécois. La participation de Fondation permet à l'entreprise de poursuivre l'amélioration de ses pratiques d'affaires afin de les rendre toujours plus vertes et plus équitables.

FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LOGEMENT ÉTUDIANT (FILE)

Le FILE fournit du capital patient aux promoteurs sociaux qui construisent ou rénovent des logements afin de créer des logements étudiants abordables au Québec, propriété de coopératives ou d'organismes à but non lucratif. Fondation participe à ce fonds de 10 millions de dollars qui permettra le déploiement d'environ 300 logements étudiants de qualité et accessibles d'ici les cinq prochaines années.

FONDS AMORCHEM II

Amorchem est un fonds québécois qui finance l'innovation en milieu académique auquel participe Fondation. Premier maillon dans la chaîne de financement en sciences de la vie, Amorchem agit à titre d'intermédiaire entre les universités, les pharmaceutiques, les biotechs ou les fonds spécialisés.

MARS CATALYST FUND

En s'associant au MaRS Catalyst Fund, Fondation confirme son appui à l'écosystème des investisseurs qui cherchent à générer des retombées sociales et environnementales importantes. Le fonds contribue à la commercialisation d'innovations dans des domaines clés, comme les technologies propres, l'éducation et la santé.

DERCO HORTICULTURE

Derco horticulture est un distributeur de produits horticoles et l'unique vendeur canadien d'une ligne de produits BIO de protection phytosanitaire qui permet de desservir l'agriculture urbaine et les infrastructures vertes afin de rendre ainsi accessible une alimentation plus saine. En l'accompagnant, Fondation favorise le développement de cette entreprise du Centre-du-Québec.

« Fondation met en lumière les filières agroalimentaires boréales qui s'inscrivent dans une approche de développement durable. Le Fonds nous confirme qu'il croit fermement au potentiel d'innovation et de croissance de ce secteur dont nous sommes si fiers. »

GILLES DÉRY

*Président du conseil d'administration
du créneau d'excellence
AgroBoréal.*



CONTRIBUER À LA VITALITÉ D'UNE ÉCONOMIE INNOVANTE SUR TOUT LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS

GROUPE DE PLOMBERIE BOW

Le Groupe de plomberie Bow est un chef de file en Amérique du Nord en fabrication de tuyaux et raccords de plomberie destinés aux secteurs résidentiel, commercial et industriel. Fondaction a contribué au rachat de l'entreprise et de cette façon, assure le maintien du siège social et de l'usine de production dans la région de Granby maintenant ainsi 250 emplois.

CPU SERVICE D'ORDINATEUR

Fondée à Québec en 1984, CPU Service d'ordinateur est experte en solutions et support TI, infonuagique et mobilité pour l'ensemble du Québec. Fondaction appuie l'expansion vers l'Ontario de celle qui procure plus de 160 emplois dans toutes les régions du Québec.

GROUPE CONSEIL ERA

Le Groupe conseil ERA offre des solutions de gestion intégrée (ERP) locales et infonuagiques. ERA permet aux clients qui acquièrent leurs solutions d'optimiser leur productivité et de maintenir de nombreux emplois, notamment dans le secteur manufacturier, générant ainsi d'importantes retombées positives économiques et sociales.

MARINE PRESSE

Marine Presse propose une panoplie de produits de navigation intégrés, allant des produits papier en passant par la navigation numérique, qui ont été conçus afin de fournir de l'information fiable, efficace et sécuritaire. En s'y associant, Fondaction contribue à mettre en valeur le savoir-faire québécois.

BIG BANG ERP

Big Bang ERP est une firme conseil dont la mission est d'aider les entreprises à devenir plus efficaces en procédant à l'optimisation et l'automatisation de leurs processus d'affaires par l'implantation et la personnalisation de solutions infonuagiques. L'accompagnement de Fondaction accélère le développement de l'entreprise ce qui assure le maintien d'emplois de qualité dans un secteur en forte demande. Le domaine des hautes technologies est un levier important afin d'assurer une modernisation de l'économie essentielle au développement durable du Québec.

G2MC

G2MC regroupe les bannières Jardin de Ville, Maison Corbeil, la Galerie du Meuble et Must Société. Cette entreprise spécialisée dans la vente au détail de meubles offre une vitrine aux produits conçus et fabriqués au Québec. En participant à son expansion, Fondaction contribue à la mise en valeur de produits québécois. G2MC assure le maintien de près de 400 emplois de qualité dans ses boutiques, ses entrepôts et parmi ses équipes de transports.

ESI TECHNOLOGIES

La mission d'ESI est de proposer des solutions innovatrices et de qualité pour gérer, protéger et transformer les données générées par les activités de ses clients. En s'y associant, Fondaction contribue au virage numérique de notre économie, notamment dans les secteurs du transport, de l'éducation et de l'énergie qui sont à haute retombée sociétale.

BAXTERS CANADA

Fondée en 1976 sous le nom de SoupExperts, l'entreprise fabriquait à l'origine des aliments prêts à manger en enveloppe sous vide pour l'armée canadienne. Baxters vend annuellement 60 millions de conserves pour des clients industriels et sous-marques privées. Par cet investissement, Fondaction contribue à l'épanouissement du secteur agroalimentaire québécois en plus d'assurer le maintien de plus de 200 emplois de qualité.

KANUK

Kanuk conçoit, fabrique et vend des vêtements hivernaux haut de gamme depuis 1974. Ses manteaux sont entièrement confectionnés à Montréal. L'entreprise emploie près de 100 personnes dans son atelier et son magasin de la rue Rachel. En 2015, Kanuk a renouvelé son offre avec succès et a entrepris une diversification de ses canaux de distribution. En participant à l'expansion de la marque, Fondaction contribue à la vitalité du secteur manufacturier et à l'épanouissement d'une main-d'œuvre majoritairement féminine.

O MILE-EX

En participant au financement du projet O Mile-Ex, Fondaction a permis la fusion et la revitalisation durable de deux immeubles industriels déployés sur plus de 370 000 pieds carrés. Le projet se démarque par son caractère durable, mais aussi par sa capacité d'attirer des entreprises qui créent des emplois de qualité dans des domaines de pointe au Québec comme ceux de l'intelligence artificielle, du multimédia et des neurosciences.

NOVACAP TMT V

Fondé en 1981 à Montréal, Novacap est un chef de file dans le domaine du placement privé et du rachat d'entreprises dans les secteurs technologiques, média et télécommunications. Véritable levier, les entreprises québécoises propulsées par Novacap depuis 2007 ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de près de 65 % et leur nombre d'employés au Québec de près de 70 %. Novacap est le seul groupe canadien spécialisé en rachat d'entreprises du secteur des technologies. En appuyant cette équipe, Fondaction participe à la modernisation de l'économie.



INVESTISSEMENTS DE FILACTION

Filaction est un fonds de développement qui soutient des PME québécoises, notamment de l'économie sociale, de la culture et du tourisme. Travaillant en étroite collaboration avec les acteurs du développement local et régional, il contribue à la gestion et à la capitalisation de fonds dédiés à différentes clientèles ciblées d'entrepreneurs, par exemple les femmes et les communautés culturelles, ainsi que des secteurs d'activité moins bien desservis. Par l'entremise de ces fonds, Filaction soutient également des PME et des micro-entreprises issues de collectivités.

Filaction a été créé en 2001 à l'initiative de Fondaction, d'où proviennent ses capitaux investis, et partage ses objectifs de démocratisation économique, de solidarité et de développement durable.

PIE BRAQUE – MICROBRASSERIE COOPÉRATIVE ÉCORESPONSABLE

Pie Braque - Microbrasserie Coopérative Écoresponsable produit de la bière de qualité à prix accessible. Située dans la région du Lac Kénogami au Saguenay-Lac-Saint-Jean, la coopérative travaille étroitement avec d'autres organisations de la région et souhaite contribuer au rehaussement de la qualité de l'industrie brassicole québécoise. L'investissement de Filaction a permis l'achat d'équipement et à l'ajout de fonds de roulement.

LA CHÈVRERIE CHARLEVOIX

La Chèvrerie Charlevoix produit du fromage de chèvre de type fermier s'inspirant de la tradition du pays basque français et ce, dans le respect du bien-être animal. L'intervention de Filaction contribue à élargir l'offre de produits régionaux en agro-alimentaire et au développement de circuits courts de distribution.

LABERGE – SERVICES ALIMENTAIRES

Laberge – Services alimentaires offre un service de gestion de cafétéria en milieu scolaire et en milieu industriel. L'entreprise prône les produits frais et locaux tout en contribuant à la création de générations en santé. L'intervention de Filaction contribue à la croissance de l'entreprise et à la création d'une quinzaine d'emplois en Montérégie.

MAREIWA CAFÉ COLOMBIEN

Mareiwa Café Colombien est une entreprise de Saint-Hyacinthe qui transforme, torréfie et distribue du café colombien de haute qualité. Suite à un premier investissement à travers le Fonds Mosaïque en 2016, l'entreprise ne cesse de grandir. L'intervention de Filaction a permis d'appuyer l'entrepreneure avec l'ouverture d'un local ayant pignon sur rue à Saint-Hyacinthe.

GASPOR

Située à Saint-Jérôme, l'entreprise Gaspur se spécialise dans la distribution et la transformation de porcelets de lait, un produit haut de gamme destiné à des marchés spécialisés. L'entreprise vend ses produits au Québec ainsi qu'aux États-Unis et au Japon. Le financement de Filaction lui permet d'explorer davantage le marché de l'exportation.

LES DÉLICES SIRAR

Les Délices Sirar fabrique des confiseries et des confitures artisanales haut de gamme à partir de produits du terroir et les vend dans les épiceries fines de Montréal et d'autres grandes villes du Québec. L'investissement de Filaction a donné les moyens à cette entrepreneure d'accélérer sa croissance et de renforcer son image de marque.

DISTINCTIONS ET ACCOMPLISSEMENTS

GROUPE C. LAGANIÈRE

-  **Prix du Président en matière d'excellence opérationnelle** de Suncor pour la santé et la sécurité au travail

.....
Prix national de la sécurité
de l'Association canadienne de la construction

ENERKEM

-  Partenariat pour la construction de plus de 100 usines de biocarburant en Chine

.....
Récipiendaire du **ICIS Innovation Awards 2017**

NUBIK

-  Katie Bussières, présidente de Nubik, est récipiendaire du prix **Femmes d'affaires du Québec 2017**, du Réseau des Femmes d'affaires du Québec, dans la catégorie entrepreneure moyenne entreprise

SPECTRA PREMIUM

-  Pour une quatrième année consécutive, lauréat de la catégorie **Reconnaissance Or**, qui est accordé aux entreprises qui figurent au palmarès des **Sociétés les mieux gérées au Canada**

ÉNERGÈRE

-  Nouveau projet avec la Fédération québécoise des municipalités (FQM) qui permettra aux municipalités du Québec de moderniser leur réseau d'éclairage de rues et de réduire significativement leur consommation énergétique ainsi que leurs coûts d'entretien

AGROPUR COOPÉRATIVE LAITIÈRE

-  Prix du meilleur camembert au monde lors du « World Championship Cheese Contest » aux États-Unis

.....
13^e meilleur employeur au Canada selon Forbes

FICODIS

-  **PME de la semaine** du journal *Les Affaires* pour leur stratégie d'acquisition dans toutes les régions du Québec

MEDIABIZ

-  Karine Martin, présidente et chef de la direction de Mediabiz, est récipiendaire du prix **Femmes d'affaires du Québec 2017**, du Réseau des Femmes d'affaires du Québec, dans la catégorie Cadre, dirigeante et professionnelle entreprise privée

MEGLAB

-  Récipiendaire du Prix **Innovation** de l'Association pour le développement de la recherche et de l'innovation du Québec

FONDS POUR LES FEMMES ENTREPRENEURES FQ

-  Lancé en septembre 2016, le fonds a déjà franchi le seuil des 100 investissements. Il accompagne des entrepreneures de toutes les régions du Québec.

CYCLE CAPITAL MANAGEMENT

-  Le Prix **Inspiration – André-Corriveau** de l'Association des femmes en finance du Québec a été remis à Andrée-Lise Méthot, associée directrice

.....
Madame Méthot a également été nommée **Officière de l'Ordre national du Québec en 2018**



DAOUST NETTOYEURS ÉCOPERFORMANTS



Lauréat du prix *Dunamis* dans la catégorie Développement durable

Lauréat du *Maillon D'or* dans la catégorie Franchiseur Innovation

MASTER CLIMATISATION CHAUFFAGE



Pour une huitième année consécutive, le Groupe se classe au prestigieux palmarès du concours des *Sociétés les mieux gérées au Canada* et conserve son statut de membre sélect du Club Platine

COPOWER



10 millions de dollars d'obligations vertes vendues afin de financer plus de 300 projets en énergie renouvelable et en efficacité énergétique à travers le Canada

SIÈGES DUCHARME



Prix *ESTim 2017 - Entreprise manufacturière* (Plus de 5 millions de chiffre d'affaires)

FRESCHÉ SOLUTIONS



Parmi les meilleurs employeurs de Montréal, du Québec et du Canada pour 2016, 2017 et 2018

O MILE-EX



Le plus grand centre d'entreprises en intelligence artificielle au pays et une des plus importantes concentrations de chercheurs dans ce secteur au monde



LES PRIX CRÉATEURS D'EMPLOIS DU QUÉBEC

Les récipiendaires de la première édition sur la scène nationale ont été

Grand Prix Créateurs d'emplois
Alithya



Grand Prix Coup de cœur
Canards du Lac Brome



INSPIRER UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE JUSTE ET ÉQUITABLE

En tant que fonds de travailleurs, Fondation est fier d'agir comme partenaire majeur des Prix Créateurs d'emplois. Ces prix célèbrent annuellement, dans le cadre d'un gala, la création et le maintien d'emplois de qualité dans une perspective de développement durable au Québec.

Nous sommes heureux qu'un événement d'envergure vienne souligner, au terme d'un processus de candidature et d'évaluation exhaustif, la contribution et le dynamisme des entreprises québécoises créatrices d'emplois qui innovent, exportent et s'attaquent aux enjeux d'aujourd'hui tels le défi de l'intégration ou le vieillissement de la population. Des enjeux pour lesquels le développement durable propose des réponses.

Pour chacune des 17 régions administratives du Québec, deux Prix Créateurs d'emplois du Québec sont décernés. À ces 34 prix régionaux qui reconnaissent la croissance responsable, s'ajoutent deux autres distinctions d'envergure nationale.



Claude Trottier

Président directeur
chef de l'exploitation
de l'entreprise
Canards du Lac Brome.

Philippe Couillard

Premier ministre
du Québec.

Paul Raymond

Président et chef
de la direction du
Groupe Alithya Inc.



IMPACTS ÉCONOMIQUES DIRECTS ET INDIRECTS

Recourant à une méthode d'évaluation des retombées économiques inspirée de celle utilisée par Investissement Québec, chaque année Fondation effectue une étude d'impact des retombées directes et indirectes de ses activités d'investissement en incluant celles réalisées par Filaction, dont le capital provient entièrement de Fondation. Depuis plusieurs années, l'étude est confiée à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC). Cette méthode a pour objectif de cerner la part des retombées économiques attribuables aux interventions de Fondation et de Filaction. Le risque financier, l'importance du projet et les perspectives de croissance du secteur d'activité sont les variables utilisées et les données recueillies font l'objet de simulations économétriques par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le portefeuille d'entreprises visées par l'étude pour l'année 2017-2018 compte 205 PME, entreprises privées, coopératives ou OBNL dans tous les secteurs d'activité et dans toutes les régions du Québec¹. On estime que c'est 789,2 millions de dollars qui étaient investis dans les entreprises et les fonds ayant fait l'objet de l'étude d'impact réalisée par l'IREC.

La méthodologie utilisée par l'IREC détermine que la part des recettes fiscales et parafiscales pour le gouvernement du Québec attribuables à Fondation s'élève respectivement à 84,7 millions de dollars et à 130,0 millions de dollars. Les mêmes ratios sont appliqués aux recettes du gouvernement fédéral qui permettent d'attribuer aux investissements de Fondation des recettes fiscales de 53,1 millions de dollars et des recettes parafiscales de 23,0 millions de dollars.

Le gouvernement du Québec offre un crédit d'impôt de 20 % aux épargnants qui cotisent au Fonds. L'émission d'actions à Fondation s'étant élevée à 267,5 millions de dollars pour l'année 2017-2018, la dépense fiscale a représenté 53,5 millions de dollars. Puisque les retombées fiscales et parafiscales attribuables à Fondation (incluant Filaction) sont de 214,7 millions de dollars, le ratio avantages-coûts pour le gouvernement du Québec par rapport aux activités de Fondation s'établit à 4,01 pour l'année financière 2017-2018. Cette hausse importante du ratio est liée à la présence de projets ponctuels qui ont de fortes retombées et aux ajustements apportés à la méthodologie de sorte qu'elle reflète plus adéquatement la part attribuable de Fondation et de Filaction dans les projets.

Le gouvernement fédéral octroyait, quant à lui, un crédit d'impôt de 15 % en 2018. Pour l'année financière 2017-2018, le crédit d'impôt fédéral a représenté une dépense de 40,1 millions de dollars. Avec des retombées fiscales et parafiscales attribuables à Fondation (incluant Filaction) de 76,1 millions de dollars, le ratio avantages-coûts pour le gouvernement fédéral a été de 1,90.

Ainsi, pour chaque dollar en crédit d'impôt accordé aux épargnants de Fondation en 2017-2018, le gouvernement du Québec a récupéré 4,01 \$ et le gouvernement du Canada 1,90 \$ en revenus fiscaux et parafiscaux. L'étude démontre clairement que les deux paliers de gouvernement ont récupéré, dans la même année, beaucoup plus en recettes fiscales et parafiscales résultant des interventions de Fondation que le coût des crédits d'impôt octroyés aux épargnants.

¹ La majorité des investissements de Fondation sont au Québec. De ce fait les retombées hors-Québec ne sont pas considérées significatives.

IMPACTS ÉCONOMIQUES DES PROJETS SOUTENUS (AU 31 MAI)

	2018	2017
NOMBRE D'ENTREPRISES	205	188
NOMBRE D'EMPLOIS	43 892	34 189
REVENUS GOUVERNEMENTAUX		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ¹	202,7 M\$	159,4 M\$
GOUVERNEMENT DU CANADA ²	126,9 M\$	108,0 M\$
PARAFISCALITÉ ET TAXES INDIRECTES ³	338,4 M\$	307,9 M\$

Ces données incluent Fondation et Filaction, mais excluent les fonds partenaires ou spécialisés.

Source : Institut de la statistique du Québec (ISQ)

¹ Comprend les impôts sur salaires, taxes de vente et taxes spécifiques.

² Comprend les impôts sur salaires, taxe de vente et taxes et droits d'accise.

³ Comprend RRQ, FSS, CSST, assurance emploi et taxes indirectes.

RATIOS AVANTAGES-COÛTS POUR LES DEUX PALIERS DE GOUVERNEMENT EN 2017-2018

 GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		 GOUVERNEMENT DU CANADA	
Recettes fiscales et parafiscales attribuables à Fondation	214,7 M\$	Recettes fiscales et parafiscales attribuables à Fondation	76,1 M\$
Dépense fiscale	53,5 M\$	Dépense fiscale	40,1 M\$
Ratio avantages-coûts	4,01	Ratio avantages-coûts	1,90

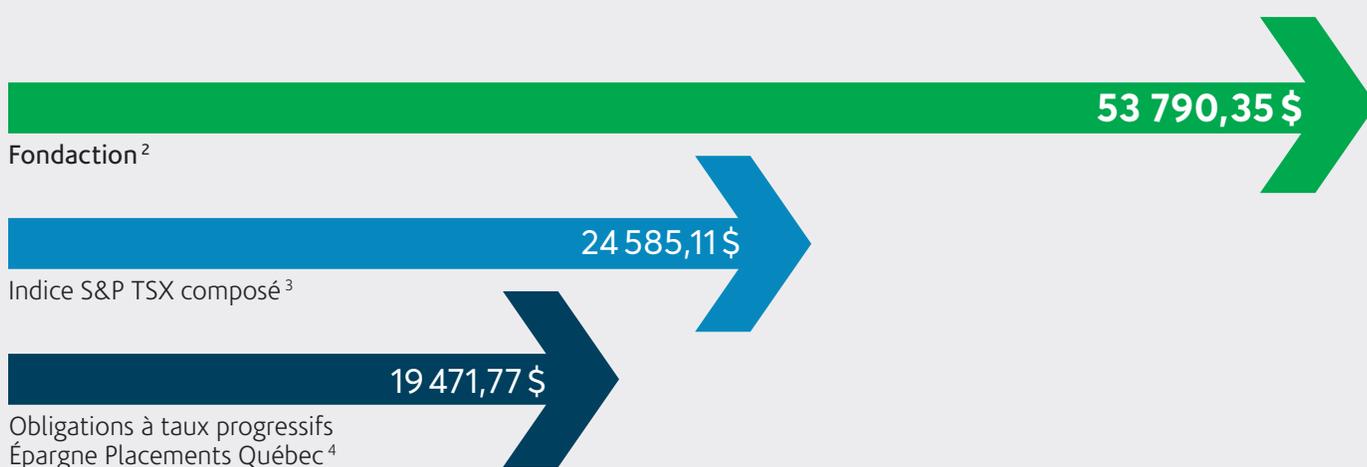
Une fois les projets d'investissement comptabilisés dans l'exercice entièrement réalisés, on évalue que Fondation et Filaction S.E.C. auront maintenu ou créé 43 892 emplois. En y ajoutant une estimation des retombées issues des investissements réalisés par les fonds partenaires ou spécialisés, l'IREC conclut que les activités de Fondation auront contribué à maintenir ou à créer un total de 44 585 emplois au cours de l'exercice financier s'étant terminé le 31 mai 2018.

EMPLOIS MAINTENUS OU CRÉÉS (AU 31 MAI)	2018			2017
	DIRECTS	INDIRECTS	TOTAUX	TOTAUX
Fondation et Filaction	31 394	12 498	43 892	34 189
Fonds partenaires ou spécialisés	494	199	693	1 633
TOTAUX	31 888	12 697	44 585	35 822

PLUS DE CAPITAL POUR LA RETRAITE

COMPARAISON DE LA VALEUR ACCUMULÉE AU REER AU 31 JUILLET 2018

10 cotisations annuelles effectuées¹



1 Investissement annuel réalisé au 1^{er} janvier de chaque année nécessitant un déboursé net de 1 000 \$ après avantages fiscaux. Le premier investissement a été réalisé le 1^{er} janvier 2009 et le dernier le 1^{er} janvier 2018. Le taux marginal d'imposition utilisé est de 40 %. Les calculs sont réalisés avec les valeurs réelles de l'action au moment de l'investissement.

2 Les crédits d'impôt sont de 30 % pour 2009, de 40 % pour 2010 à 2014 et de 35 % pour 2015 à 2018. Les calculs sont réalisés avec les valeurs réelles de l'action au moment de l'investissement.

3 Valeur accumulée calculée avec les rendements annuels de chaque année complète et le rendement à jour pour la fraction d'année écoulée depuis la dernière cotisation. Source des rendements: Bloomberg.

4 Source : Épargne Placements Québec selon l'émission en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année. Les obligations sont détenues jusqu'à l'échéance. Les obligations échues durant la période sont renouvelées avec la série émise l'année de l'échéance.

La valeur et le rendement des actions de Fondation fluctuent, le passé n'est pas indicatif du futur. Avant d'investir, pour plus d'information notamment sur les frais, veuillez consulter le prospectus à fondation.com.



RAPPORT DE GESTION ANNUEL

pour l'exercice terminé le 31 mai 2018

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (« Fondation » ou « le Fonds »). Il explique du point de vue de la direction les résultats que Fondation a obtenus au cours de l'exercice visé par les états financiers ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les états financiers annuels complets peuvent être obtenus gratuitement, sur demande, en appelant au 514 525-5505 ou au 1 800 253-6665, en nous écrivant au 2175, boulevard De Maisonneuve Est, bureau 103, Montréal (Québec) H2K 4S3, en consultant notre site Internet www.fondaction.com ou le site Internet de SEDAR www.sedar.com. Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information intermédiaire.

RAPPORT DE GESTION ANNUEL

Fondaction est assujéti aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* publié par l'Autorité des marchés financiers et en applique les exigences notamment dans ce rapport de gestion. Ce règlement définit différentes normes de divulgation d'information dans les états financiers annuels et intermédiaires, les rapports de gestion, ainsi que les relevés et le répertoire liés à ceux-ci. De plus, il encadre le processus d'évaluation des investissements en capital de développement.

Les pages qui suivent présentent une analyse des états financiers de Fondaction pour l'exercice terminé le 31 mai 2018, ainsi que des données sur le contexte économique et financier qui prédominait au cours de cet exercice. Elles visent à permettre aux lecteurs de comprendre et d'apprécier l'évolution de Fondaction ainsi que les changements survenus au cours de cette période.

Certaines informations prospectives peuvent figurer dans ce rapport de gestion. Ces informations reposent sur des hypothèses. Leur réalisation est intrinsèquement soumise à l'évolution des marchés et du contexte économique, ainsi qu'à des événements ou changements pouvant survenir indépendamment de la volonté de Fondaction.

CRÉDITS D'IMPÔT AUX PERSONNES QUI SOUSCRIVENT À FONDATION

Les fonds de travailleurs constituent un outil de développement économique important pour le Québec. Ils contribuent au financement des PME québécoises de tous les secteurs de l'économie et favorisent la création et le maintien d'un grand nombre d'emplois dans les régions du Québec.

L'appui des gouvernements prend la forme d'avantages fiscaux consentis aux contribuables lors de l'achat d'actions par l'octroi de crédits d'impôt. De plus, l'achat de ces actions est admissible au régime enregistré d'épargne-retraite. Le 27 mars 2018, le gouvernement du Québec a confirmé le maintien, jusqu'au 31 mai 2021, du taux de crédit exclusif d'impôt de 20 % consenti aux actionnaires souscrivant à Fondaction. En épargnant avec Fondaction, les contribuables québécois peuvent donc profiter de crédits d'impôt de 35 % (20 % du gouvernement du Québec et 15 % du gouvernement fédéral).

De plus, le plafond de ses émissions annuelles d'actions sera augmenté durant cette période et s'établira à 250 M\$ pour son exercice financier se terminant au 31 mai 2019 et à 275 M\$ pour les deux années subséquentes. La portion non utilisée du plafond des émissions annuelles d'une année donnée continue de venir s'ajouter au plafond des émissions annuelles de l'année subséquente.

FAITS SAILLANTS

Au cours de son exercice 2017-2018, le rendement à l'actionnaire a été de 5,3 % (3,2 % au premier semestre et 2,1 % au deuxième semestre), comparativement à 7,6 % pour son exercice 2016-2017 (2,7 % au premier semestre et 4,8 % au deuxième semestre). La valeur de l'action a ainsi progressé pour s'établir à 11,82 \$ au 31 mai 2018 (11,22 \$ au 31 mai 2017).

Au cours de l'exercice, Fondaction a dégagé un résultat global de 97,6 M\$, comparativement à 119,9 M\$ au cours de l'exercice précédent. Ce résultat s'explique notamment par le rendement des actions et autres titres du portefeuille des autres investissements ainsi que la performance des titres privés dans le portefeuille d'investissements en capital de développement.

Les souscriptions (émissions d'actions) nettes durant l'exercice terminé le 31 mai 2018 s'élèvent à 162,5 M\$, soit 267,5 M\$ d'émissions d'actions recueillis, nets de 105,0 M\$ de rachats d'actions. Au cours de l'exercice précédent, les émissions d'actions totalisaient 202,6 M\$ et les rachats d'actions 101,8 M\$, pour des souscriptions nettes de 100,8 M\$.

Au 31 mai 2018, l'actif net a atteint 1,97 G\$, en hausse de 15,2 % par rapport à l'actif net de 1,71 G\$ au 31 mai 2017.

Le nombre d'actionnaires est passé de 137 568 au 31 mai 2017, à 156 723 au 31 mai 2018, en hausse de 13,9 %.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant Fondation et ont pour objet d'aider à comprendre ses résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers audités du Fonds et sont présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION DE CATÉGORIE A

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars)	2018	2017	2016	2015	2014
Actif net par action de catégorie A au début de l'exercice	11,22	10,43	10,23	9,69	9,23
Augmentation (diminution) provenant des activités opérationnelles					
Produits : Intérêts, dividendes et distributions, honoraires et autres revenus	0,45	0,39	0,58	0,44	0,38
Gains (pertes) réalisés	0,30	0,09	(0,17)	0,16	0,20
Gains non réalisés	0,15	0,59	0,07	0,24	0,14
Charges opérationnelles	(0,26)	(0,26)	(0,23)	(0,24)	(0,27)
Provision liée aux éventualités	–	(0,06)	–	–	–
Impôts sur le résultat	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,02)	0,00
Augmentation (diminution) provenant de l'autre élément du résultat global					
Réévaluation des passifs nets liés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts	(0,01)	0,06	(0,03)	(0,04)	0,02
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,02)	(0,01)	(0,01)	0,00	(0,01)
Actif net par action de catégorie A à la fin de l'exercice	11,82	11,22	10,43	10,23	9,69

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

Exercices terminés les 31 mai

<i>(en millions de dollars, sauf si autrement spécifié)</i>	2018	2017	2016	2015	2014
Produits	141,8	158,0	67,5	107,3	84,2
Résultat net	99,4	111,1	34,6	74,5	52,0
Résultat global	97,6	119,9	29,9	69,4	53,8
Juste valeur des investissements en capital de développement, incluant les engagements	1 265,1	1 179,2	1 002,7	866,7	727,7
Actif net	1 971,1	1 710,9	1 490,1	1 361,8	1 180,3
Émissions d'actions	267,5	202,6	191,3	192,1	198,1
Rachats d'actions	105,0	101,8	92,8	80,0	80,2
Actions de catégorie A en circulation <i>(nombre, en millions d'actions)</i>	166,8	152,5	142,9	133,2	121,8
Actionnaires <i>(nombre, en milliers)</i>	156,7	137,6	131,4	128,7	125,2
Ratio des charges opérationnelles ¹ (%)	2,21	2,30	2,22	2,29	2,78
Ratio des frais de transaction ² (%)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Taux de rotation du portefeuille ³ :					
Investissements en capital de développement (%)	17,57	13,10	12,41	13,70	23,60
Autres investissements (%)	113,15	167,04	127,36	160,40	113,95

1. Le ratio des charges opérationnelles est calculé en divisant les charges opérationnelles avant impôts par la moyenne de l'actif net des fins de semestres de l'exercice concerné. Ce calcul exclut l'autre élément du résultat global et la provision reliée aux éventualités.

2. Le ratio des frais de transaction est calculé, en divisant les commissions et autres frais de transaction du portefeuille par l'actif net moyen de l'exercice concerné.

3. Le taux de rotation du portefeuille reflète le nombre de changements apportés à la composition du portefeuille; un taux de 100 % signifiant que l'équivalent d'une fois le portefeuille a été acheté et vendu au cours de la période.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

À L'INTERNATIONAL



En matière de relations internationales, de production, d'accords d'échange commerciaux, tous les signes semblent pointer vers des changements importants. Du point de vue politico-économique, l'administration des États-Unis tient désormais un discours fermé à la mondialisation alors que la Chine, de son côté, tient un discours ouvert à celle-ci. La transition énergétique transformera inévitablement les rapports sociaux. Enfin, l'avènement de l'intelligence artificielle et l'automatisation grandissante de la production auront sans doute des impacts sur l'économie, sur les revenus de l'État, sur le marché du travail et sur le financement du filet de protection sociale (fiscalité).

La croissance économique mondiale s'est établie à 3,0 % en 2017, alors qu'elle était de 2,4 % en 2016. Ce niveau est le plus élevé enregistré depuis 2011. Cependant, le début de l'année 2018 a été particulièrement volatil sur les marchés financiers. L'indice Dow Jones a perdu 12 % de sa valeur au cours des deux premières semaines de février, poursuivant une chute plus modeste en mars et amorçant une lente remontée en avril et mai. L'indice S&P a connu une baisse de 6,9 % pour amorcer lui aussi une lente remontée en avril et en mai. Dans l'ensemble, l'économie américaine est vigoureuse. Le taux de croissance du PIB des États-Unis est à 2,1 % au premier trimestre de 2018 et le taux de chômage se maintient à un creux cyclique de 4,1 %.

Les négociations pour l'ALÉNA sont difficiles. Des tarifs douaniers de 25 % sur les importations américaines d'acier et de 10 % sur les importations d'aluminium en provenance du Canada, du Mexique et des 28 pays membres de l'Union européenne sont entrés en vigueur à la fin mai 2018. Dans le même ordre d'idées, avec le retrait des États-Unis de l'Accord de partenariat transpacifique (PTP), un nouvel accord a été signé par le Canada et tous les autres pays membres du PTP, sauf les États-Unis.

Des crises politiques qui ébranlent des sociétés comme l'Italie ouvrent la porte à beaucoup d'incertitude politique et économique. Le gouvernement britannique a annoncé que le Brexit entrera en vigueur le 29 mars 2019. Un accord commercial avec l'Union européenne est maintenant à négocier. L'affaiblissement du gouvernement de Theresa May aura sans doute un impact sur ces négociations. L'affaiblissement du gouvernement d'Angela Merkel en Allemagne lors des législatives en septembre 2017 aura aussi des impacts sur ces négociations et sur l'écosystème européen. En arrière-plan, la crise migratoire, qui est une conséquence directe des inégalités économiques et politiques dans certaines régions, demeure un enjeu politique majeur.

La Chine, qui produit plus de 25 % des émissions de GES dans le monde, fait un virage important en matière de transition énergétique. Elle entend investir 360 G\$ en énergies propres d'ici 2020. Elle s'est engagée à lancer son premier marché carbone d'ici 2019.

La treizième session de la Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP 13) s'est ouverte à Ordos en septembre. Un fonds pour combattre la dégradation des terres (Fonds LDN) y a été annoncé et Fondation y était présent.

La 23e Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur le climat s'est déroulée à Bonn en novembre 2017. Un fonds pour soutenir l'agriculture durable en Amérique latine y a été annoncé. Il s'agit du fonds Canopy créé avec la collaboration de Fondation par Ecotierra, une entreprise en développement international située à Sherbrooke.

Malgré la mobilisation importante en faveur des luttes contre les changements climatiques, les efforts ne suffisent pas. Si la tendance se maintient, les objectifs de réductions d'émission de GES fixés lors de l'Accord de Paris ne seront pas atteints. Inquiète, la France a tenu un sommet sur le climat à Paris en décembre 2017 réunissant plus d'une trentaine de chefs d'État ainsi que des représentants d'entreprise et de la société civile. Fondation y participait et y a annoncé son intention d'investir dans le Fonds LDN.

AU QUÉBEC, AU CANADA

Au cours du premier trimestre de 2018, le Canada et le Québec ont affiché une croissance économique solide par rapport aux années précédentes. La croissance du PIB canadien était supérieure de 1,3 % au premier trimestre de 2018, par rapport au même trimestre de l'année précédente. La croissance du PIB québécois a été supérieure, augmentant de 3,1 % par rapport au même trimestre de 2017. Le taux de chômage est à un creux cyclique, à 5,8 % au Canada et à 5,3 % au Québec. En janvier 2018, la Banque du Canada a annoncé une hausse d'un quart de point de son taux directeur, s'établissant à 1,25 %. Cette hausse suit celle de 0,25 % entrée en vigueur en septembre 2017. Le 31 mai 2018, le taux de change du dollar canadien et américain s'établissait à 1,00 \$ CA pour 0,77 \$ US. Les cours du Brent ont augmenté pour s'établir à 77,59 \$ US le 31 mai 2018 alors qu'il se situait à environ 47 \$ au début juillet 2017.

Le taux d'épargne des ménages demeure relativement bas alors que le taux d'endettement des ménages reste élevé. Les hausses du taux directeur et les nouvelles normes hypothécaires semblent toutefois avoir un effet stabilisateur sur la dette des ménages : le taux d'endettement (dette sur marché du crédit/revenu disponible) s'établissait à 172,18 % au troisième trimestre de 2017 et a baissé à 170,2 % au premier trimestre de 2018.

La réforme du Régime de rentes du Québec (RRQ) annoncée en novembre 2017 débutera en 2019. Le fonds du régime supplémentaire sera géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Le gouvernement justifie cette modification au régime du fait que les prestations publiques de retraite sont présentement insuffisantes.



Le budget fédéral de 2018-2019, dévoilé en février 2018, s'attaque aux inégalités salariales entre les hommes et les femmes en créant un régime d'équité salariale dans tous les secteurs sous réglementation fédérale et en mettant en place plusieurs autres mesures qui prennent en compte l'analyse comparative entre les sexes.

Le gouvernement fédéral continue à investir massivement dans l'économie, quitte à être déficitaire. En cas de crise économique ou de récession à la suite d'un possible effritement de l'ALÉNA, la marge de manœuvre pour des investissements visant une relance de l'économie risque de s'en trouver réduite. Le gouvernement fédéral s'est engagé en mai 2018 à acheter le projet d'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan pour la somme de 4,5 G\$. Une opposition importante à ce projet d'oléoduc était exprimée par la Colombie-Britannique alors qu'il était soutenu par l'Alberta.

PERSPECTIVES

En matière d'investissement dans des secteurs porteurs, la transition énergétique offre des opportunités de développement. Le marché des obligations vertes poursuit son développement rapide. En 2017, plus de 150 G\$ d'obligations vertes ont été émises dans le monde, ce qui est une augmentation importante comparée aux 87 G\$ d'émissions d'obligations vertes de 2016. *Standard & Poor's* estime que le marché des obligations vertes pourrait atteindre plus de 200 G\$ en 2018.

Bien qu'il paraisse de plus en plus difficile d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, la transition vers l'énergie durable est en progression. Les énergies renouvelables ne comptent que pour environ 11 % dans le total de la production d'énergie dans le monde. La Chine demeure le premier investisseur mondial dans ce secteur. Il est à noter qu'une baisse importante des coûts des énergies renouvelables a lieu. Le coût de production actualisé de l'électricité issue de centrales photovoltaïques au sol est passé de 358 \$ par MWh en 2009 à 45 \$ en 2017. Celui de l'éolien terrestre est passé de 135 \$ par MWh en 2009 à 49 \$ en 2017. Plus ces sources d'énergie deviennent compétitives par rapport aux sources conventionnelles, plus la demande devrait être favorablement stimulée dans le futur.

L'intelligence artificielle est une réalité qui fait de plus en plus partie de la vie économique. Il s'agit d'un secteur d'activité dans lequel le Québec souhaite être un chef de file. Québec a annoncé en mars 2018 la création d'une Organisation mondiale de l'intelligence artificielle ayant pour but de penser à des normes internationales concernant ce nouveau secteur et a alloué une somme de 5 M\$ pour la création de celle-ci. Un partenariat de coopération scientifique France-Québec ayant pour axe de recherche l'intelligence artificielle a aussi été annoncé en mars 2018.



Le gouvernement du Québec a déposé un budget expansionniste dans lequel il a annoncé des augmentations de dépenses dans plusieurs secteurs, incluant entre autres, l'éducation, la santé, l'entrepreneuriat et le milieu communautaire. Il est à souligner que dans ce budget, le crédit d'impôt accordé aux actionnaires de Fondation demeurera majoré à 20 % pour l'année financière 2018-2019 ainsi que pour les deux années financières qui suivront dans le but de permettre au Fonds de poursuivre sa mission et de faire sa part dans la stimulation de l'économie du Québec, notamment par des investissements à haut rendement sociétal. Les investissements à haut rendement sociétal visent au moins un des trois enjeux suivants : 1) la lutte contre les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles, 2) rendre le développement plus équitable et inclusif, notamment en économie sociale et 3) la réussite des stratégies de développement des créneaux et pôles d'excellence des différentes régions du Québec.

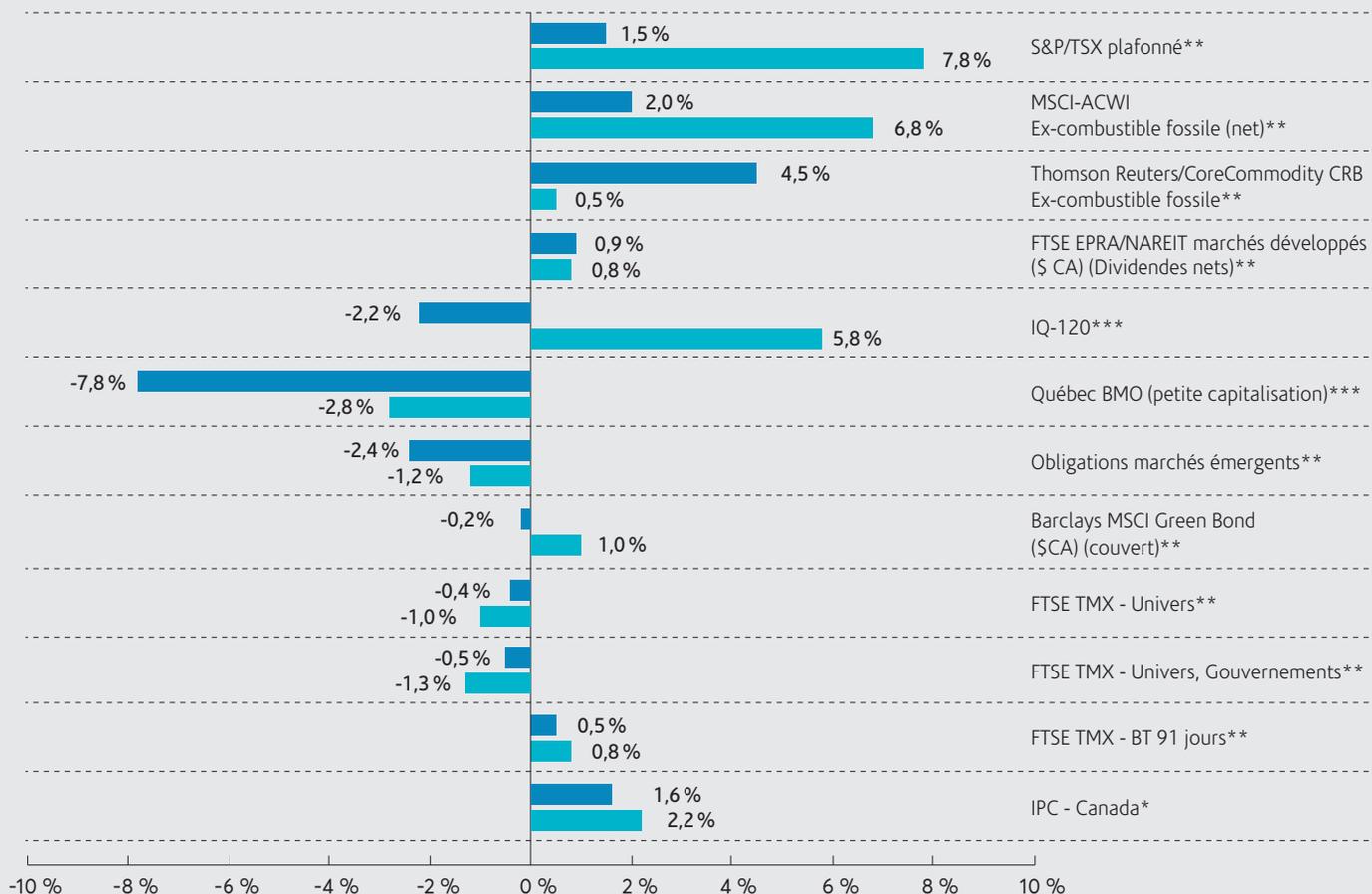
La croissance de l'économie des États-Unis pourrait être ralentie au cours des prochains trimestres. Les autorités monétaires pourraient resserrer la politique monétaire. La Réserve fédérale a remonté son taux directeur de 1,5 % à 1,75 % en mars dernier pour éviter des pressions inflationnistes. La volatilité des cours sur les marchés financiers américains, dû aux conflits commerciaux et tarifaires entre les

États-Unis et la Chine et la possible remontée des taux directeurs par les banques centrales sont des éléments qui invitent à la prudence.

Fondation continue d'offrir un produit d'épargne accessible et avantageux pour les travailleuses et travailleurs du Québec et poursuit ses investissements en maintien et création d'emplois dans une perspective de développement durable. Fondation contribue à démontrer qu'une véritable richesse se conjugue en intégrant les dimensions sociales, économiques et environnementales.

PERFORMANCES DES MARCHÉS FINANCIERS

Voici quelques indices de référence qui ont eu cours pour les périodes de six mois et un an en date du 31 mai 2018.



* IPC d'ensemble pour le Canada, non désaisonnalisé, publié par Statistique Canada

** AON Hewitt inc.

*** Fiera Capital

■ 6 mois ■ 1 an

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

MISSION, ORIENTATION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES

RÉSUMÉ DE LA MISSION

Pour Fondaction, l'emploi constitue le premier moyen de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale et de contribuer à l'épanouissement des personnes.

En tant que fonds de travailleurs, Fondaction agit en faveur de la canalisation de l'épargne en vue de la retraite vers des projets d'investissement permettant le développement d'entreprises opérant au Québec. Par ses investissements dans les entreprises québécoises, Fondaction contribue au maintien et à la création d'emplois ainsi qu'à l'implication des travailleuses et des travailleurs en ce qui a trait à l'organisation et au contrôle de leur travail. L'obtention de plus de responsabilités par les travailleuses et les travailleurs au sein de l'entreprise n'a pas pour unique finalité une augmentation de la productivité ou de la compétitivité. Le passage à de nouveaux rapports de démocratisation et de coopération doit être facilité afin de pouvoir définir les conditions d'une productivité renouvelée en vue d'un développement plus responsable et plus durable.

Fondaction se rend plus particulièrement disponible auprès des entreprises inscrites dans un processus de gestion participative, des coopératives et autres entreprises de l'économie sociale ainsi qu'auprès des PME dont les décisions ou activités contribuent à la protection ou à l'amélioration de la qualité de l'environnement. Fondaction recueille, principalement à partir d'une structure militante, des épargnes en vue de la retraite. Fondaction encourage l'épargne systématique en offrant la retenue sur le salaire (RSS) dans les milieux de travail ainsi que le débit préautorisé. Fondaction s'adresse à l'ensemble des travailleuses et des travailleurs québécois, syndiqués ou non, et à la population en général.

En rendant accessible une épargne-retraite peu coûteuse, Fondaction permet l'amélioration des conditions financières à la retraite de plus de 156 000 personnes.

Plusieurs valeurs déterminent les modes de gouvernance, de gestion et de fonctionnement du Fonds. Parmi celles-ci se trouvent l'intégrité, le respect, l'authenticité, l'audace et l'engagement.

OBJECTIFS ET PRINCIPALES STRATÉGIES DE GESTION

Dans le cadre de l'actualisation annuelle de son intention stratégique pour trois ans, Fondaction a réaffirmé trois enjeux centraux :

- 1) affirmer la pertinence et la distinction de Fondaction;
- 2) assurer une croissance soutenue de l'actif; et,
- 3) optimiser la rentabilité globale.

Fondaction offre aux travailleuses et aux travailleurs québécois, un produit d'épargne accessible, permettant de donner du sens à leur argent tout en accumulant du capital pour leur retraite.

Fondaction se distingue par une vision globale où les fonctions de cueillette d'épargne, de dialogue avec les partenaires et d'investissement, y compris les entreprises d'économie sociale, sont les trois fondements opérationnels de sa pertinence et de son impact pour la société. Par sa présence en tant qu'acteur du développement durable, Fondaction contribue bien au-delà de son poids économique à la détermination de la société québécoise.

Fondaction soutient le développement économique du Québec en conjuguant dans ses opérations, ses objectifs et son mode de gestion, les dimensions économique, sociale, culturelle, environnementale ainsi que le rendement financier. Il contribue à la création d'activités économiques durables sur le territoire, génératrices d'équité et d'emplois de qualité. Le Fonds soutient des approches collectives de propriété et de gestion ainsi que la lutte aux changements climatiques et la préservation de la biodiversité.

Fondation s'assure de respecter le seuil minimal d'investissements (Norme d'investissement) à impact économique québécois fixé par la loi. Une saine diversification est recherchée quant aux secteurs d'activité, aux stades d'évolution des entreprises ainsi qu'en ce qui concerne les produits utilisés.

Le portefeuille des autres investissements vise à compléter l'actif de manière à optimiser la relation rendement-risque de l'ensemble du Fonds sur un horizon de dix ans. Des efforts particuliers sont consacrés à diminuer le risque de rendement négatif à court terme. Fondation exige de ses conseillers en valeurs externes qu'ils intègrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») dans leurs processus de placement.

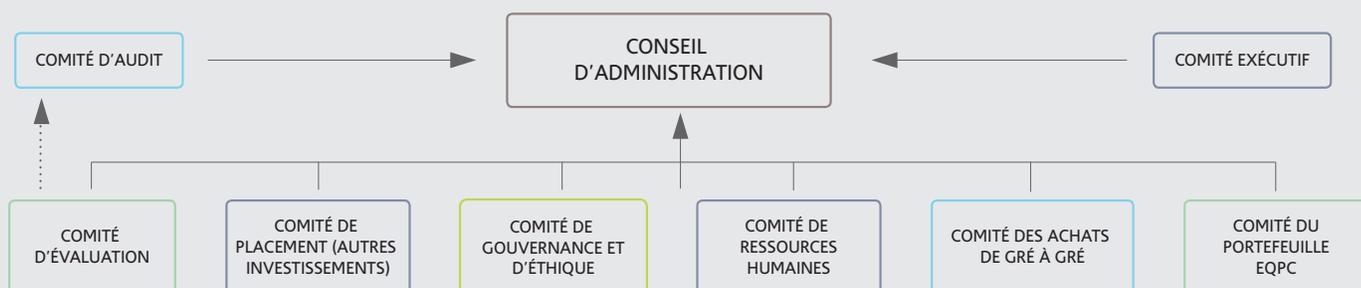
Fondation conjugue son expertise, ses valeurs, ses activités et sa force économique au service de la transformation positive de l'économie québécoise. Il accompagne ou réunit actionnaires, partenaires, entreprises et salariés qui partagent une vision commune dans une offre de savoirs et de propositions financières innovantes et distinctives. Cette vision suppose une approche patiente et une considération élargie des risques en vue de créer, à travers les cycles du marché et les aléas de la conjoncture, une valeur durable, au bénéfice des actionnaires et de l'ensemble de l'économie québécoise.

GESTION DES RISQUES

GOVERNANCE

Fondation dispose depuis plusieurs années d'une ligne directrice en matière de gouvernance, recommandée par le comité de gouvernance et d'éthique et adoptée par le conseil d'administration. En plus d'établir les rôles et responsabilités du conseil d'administration, elle vise à apporter des précisions, entre autres, sur la composition et l'indépendance du conseil, d'établir et de prévoir l'évaluation périodique de la performance du conseil, de réaffirmer l'engagement des membres en vertu du code de conduite et d'éthique. La ligne directrice en matière de gouvernance fait aussi état des dispositions à prendre lors de l'élection ou de la désignation des membres, de la *Politique de jetons de présence et de remboursement de dépenses des membres du conseil d'administration et des comités*, de même que des processus de formation continue.

Le rôle du conseil d'administration est d'assurer un suivi des activités et de la situation financière de Fondation avec la distance qu'impose une distinction claire entre la gouvernance et les opérations courantes dont il s'assure de la reddition de comptes. Les politiques, le budget annuel et les orientations stratégiques de Fondation sont adoptés par le conseil d'administration qui maintient une vision globale des activités et supervise le travail de la direction. L'assurance du respect de l'application de chacune des politiques est confiée au conseil d'administration, lequel a créé des comités pour l'assister dans son travail afin de faciliter et d'assurer un suivi régulier de certaines activités et de voir à l'application de codes, de normes ou de politiques. Ces comités ont pour tâche de formuler des recommandations au conseil, le comité exécutif ayant, de plus, un pouvoir décisionnel. Les comités sont composés de membres du conseil d'administration et, lorsque requis, de membres externes reconnus pour leur expertise. L'organigramme suivant présente les comités créés par le conseil d'administration.



Les responsabilités de ces comités sont les suivantes :

COMITÉ EXÉCUTIF : Composé du président du conseil d'administration, du président-directeur général et de trois autres membres du conseil d'administration, ce comité exerce les pouvoirs et responsabilités du conseil d'administration entre les réunions du conseil. La composition de ce comité doit être constituée d'une majorité de personnes indépendantes. À ce jour, les activités de ce comité ont été concentrées principalement sur l'autorisation d'investissements et l'autorisation des déboursements relatifs aux investissements consentis par le conseil ou le comité exécutif. Le comité exécutif autorise les investissements de 5 M\$ et moins. Il est informé du suivi de l'évolution du portefeuille d'investissement direct en entreprise.

COMITÉ D'AUDIT : Composé de membres du conseil d'administration, ce comité voit au respect des pratiques comptables et des exigences légales et réglementaires. Il prend connaissance et examine les perspectives financières triennales et les prévisions budgétaires annuelles ainsi que tous les documents y étant reliés préparés par la direction. Il surveille les travaux d'audit des états financiers ainsi que les processus de communication de l'information financière.

COMITÉ D'ÉVALUATION : Composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité fait rapport au comité d'audit à titre de comité consultatif quant à l'évaluation de la juste valeur des investissements en capital de développement réalisés par Fondation, et il est consulté relativement à la *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement* et aux méthodes utilisées lors de l'évaluation semestrielle des investissements en capital de développement.

COMITÉ DE PLACEMENT (AUTRES INVESTISSEMENTS) : Ce comité est composé de trois membres dont deux membres du conseil d'administration et un membre externe, assure le suivi régulier de la gestion des autres investissements par les conseillers en valeurs externes retenus à cette fin et, au besoin, formule des recommandations au conseil d'administration sur la *Politique de placement (autres investissements)* ou sur le choix du ou des conseillers en valeurs externes.

COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE : Composé de membres du conseil d'administration qui ne font pas partie de la direction de Fondation et, en majorité, de membres indépendants, ce comité aide le conseil d'administration à remplir son rôle de supervision de la direction de Fondation et lui formule des recommandations sur la gouvernance de Fondation notamment en ce qui a trait au profil global des compétences et des expériences recherchées au sein du conseil, à la procédure à suivre pour l'examen des antécédents, à la *Politique relative à la détermination d'une personne indépendante* et au processus de mise en candidature pour l'élection de membres du conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires. Il donne également au conseil d'administration son appréciation sur la qualification d'une personne comme personne indépendante et il veille à l'application du code de conduite et d'éthique. Le comité ne peut délibérer ou prendre de décision qu'en présence d'une majorité de personnes indépendantes.

COMITÉ DE RESSOURCES HUMAINES : Ce comité est composé de trois membres du conseil d'administration, dont la présidence du conseil. La majorité des membres doit être indépendante et le comité ne peut délibérer ou prendre de décision qu'en présence d'une majorité de personnes indépendantes. Le comité élabore et recommande au conseil d'administration un profil de compétence et d'expérience pour la nomination de la présidence-direction générale. Il élabore et propose les critères pour évaluer la performance de la présidence-direction générale de Fondation et fait des recommandations au conseil d'administration concernant ses modalités d'emploi dont sa rémunération.

COMITÉ DES ACHATS DE GRÉ À GRÉ : Composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité est responsable de l'application de la *Politique d'achat de gré à gré des actions de catégorie A* et de la *Politique de transfert des actions ou des fractions d'action de catégorie A*.

COMITÉ DU PORTEFEUILLE D'ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DE PETITE CAPITALISATION (« EQPC ») : Composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité assure le suivi régulier du portefeuille investi dans des entreprises québécoises de petite capitalisation et formule périodiquement au conseil d'administration des recommandations concernant ce type d'investissement.

Tous les comités ci-haut mentionnés rendent compte annuellement au conseil d'administration.

D'autres comités à caractère opérationnel, créés par le président-directeur général, participent aussi à la gestion des différents risques auxquels Fondation est exposé :

COMITÉ DE L'INVESTISSEMENT : Présidé par la direction de l'investissement et composé de membres de la direction et d'un membre externe, ce comité formule au conseil d'administration ou au comité exécutif les recommandations concernant les investissements en capital de développement et voit au suivi régulier des investissements réalisés.

COMITÉ DE L'INVESTISSEMENT – RÉGIONS RESSOURCES : Présidé par la direction adjointe de l'investissement, régions de la Capitale-Nationale, du Centre et de l'Est-du-Québec et composé de membres de la direction et de membres externes représentant les régions ressources, ce comité formule au conseil d'administration ou au comité exécutif les recommandations concernant les investissements en capital de développement sur le territoire des régions ressources.

COMITÉ DES OPÉRATIONS : Présidé par le président-directeur général et regroupant les dix directrices, directeurs, et chefs de module, ce comité assure l'alignement des opérations avec les orientations stratégiques et assure le suivi de l'atteinte des résultats attendus y compris le budget annuel et les résultats financiers. Il favorise également la circulation de l'information entre les modules et s'assure des interactions entre ceux-ci.

COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT CORPORATIF : Présidé par la direction des affaires publiques et composé de la présidence-direction générale et de membres de la direction (développement organisationnel et systèmes d'information, souscription, investissement et finances), ce comité assure le suivi des dossiers gouvernementaux ainsi que des autres projets ayant un impact potentiel sur la pérennité de Fondation.

COMITÉ DES GRANDS CHANTIERS, DES PROJETS ET DU REGISTRE DES INITIATIVES : Présidé par la direction du développement organisationnel et des systèmes d'information, et composé des membres requis selon les projets, ce comité effectue le suivi de la réalisation des chantiers, projets et registre des initiatives.

STRATÉGIES

Fondation a adopté une approche globale de gestion des risques. La *Politique de gestion intégrée des risques* adoptée par le conseil d'administration du Fonds précise que l'objectif de la gestion des risques est de donner l'assurance raisonnable que les risques encourus n'excèdent pas les seuils acceptables. S'adressant à l'ensemble des employés et dirigeants ainsi qu'à tous les secteurs d'activité, cette politique réitère la responsabilité de chacun des employés et modules dans la gestion des risques qui les concerne. Enfin, la politique rappelle le rôle central du conseil d'administration en ce qui concerne l'adoption et le suivi de la *Politique de gestion intégrée des risques* ainsi que de la tolérance aux risques de Fondation.

NOTE

Les sections suivantes, intitulées *Risque de marché*, *Risque de crédit et de contrepartie*, *Risque de concentration* et *Risque de liquidité*, font partie intégrante des états financiers de Fondation pour l'exercice terminé le 31 mai 2018 qui ont été audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. Elles doivent être lues conjointement avec ces états financiers audités pour obtenir un portrait complet des informations rendues disponibles au sujet de la gestion des risques financiers. Ces sections visent à fournir des informations complémentaires sur les risques découlant des instruments financiers utilisés par Fondation et les mesures mises en place pour gérer ces risques, conformément à l'IFRS 7 - *Instruments financiers : informations à fournir* du Manuel de CPA Canada.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que Fondation subisse une perte financière en raison de l'évolution défavorable d'un ou de plusieurs éléments de conjoncture. Le risque de marché inclut trois principaux types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers.

Fondation tient compte de ces risques dans le choix de sa répartition globale d'actifs. Plus spécifiquement, il en atténue les effets par une diversification de ses actifs entre plusieurs marchés financiers (obligations, investissements directs dans les entreprises ou les fonds partenaires ou spécialisés, les marchés boursiers, etc.), différents produits dont les profils de risque varient (titres participatifs, à revenu fixe, ou à rendement absolu) ainsi qu'entre les secteurs d'activité (manufacturier, service technologique, immobilier, etc.).

Les investissements en capital de développement étant par nature concentrés au Québec, le Fonds recherche une certaine diversification géographique en négociant une portion des autres investissements (placements) sur les marchés mondiaux. Cette diversification représente 29,7 % de l'actif net (26,2 % au 31 mai 2017).

Enfin, en investissant régulièrement chaque année, tant directement dans les entreprises que dans les fonds partenaires ou spécialisés, Fondation diminue l'impact des variations de conjoncture sur le prix payé à l'entrée dans les dossiers de capital de développement de façon à ce que le rendement obtenu à la sortie repose sur la valeur réelle ajoutée.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a une incidence directe sur la juste valeur des titres à échéance déterminée dans le portefeuille des autres investissements. Ce risque est atténué par une gestion active du portefeuille par laquelle la répartition des échéances des obligations est régulièrement révisée en fonction de l'anticipation du mouvement des taux d'intérêt. Des instruments financiers dérivés peuvent également être utilisés pour protéger la valeur du portefeuille ou profiter des fluctuations de taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente l'incidence sur les résultats du Fonds, avant impôts, d'une augmentation ou d'une baisse immédiate et soutenue de 1 % des taux d'intérêt sur la valeur du portefeuille d'obligations détenu en date des 31 mai 2017 et 2018.

SENSIBILITÉ DES RÉSULTATS À UNE VARIATION DES TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ OBLIGATAIRE

Impact sur le résultat avant impôts (en millions de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
Hausse de 1 % des taux d'intérêt	-25,1	-17,9
Baisse de 1 % des taux d'intérêt	+25,8	+20,7

Le rendement généré par d'autres actifs pourrait aussi être influencé par une variation de taux d'intérêt, notamment le rendement des actions non participantes, des prêts et des avances consentis aux entreprises du portefeuille des investissements en capital de développement. L'impact de cette variation sur la juste valeur serait cependant tributaire d'autres facteurs, dont le risque de crédit, rendant moins pertinente une analyse de sensibilité reliée à cette seule variable pour ces actifs. Fondation a donc fait le choix de ne pas présenter d'analyse de sensibilité à cet égard puisque plusieurs contrats de prêt et avances consentis comportent des clauses d'ajustement périodique de taux d'intérêt, notamment lorsqu'ils sont consentis pour des périodes à long terme.

Par conséquent, il est important de noter que dans la mesure où Fondation conserve ces actifs jusqu'à leur échéance, les variations des taux d'intérêt du marché n'auront pas d'impact significatif sur le rendement à terme. À titre indicatif, nos analyses de sensibilité nous amènent à conclure qu'une variation du taux de rendement exigé de $\pm 0,50$ % entraînerait une variation de la juste valeur non significative en regard du résultat net et du total des actifs et passifs.

Risque de devise

Les fluctuations du taux de change affectent la valeur des titres libellés en devises étrangères que peut détenir Fondation ainsi que celle des parts de fonds communs qui, bien que libellés en dollars canadiens, peuvent détenir des titres en devises étrangères se rapportant à des marchés internationaux. La gestion de ces fonds communs est confiée à des conseillers en valeurs externes dont certains ont la possibilité de couvrir leurs différents risques de devises, cette décision pouvant constituer une source de valeur ajoutée. En accord avec la *Politique de gestion des devises* adoptée par le conseil d'administration, Fondation utilise des produits dérivés pour couvrir de manière plus ou moins importante selon les circonstances, l'exposition du Fonds au dollar américain, diminuant ainsi la sensibilité des résultats aux variations de cette devise. Fondation est peu exposé aux risques de fluctuations d'autres devises étrangères, écartant ainsi la nécessité d'élargir la portée des opérations de couverture à ces autres devises.

Au 31 mai 2018, une variation de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain sur le portefeuille directement ou indirectement détenu par le Fonds en devise américaine aurait affecté les résultats avant impôts de 7,9 M\$, à la hausse comme à la baisse (5,9 M\$ au 31 mai 2017). Ce calcul tient compte des outils de couverture en place aux 31 mai 2017 et 2018 en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée.

Risque lié aux marchés boursiers

Parce qu'une partie des actifs de Fondation se négocie sur différents marchés boursiers, allant des entreprises québécoises de petite capitalisation publiques aux actions mondiales de grandes sociétés, la volatilité de ces marchés boursiers influence donc la valeur des actions du Fonds. Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % du cours de tous les titres cotés en Bourse détenus directement ou indirectement par le Fonds au 31 mai 2018, aurait augmenté ou diminué ses résultats avant impôts de 61,3 M\$, comparativement à 56,4 M\$ au 31 mai 2017.

L'évaluation des instruments financiers non cotés du portefeuille d'investissements en capital de développement repose sur l'utilisation de techniques d'évaluation approuvées et reconnues. Celles-ci s'appuient sur un ensemble d'hypothèses qui tient compte des conditions de marché, tels la croissance économique et les écarts de crédit à la date d'évaluation. Les hypothèses utilisées ayant un degré important d'interaction entre elles, une analyse de sensibilité isolant l'effet d'une de ces variables sur le portefeuille de titres non cotés n'est pas considérée par Fondation comme une représentation fidèle de la sensibilité des résultats.

Fondation est d'avis qu'une analyse de sensibilité au risque liée aux marchés boursiers sur le prix des titres privés de son portefeuille d'actions des investissements en capital de développement ne serait pas représentative du risque inhérent à cet instrument financier.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Le risque de crédit et de contrepartie correspond à la possibilité de subir des pertes financières découlant de l'incapacité d'une entreprise, d'un émetteur ou d'une contrepartie d'honorer ses engagements financiers envers Fondation. Ce risque est particulièrement présent dans le portefeuille d'investissements en capital de développement puisque l'évolution des entreprises et des fonds d'investissement dans lesquels Fondation investit est sujette à différents risques qui peuvent les empêcher de respecter leurs engagements. Au nombre de ceux-ci, notons l'évolution du cycle économique, le risque d'exploitation, la volatilité des marchés financiers, les risques technologiques et l'introduction, la modification ou l'abolition de mesures législatives ou réglementaires.

L'adéquation des critères d'analyse et de sélection, la qualité de l'accompagnement des entreprises dans leur évolution ainsi que la constance du suivi des investissements directs en entreprise ou des fonds partenaires ou spécialisés sont les facteurs clés qui contribuent à mitiger ce risque pour chacun des investissements. La diversification du portefeuille par secteur d'activité, par stade de développement, et ce, au sein de différentes entreprises contribue également à diminuer la volatilité liée au risque de difficultés financières dans le portefeuille d'investissement. Le Fonds n'a que très rarement recours à la prise de garanties pour sécuriser ses investissements en capital de développement. La présence d'une garantie disqualifie un investissement aux fins du calcul de la Norme d'investissement décrite davantage un peu plus loin dans ce rapport.

Une cote de risque interne est systématiquement attribuée à chacun des investissements en capital de développement puis révisée par la suite périodiquement. Les cotes de 1 à 4 constituent une gradation d'un niveau de risque à l'intérieur de ce qui est perçu comme acceptable. La cote 5 est attribuée aux entreprises dont le risque est plus élevé à cause des difficultés qu'elles traversent ou parce qu'elles se situent à un tournant de leur développement. Les cotes 6 et 7 qualifient les entreprises dont la situation financière est précaire ou qui sont en situation d'insolvabilité. Au 31 mai 2018, les entreprises bénéficiant d'une cote de 1 à 4 représentent 90,9 % du portefeuille d'investissement en capital de développement à la juste valeur alors qu'au 31 mai 2017, elles en constituaient 93,7 %.

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT
(INCLUANT LES ENGAGEMENTS) PAR COTE

(en millions de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
Cotes 1 à 4	1 149,4	1 104,7
Cote 5	115,7	74,5
Cotes 6 et 7	0,0	0,0

En ce qui concerne le portefeuille des autres investissements, Fondation ne transige qu'avec des contreparties d'excellente qualité, principalement des grandes banques canadiennes. La *Politique de placement (autres investissements)* limite l'exposition par émetteur et par secteur dans le portefeuille obligataire, en plus d'imposer des normes minimales de cotes de crédit. La cote de crédit d'un titre est déterminée selon la méthodologie de l'indice de référence. On entend par cote de crédit l'évaluation d'un titre de dette émise par *Dominion Bond Rating Service* (« DBRS »), *Standard & Poor's* (« S&P ») ou *Moody's*.

Advenant le cas où des cotes de crédit ont été émises par deux agences de notation, l'évaluation la plus basse sera considérée. Par ailleurs, advenant le cas où des cotes de crédit ont été émises par les trois agences de notation, l'évaluation majoritaire de la cote de crédit sera considérée ou si toutes les évaluations sont différentes, l'évaluation médiane sera considérée.

Au 31 mai 2018, la répartition présentée ci-dessous regroupe le portefeuille obligataire, des instruments financiers dérivés et des instruments de marché monétaire et elle est conforme à la *Politique de placement (autres investissements)*. Ce portefeuille est constitué à 93,8 % d'actifs cotés A ou mieux (92,6 % au 31 mai 2017).

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE, DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS
ET DES INSTRUMENTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE PAR COTE DE CRÉDIT

(en millions de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
AAA	62,8	62,7
AA	105,1	95,4
A	72,4	106,9
BBB	15,8	21,1

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des engagements financiers de Fondation soit attribuable à une seule entreprise, à un seul produit financier ou à un seul secteur économique ou géographique, ce qui pourrait rendre Fondation vulnérable aux difficultés de cette entreprise, de ce produit ou de ce secteur.

La section « Risque de marché » présentée précédemment fait déjà état des efforts de Fondation pour diversifier son actif entre différents marchés financiers, produits, secteurs d'activité ainsi que la diversification géographique au sein du portefeuille des autres investissements. Le tableau suivant présente le poids en pourcentage de l'actif net de Fondation, des cinq participations les plus importantes de chacun des portefeuilles d'investissement en capital de développement et des autres investissements.

Concentration par émetteur (en % de l'actif net)	31 mai 2018	31 mai 2017
Poids des cinq plus importantes participations du portefeuille des investissements en capital de développement	14,2 %	13,5 %
Poids des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements	25,0 %	24,6 %

Du côté des investissements en capital de développement, 16,7 % des sommes investies au 31 mai 2018 dans les cinq principaux émetteurs étaient investis dans des sociétés qui sont elles-mêmes diversifiées entre plusieurs investissements ou actifs immobiliers (21,6 % au 31 mai 2017). Fondation exclut de ces calculs, les fonds engagés, mais non déboursés. Puisqu'il est prévu que ceux-ci soient déboursés sur des horizons pouvant aller jusqu'à dix ans, cela fausserait l'analyse présentée si ces sommes avaient été incluses dans le calcul.

Il est à noter que 12,8 % des sommes investies dans les principaux émetteurs du portefeuille des autres investissements étaient garanties par les gouvernements au 31 mai 2018, comparativement à 15,1 % au 31 mai 2017.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Ce risque se rapporte à la capacité de Fondation d'effectuer des déboursements au fur et à mesure que ceux-ci sont requis sans devoir recourir à des méthodes coûteuses et inopportunes. Les principales sorties de fonds pouvant être requises concernent les investissements en capital de développement, particulièrement les déboursements liés aux sommes engagées, le paiement des charges ainsi que l'achat de gré à gré et le rachat des actions détenues par les actionnaires.

Fondation dispose des actifs liquides requis pour faire face à ses engagements, d'autant plus qu'année après année, les nouvelles émissions de capital demeurent supérieures aux rachats et que le Fonds n'a aucune dette à long terme. La composition du portefeuille des autres investissements constitue une protection puisqu'on y retrouve essentiellement des titres liquides : encaisse, marché monétaire, obligations et titres cotés. Le portefeuille des investissements en capital de développement contient également certains titres cotés liquides. Au 31 mai 2018, les titres liquides des deux portefeuilles totalisaient 56,7 % de l'actif net (55,0 % au 31 mai 2017).

Fondation a également à sa disposition une marge de crédit de 5,5 M\$ lui permettant de faire face aux besoins temporaires de liquidité immédiate. Cette marge n'a pas été utilisée au cours des exercices terminés aux 31 mai 2017 et 2018.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Ce risque est lié à la possibilité que l'insuffisance des processus mis en place, les facteurs humains ou technologiques ou toute autre défaillance des opérations entraînent des pertes pour Fondation. Ce risque est atténué par les politiques, normes et procédures mises en place, l'amélioration des systèmes d'information, de gestion et de contrôles, la compétence du personnel et le maintien d'une culture d'intégrité. La participation à des fonds partenaires ou spécialisés ainsi que le recours à des conseillers en valeurs externes qualifiés ont pour effet de diversifier les responsabilités liées à la gestion des actifs, contribuant à mitiger ce risque.

Soulignons que Fondation assure lui-même la gestion de ses actifs et est inscrit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement en vertu du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*. De plus, Fondation est assujetti à différentes lois, normes et réglementations de même qu'à certaines obligations spécifiques liées à son statut de fonds de travailleurs. Le Fonds tient à se conformer à l'ensemble de ces règles et à bien anticiper leur évolution.

RISQUES EXTERNES

Fondation reconnaît également être exposé à différents risques externes sur lesquels son contrôle est plus limité. Parmi ces risques, nous retrouvons notamment la conjoncture économique, la réglementation, qu'il s'agisse de la loi constituant Fondation, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la réglementation en valeurs mobilières, des normes comptables ou autres ainsi que la concurrence.

Fondation maintient une veille sur ces aspects et incorpore une analyse de l'environnement externe à son processus annuel de planification stratégique.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

À la date d'approbation de ces états financiers, de nouvelles normes ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), mais ne sont pas encore en vigueur. Ces normes, décrites en détail à la note 2.16 des états financiers de l'exercice terminé le 31 mai 2018, concernent les sujets suivants :

INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IASB a publié la norme définitive sur les instruments financiers portant sur le classement, l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture (IFRS 9). Le Fonds a évalué l'incidence de cette norme et ne prévoit pas que son adoption ait un impact significatif sur ses résultats, sa situation financière et ses états financiers. Cette norme entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2018.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

L'IASB a publié la norme IFRS 15 qui remplace les normes IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et IAS 11, *Contrats de construction*. Cette nouvelle norme établit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats avec des clients à l'exception de ceux qui sont compris dans le champ d'application d'autres normes telles que les instruments financiers. Le Fonds a évalué l'incidence de cette norme et ne prévoit pas que son adoption ait un impact significatif sur ses résultats, sa situation financière et ses états financiers. Cette norme entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2018.

CONTRATS DE LOCATION

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. Le Fonds examine présentement l'incidence de ces nouvelles directives sur ses résultats, sa situation financière et ses états financiers. La norme sera en vigueur pour les exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Pour le Fonds, cette norme entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2019.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RENDEMENT ANNUEL BRUT PAR TYPE D'ACTIVITÉS ET CATÉGORIE D'ACTIFS

Exercices terminés les	31 mai 2018			31 mai 2017		
	Actif pondéré sous gestion	Pondération	Rendement	Actif pondéré sous gestion	Pondération	Rendement
	(M\$)	%	%	(M\$)	%	%
Investissements en capital de développement						
Titres privés et fonds partenaires ou spécialisés	801,0	44,5	11,8	692,4	45,3	10,8
Titres cotés	199,0	11,0	6,8	204,0	13,3	12,5
	1 000,0	55,5	10,8	896,4	58,6	11,2
Autres investissements						
Titres à revenu fixe	351,1	19,5	0,2	300,4	19,7	4,8
Actions et autres titres	450,1	25,0	7,1	331,9	21,7	13,0
	801,2	44,5	4,1	632,3	41,4	9,1
Rendement brut			7,8			10,3

Le rendement brut généré par les actifs sous gestion s'est élevé à 7,8 % durant l'exercice, comparativement à 10,3 % au cours de l'exercice précédent. La baisse globale de rendement brut par rapport à l'exercice précédent est principalement reliée aux catégories d'investissement davantage corrélées avec les marchés boursiers qui ont moins bien performé au cours du dernier exercice.

INVESTISSEMENT EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (ICD)

Les investissements en capital de développement, au cœur de la mission de Fondation, sont axés sur l'activité économique réelle des PME québécoises et sont réalisés essentiellement auprès d'entreprises cotées et non cotées ainsi que des fonds partenaires ou spécialisés. Ces investissements se composent principalement de prêts généralement non garantis, d'actions et de parts dans des fonds permettant une saine diversification du portefeuille.

Les investissements en capital de développement, dont les fonds engagés sont exclus, ont généré un rendement brut de 10,8 % pour l'exercice, comparativement à 11,2 % pour la même période l'année précédente. Cette performance s'explique par :

- le rendement brut de 11,8 % généré au cours de l'exercice par le portefeuille de titres privés et de fonds partenaires ou spécialisés, comparativement à 10,8 % pour l'exercice précédent. Des désinvestissements profitables ainsi que la performance de certains titres privés en portefeuille expliquent l'atteinte de ces résultats; et,
- le rendement brut de 6,8 % généré par le portefeuille de titres cotés au cours de l'exercice alors qu'il fut de 12,5 % durant la même période l'année dernière. Cette catégorie d'investissement est principalement composée des titres détenus dans des entreprises québécoises de petite capitalisation généralement plus volatils et sensibles aux mouvements des marchés boursiers qui, tels que soulignés précédemment, ont moins bien performé au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Les autres investissements sont principalement composés des portefeuilles d'obligations, d'actions et de divers fonds canadiens et internationaux ainsi que de l'encaisse et de marchés monétaires. Ils permettent de diversifier le portefeuille d'investissement en capital de développement tout en assurant la disponibilité des liquidités nécessaires au maintien des activités du Fonds.

Les autres investissements ont généré un rendement brut de 4,1 % au cours de l'exercice, comparativement à 9,1 % pour la même période l'année dernière. La baisse de rendement par rapport à l'exercice précédent est expliquée par la forte baisse des rendements des marchés boursiers du présent exercice par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, les rendements générés au cours de l'exercice par les titres à revenus fixes et les actions et autres titres sont plus élevés que la majorité des indices de référence des marchés financiers de leur catégorie.

Cette performance par catégorie s'explique par :

- les titres à revenu fixe incluant des obligations et des dettes de marchés émergents ont dégagé un rendement brut de 0,2 % au 31 mai 2018, comparativement à 4,8 % au cours de l'exercice précédent; et,
- le rendement brut des actions et autres titres qui s'établit à 7,1 % pour l'exercice en cours, comparativement à 13,0 % durant l'exercice précédent.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles sont principalement constituées des frais encourus afin d'assurer le service aux actionnaires incluant les activités de souscription et de registrariat, des frais reliés au processus d'investissement dans les entreprises et les fonds partenaires ou spécialisés, à l'accompagnement et au suivi de ceux-ci, aux frais relatifs à l'acquisition et à la gestion des autres investissements, aux frais reliés à la gouvernance et l'administration.

Au cours de son exercice terminé le 31 mai 2018, les charges opérationnelles ont totalisé 41,7 M\$, en baisse de 4,4 M\$, comparativement à l'exercice précédent. En excluant l'impact de la provision reliée aux éventualités enregistrée au cours de l'exercice précédent, les charges opérationnelles ont enregistré une hausse de 4,0 M\$, comparativement à l'exercice précédent. Cette hausse de 4,0 M\$ est essentiellement due à une croissance qui était anticipée des traitements et charges sociales ainsi qu'à une augmentation des charges d'amortissement.

Au cours du deuxième semestre de l'exercice terminé le 31 mai 2018, Fondation a adopté un projet de réaménagement de son édifice administratif situé à Montréal qui répondra aux besoins reliés à la croissance de ses activités et qui devrait débiter au terme du prochain exercice. Ce projet, qui inclut une phase de démolition de l'édifice actuel, a entraîné une accélération de la passation en charge de la valeur comptable nette de celui-ci ayant généré une hausse des charges d'amortissement de 1,9 M\$.

Le ratio des charges opérationnelles, calculé conformément au mode de calcul prescrit par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*, se situe à 2,21 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2018, comparativement à 2,30 % en 2017.

ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE GLOBAL D'ACTIFS SOUS GESTION

INVESTISSEMENT EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Chacun des investissements de Fondation vise à promouvoir, soutenir et encourager le développement durable en privilégiant les investissements qui ont des retombées sociétales importantes. Au 1^{er} juin 2016, Fondation s'était engagé auprès du gouvernement du Québec à investir sur une période de deux ans un minimum de 50 M\$ dans des entreprises ou des projets qui contribuent positivement aux objectifs de la lutte aux changements climatiques. Cet engagement a été respecté. Un peu plus de 60 M\$ y ont été investis.

Au cours des trois prochaines années, Fondation s'est engagé à investir un minimum de 100 M\$ dans des projets, des fonds ou des entreprises, qui contribuent plus spécifiquement à :

- la lutte contre les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles;
- rendre le développement plus équitable et inclusif, notamment en économie sociale; et,
- la réussite des stratégies de développement des crêneaux et pôles d'excellence des différentes régions du Québec.

Les investissements en capital de développement, excluant les engagements, totalisent 1 067,0 M\$ au 31 mai 2018, soit 54,1 % du portefeuille global d'actifs sous gestion, comparativement à 972,1 M\$ au 31 mai 2017 (57,1 % du portefeuille). La baisse enregistrée, en termes de pourcentage du portefeuille global d'actifs sous gestion, est principalement due à des désinvestissements importants au cours de l'exercice qui ont permis de matérialiser des gains ayant contribué à la performance financière du Fonds.

En considérant les engagements, les investissements en capital de développement sont passés de 1 179,2 M\$ au 31 mai 2017 à 1 265,1 M\$ au 31 mai 2018, représentant une hausse de 7,3 %. Les analyses qui suivent reliées à la répartition du portefeuille d'ICD tiennent compte des fonds engagés.

La répartition du portefeuille d'ICD varie d'un exercice à l'autre en fonction des objectifs établis par le Fonds, des opportunités qui se matérialisent, du niveau des engagements, des désinvestissements et des variations enregistrées de la juste valeur de chacun des investissements.

Répartition par catégorie d'investissements



Les investissements en capital de développement se subdivisent en trois catégories : les participations directes en entreprises (Entreprises), un portefeuille de titres d'entreprises québécoises de petite capitalisation cotées en Bourse (EQPC) et les souscriptions à des fonds partenaires ou spécialisés (Fonds d'investissement). La pondération de chacune des trois catégories à l'intérieur du portefeuille d'ICD est demeurée relativement stable, comparativement à celle de l'exercice précédent.

Participations directes en entreprises

Les participations directes en entreprises qui constituent du capital patient où prime particulièrement le développement et la création de valeur réelle sur un horizon de cinq à dix ans correspondent à 43,4 % du portefeuille d'investissement en capital de développement au 31 mai 2018, comparativement à 42,2 % au 31 mai 2017. Cette catégorie est composée de 107 investissements au 31 mai 2018 (104 au 31 mai 2017).

Entreprises québécoises de petite capitalisation (EQPC)

Les investissements dans 40 titres d'entreprises québécoises de petite capitalisation cotées en Bourse correspondent à 12,7 % du portefeuille d'investissements en capital de développement au 31 mai 2018, comparativement à 43 titres pour 12,8 % du portefeuille au 31 mai 2017.

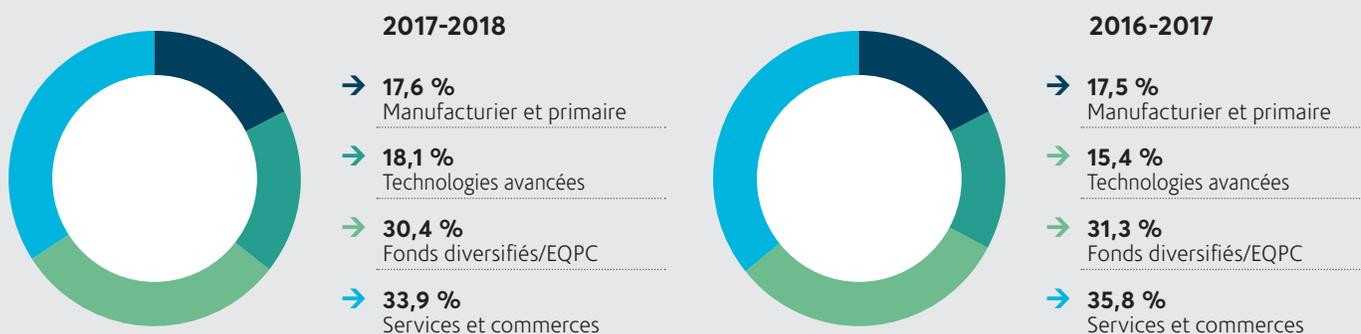
Conformément aux objectifs poursuivis par Fondation, ce portefeuille est conçu de manière à mieux résister à un contexte baissier du marché des titres de petite capitalisation, notamment par une sous-pondération des titres plus spéculatifs et des secteurs cycliques.

Fonds partenaires ou spécialisés

Afin de rendre possible une offre adaptée de produits financiers pour différents secteurs ou clientèles, de diversifier l'actif et de partager une expertise et des réseaux, Fondation souscrit à différents fonds partenaires ou spécialisés. Dans ses choix d'investissement à cet égard, Fondation tient compte de la complémentarité des fonds spécialisés avec sa propre activité d'investissement direct, que ce soit en matière de stades de développement ou de secteurs d'activité financés ainsi que des effets bénéfiques potentiels de son association avec ces fonds et leurs réseaux pour ses entreprises partenaires. Des investissements, réalisés dans des sociétés qui développent ou détiennent un portefeuille immobilier, dans un fonds alternatif ainsi qu'un fonds traditionnel, sont aussi inclus dans cette catégorie.

Au 31 mai 2018, les 65 investissements dans ces fonds correspondent à 43,9 % du portefeuille d'investissement en capital de développement, comparativement à 59 investissements ou 45,0 % du portefeuille au 31 mai 2017.

Répartition par secteurs d'activité



De façon générale, la pondération de chacun des secteurs à l'intérieur du portefeuille d'ICD est demeurée relativement stable, comparativement à celle de l'exercice précédent. Le poids relatif des investissements dans le secteur des technologies avancées s'est cependant légèrement accru, comparativement à l'exercice précédent.

Manufacturier et primaire

Ce secteur est, entre autres, caractérisé par une recherche d'amélioration de la productivité et le développement de nouveaux marchés de façon à maintenir des emplois de façon durable. Les initiatives les plus prometteuses sont fréquemment reliées à des investissements importants dans la modernisation des équipements ainsi que dans le développement de nouvelles technologies plus performantes et plus respectueuses de l'environnement. Les entreprises du secteur manufacturier et primaire représentent 17,6 % du portefeuille d'ICD avec 222,0 M\$ en investissements et engagements financiers (206,4 M\$ pour 17,5 % du portefeuille au 31 mai 2017).

Services et commerces

Bénéficiant d'un marché souvent plus local, les entreprises de services et de commerces subissent moins les contrecoups de la conjoncture et ont un effet généralement stabilisateur sur le portefeuille. Les investissements et les engagements financiers pour ce secteur totalisent 428,9 M\$, soit 33,9 % du portefeuille (422,3 M\$ représentant 35,8 % du portefeuille au 31 mai 2017).

Technologies avancées

Les investissements dans cette économie de l'avenir sont concentrés dans des entreprises de technologies de l'information et technologies propres susceptibles de générer des plus-values importantes et de nouveaux emplois de qualité dans l'avenir, dont notamment les biotechnologies. Secteur plus volatil où il est plus complexe d'identifier et d'appuyer les projets les plus porteurs, Fondation y investit surtout par l'entremise de fonds spécialisés appuyés par des équipes et des réseaux avec lesquels des relations de confiance ont été déjà établies grâce à des investissements déjà réalisés.

Les entreprises du secteur des technologiques avancées représentent des investissements et des engagements financiers totalisant 229,4 M\$, soit 18,1 % du portefeuille (181,3 M\$ représentant 15,4 % du portefeuille au 31 mai 2017).

Fonds diversifiés/EQPC

Le secteur Fonds diversifiés/EQPC regroupe les fonds qui s'adressent à plusieurs secteurs à la fois. Les investissements et les engagements financiers dans celui-ci et qui incluent également les fonds et les actifs immobiliers totalisent 384,8 M\$, soit 30,4 % du portefeuille d'ICD, comparativement à 369,2 M\$ représentant 31,3 % du portefeuille au 31 mai 2017.

Investissements hors Québec

Certaines entreprises ou fonds qui ont ou auront un impact sur l'augmentation ou le maintien du niveau d'emploi ou d'activité économique au Québec peuvent avoir des activités hors Québec. En s'associant à ces entités hors Québec, Fondation contribue à la venue de fonds étrangers au Québec et facilite l'accès pour les entreprises de son portefeuille à une expertise et des réseaux précieux pour leur expansion éventuelle sur les marchés extérieurs.

C'est pourquoi la *Politique d'investissement hors Québec*, adoptée par Fondation, permet ce type d'investissement. En vertu de cette politique, quatre types d'investissements hors Québec sont admissibles, soit les investissements dans :

- des entreprises, qui de l'avis de la direction de Fondation, ont ou auront un impact économique au Québec;
- des entreprises qui réinvestissent les fonds dans une filiale québécoise ou un projet d'investissement au Québec;
- des fonds privés hors Québec qui ont ou auront des retombées favorables suffisantes au Québec; et,
- des immeubles neufs ou faisant l'objet de rénovations importantes qui sont situés hors Québec, mais qui ont ou visent des retombées suffisantes au Québec.

À ce jour, Fondation a investi dans un seul type d'investissement hors Québec, soit dans des fonds privés spécialisés. Les analyses effectuées et les engagements obtenus de ceux-ci permettaient d'anticiper qu'ils investiraient tous dans des entreprises québécoises un montant au minimum équivalant à ceux investis par Fondation dans leurs fonds. Au 31 mai 2018, Fondation détient des participations dans 15 fonds hors Québec correspondant à des investissements et engagements totalisant 95,6 M\$ (14 fonds au 31 mai 2017 totalisant 89,9 M\$).

Au 31 mai 2018, les retombées immédiates au Québec de ces investissements hors Québec étaient bien supérieures aux sommes investies puisque ces fonds détenaient des investissements totalisant 172,5 M\$ dans des entreprises québécoises (148,3 M\$ au 31 mai 2017).

Nonobstant ce qui précède, la Loi limite à 10 % de l'actif net du fonds en date de fin d'exercice précédent les investissements pouvant être ainsi inclus à la Norme d'investissement traité plus amplement dans une section subséquente.

AUTRES INVESTISSEMENTS

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 mai 2018	31 mai 2017
Titres à échéance non déterminée		
Actions, parts et autres titres de participations	647 878	443 614
Titres à échéance déterminée		
Obligations	246 567	278 428
Instruments financiers dérivés	2 765	1 845
Marché monétaire	6 767	5 835
	256 099	286 108
Total des autres investissements	903 977	729 722

Les sommes qui ne sont pas investies dans du capital de développement sont placées dans les marchés financiers avec comme objectifs principaux la diversification du portefeuille global, la préservation du capital et le maintien de liquidités permettant de répondre promptement aux engagements du Fonds en matière d'investissements en capital de développement et de rachats d'actions. En adéquation avec la mission du fonds qui recherche des investissements à haut rendement sociétal, le portefeuille des autres investissements exclut les entreprises détenant des réserves d'énergies fossiles.

Ce portefeuille totalise 904,0 M\$ et représente 45,9 % du portefeuille global d'actifs sous gestion au 31 mai 2018, comparativement à 729,7 M\$ représentant 42,9 % au 31 mai 2017.

Titres à échéance non déterminée

Les titres à échéance non déterminée sont composés d'actions et de participations dans divers fonds canadiens et internationaux gérés par neuf conseillers en valeurs externes au 31 mai 2018. Fondation effectue toutefois régulièrement des ajustements dans les pondérations en fonction de l'évolution de la conjoncture et de ses objectifs en termes de répartition optimale du portefeuille globale, et ce, à l'intérieur des balises prévues par la *Politique de placements (autres investissements)*.

Ils s'élèvent à 647,9 M\$ au 31 mai 2018, comparativement à 443,6 M\$ au 31 mai 2017, en hausse de 204,3 M\$, principalement dû à l'ajout au cours de l'exercice d'une nouvelle catégorie de fonds d'obligations vertes mondiales.

Titres à échéance déterminée

Les titres à échéance déterminée regroupent les obligations de sociétés, d'institutions financières et gouvernementales, les instruments financiers dérivés et titres reliés au marché monétaire. Ils s'élèvent à 256,1 M\$ au 31 mai 2018, comparativement à 286,1 M\$ au 31 mai 2017, en baisse de 30,0 M\$. Deux conseillers en valeurs externes se partagent la gestion du portefeuille obligataire.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS (INSTRUMENTS FINANCIERS) ET GESTION DES RISQUES

Fondation s'est doté d'une *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement*, de procédures et de ressources spécialisées afin d'établir la juste valeur des investissements à la date des états financiers. Cette politique qui est conforme aux principes d'évaluation reconnus est revue périodiquement et adoptée par le conseil d'administration du Fonds.

Le processus en vigueur est conforme à celui prescrit par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et est accompli par des personnes dont les compétences répondent aux normes prévues par ce même règlement. À cet effet, le président-directeur général et la direction des Finances signent semestriellement une attestation, laquelle est déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers comme le prévoit le règlement.

Fondation comptabilise ses autres investissements et ses investissements en capital de développement selon la méthode de la juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Cette méthodologie, conforme aux Normes internationales d'information financière, entraîne une certaine volatilité des résultats dans un contexte où le Fonds évalue les investissements en capital de développement deux fois par année, et ce, malgré une gestion axée sur le moyen et long terme.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas transigés sur des marchés actifs est établie selon des techniques d'évaluation appropriées. Le Fonds a classé ses instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées dans la détermination de la juste valeur. La hiérarchie se compose des trois niveaux suivants :

Niveau 1 : justes valeurs basées sur les cours d'un marché actif pour un instrument identique;

Niveau 2 : justes valeurs fondées sur les cours de marché pour un instrument semblable ou basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des informations de marché observables; et,

Niveau 3 : justes valeurs basées sur des techniques reconnues d'évaluation dont les données d'entrée importantes ne sont pas entièrement fondées sur des informations de marché observables.

Aux 31 mai 2018 et 2017, les instruments financiers étaient classés comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 mai 2018	31 mai 2017
Niveau 1	214 066	189 546
Niveau 2	899 595	743 846
Niveau 3	856 167	766 761
Total	1 969 828	1 700 153

Au 31 mai 2018, le pourcentage des instruments financiers qui se retrouve aux niveaux 1, 2 et 3 totalise respectivement 10,9 %, 45,7 % et 43,4 %. Au 31 mai 2017, ils représentaient respectivement 11,1 %, 43,8 % et 45,1 %. L'établissement de la juste valeur des actifs sous gestion au 31 mai 2018 repose de façon générale sur des données de marché observables dans les mêmes proportions qu'à pareille date en 2017.

SOUSCRIPTION ET CRÉDITS D'IMPÔT

Le gouvernement du Québec a confirmé le maintien, jusqu'au 31 mai 2021, du taux de crédit exclusif d'impôt de 20 % consenti aux actionnaires souscrivant à Fondation. En considérant le crédit de 15 % du gouvernement fédéral, l'achat d'actions de Fondation donne droit à deux crédits d'impôt totalisant 35 % du montant versé pour acquérir un maximum de 5 000 \$ de ces actions, tout comme c'était le cas au cours de la dernière année. Il s'agit du crédit d'impôt de 20 % (1 000 \$ maximum de crédit), applicable contre l'impôt du Québec à payer et d'un crédit d'impôt de 15 % (750 \$ maximum de crédit) applicable contre l'impôt fédéral à payer.

Fondation a atteint le nombre de 156 723 actionnaires au 31 mai 2018, soit une augmentation de 13,9 %, comparativement au 137 568 au 31 mai 2017.

Les émissions d'actions au cours de l'exercice totalisent 267,5 M\$, comparativement à 202,6 M\$ au cours de l'exercice précédent. Cette hausse a été possible, grâce entre autres, au dynamisme de centaines de militants, au déploiement d'une nouvelle plateforme en ligne facilitant les contributions forfaitaires et à la rareté de l'offre de fonds de travailleurs au Québec pour l'émission de nouvelles actions donnant droit à des crédits d'impôt.

Le montant recueilli par voie d'épargne systématique (majoritairement des retenues sur le salaire) représente toujours la plus grande part des souscriptions de l'exercice. Fondation encourage ce mode de souscription qui rend l'épargne accessible et permet l'acquisition régulière d'actions.

Il est conseillé aux personnes qui souhaitent souscrire au cours de l'exercice, de s'inscrire à l'une ou l'autre des modes de souscription périodique disponible ou d'effectuer leurs contributions par montant forfaitaire le plus tôt possible.

RACHATS ET ACHATS DE GRÉ À GRÉ

Les rachats et achats de gré à gré s'établissent à 105,0 M\$, comparativement à 101,8 M\$ l'an dernier, soit une augmentation de 3,1 %. L'augmentation du nombre d'actionnaires ayant atteint l'âge de 65 ans, la retraite ou la préretraite expliquent la croissance du volume de rachats et d'achats de gré à gré. Aux 31 mai 2018 et 2017, l'âge moyen des actionnaires de Fondaction est de 49 ans.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017	Variations
Flux liés aux activités opérationnelles	(165 036)	(97 770)	(67 266)
Flux liés aux activités d'investissement	(2 115)	(3 008)	893
Flux liés aux activités de financement	162 534	100 819	61 715
Flux nets générés (utilisés)	(4 617)	41	(4 658)

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles correspondent aux sorties de liquidités liées aux activités courantes, incluant les activités reliées à la gestion des portefeuilles d'actifs. La hausse des sorties de liquidités de 67,3 M\$ liées aux activités opérationnelles s'explique principalement par :

- des investissements nets dans le portefeuille des autres investissements plus élevés de 90,7 M\$; compensée en partie par :
- une baisse des investissements nets en capital de développement de 39,6 M\$.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent essentiellement aux fonds investis dans les immobilisations. Ceux-ci sont demeurés relativement stables au cours des deux derniers exercices.

Les flux liés aux activités de financement correspondent aux liquidités générées par l'émission d'actions, nettes des rachats effectués au cours de l'exercice. Ils ont été plus élevés de 61,7 M\$ au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018, comparativement à l'exercice terminé au 31 mai 2017.

NORME D'INVESTISSEMENT

La loi constituant Fondaction prévoit qu'à chaque exercice financier, les investissements admissibles doivent représenter un pourcentage de l'actif net moyen du Fonds pour l'année précédente. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2018, la Norme d'investissement est de 63 % (62 % au 31 mai 2017).

La politique fiscale annoncée le 26 mars 2015, par le ministre des Finances du Québec lors de son Discours sur le budget 2015-2016 a apporté les modifications suivantes à la Norme d'investissement : pour les exercices financiers suivants, la Norme d'investissement sera augmentée annuellement de 1 % jusqu'à 65 %, afin que la proportion des investissements admissibles représente, pour toute année financière commençant après le 31 mai 2019, au moins 65 % de l'actif net moyen du Fonds de l'année financière précédente.

La loi précise quels investissements sont admissibles ainsi que le mode de calcul devant être utilisé pour valider le respect de cette Norme. L'une des caractéristiques d'admissibilité est que les investissements n'aient pas de garantie; on peut donc qualifier l'ensemble des investissements admissibles comme étant plus risqué.

Les investissements admissibles sont présentés à l'intérieur du poste *Investissements en capital de développement* au bilan. Le nom de chacune des entreprises dans lesquelles Fondaction détenait un investissement au 31 mai 2018 ainsi que les détails relatifs aux coûts de ces investissements sont présentés dans le *Relevé du coût des investissements en capital de développement* qui est audité et disponible sur SEDAR ainsi que sur le site Internet de Fondaction. Des informations concernant des investissements réalisés par certains fonds partenaires ou spécialisés dans lesquels Fondaction a investi sont également présentées dans un document disponible sur SEDAR et sur le site Internet de Fondaction, soit le *Répertoire de la quote-part de Fondaction du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés (non audité)*.

Fondation considère le respect de la Norme d'investissement comme une priorité, non seulement parce que les investissements admissibles sont au cœur de la mission, mais également parce qu'en cas de non-respect de la Norme, Fondation serait dans l'obligation de limiter les nouvelles souscriptions recueillies dans le futur, ralentissant ainsi la croissance potentielle du Fonds.

Le respect de la Norme d'investissement est validé sur une base annuelle, au 31 mai de chaque année. Au 31 mai 2018, en tenant compte des investissements admissibles en date de fin d'exercice, Fondation dépasse la moyenne minimum requise qui était de 994 M\$. Au 31 mai 2019, la moyenne des investissements admissibles devra être supérieure à 1,16 G\$, seuil qui devrait être atteint lorsque l'on considère les sommes admissibles au 31 mai 2018.

RÉGIME DE RETRAITE

Le Fonds a annoncé son retrait du régime de retraite à entités multiples, dans lequel la juste valeur des actifs est répartie parmi les entités participantes au prorata de la valeur des obligations au titre des prestations constituées de chaque entité. Celui-ci est prévu être remplacé au cours du prochain exercice. Les salariés participants et les retraités de Fondation bénéficieront essentiellement des mêmes avantages. Les frais éventuels, reliés à cette décision, imputables directement à l'état du résultat global sont difficilement quantifiables en date des présentes.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

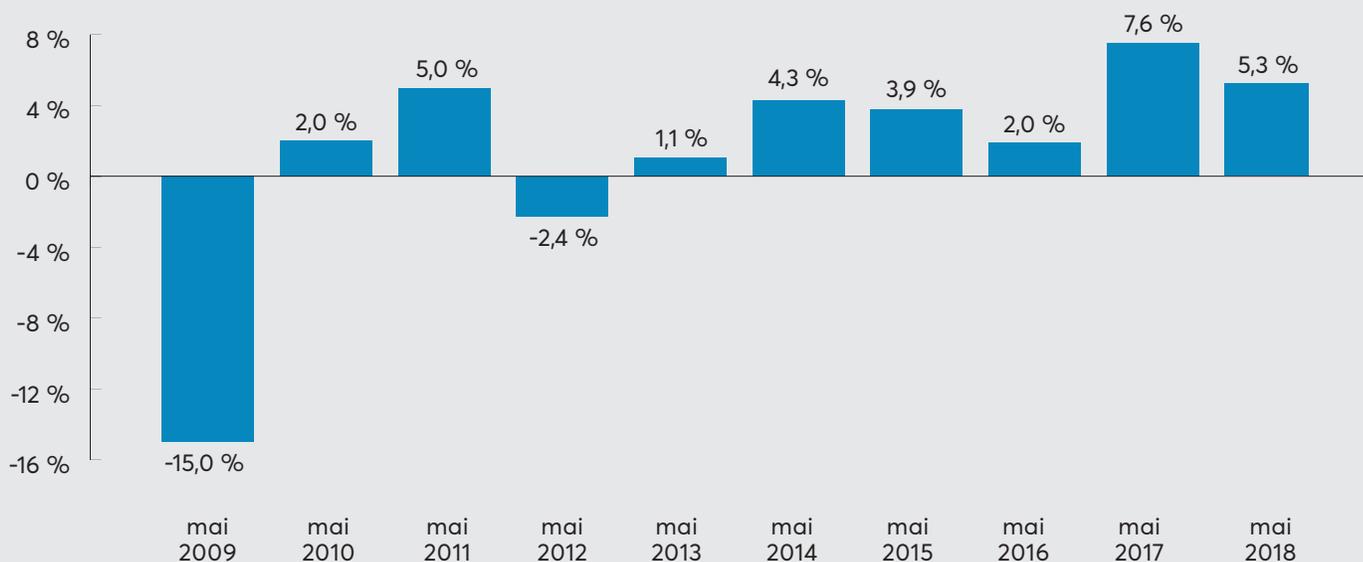
Depuis la publication du dernier rapport de gestion annuel en date du 31 mai 2017, aucun événement significatif n'a eu de répercussion sur le Fonds.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente des informations sur le rendement passé, calculé conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Les données calculées ne tiennent pas compte des frais d'adhésion de 25 \$ qui sont exigés une fois à vie. Le rendement passé n'est pas nécessairement indicatif du rendement futur.

RENDEMENTS ANNUELS À L'ACTIONNAIRE

Le graphique ci-dessous présente le rendement annuel à l'actionnaire pour chacun des dix derniers exercices terminés les 31 mai. Il fait ressortir la variation du rendement à l'actionnaire.



Le Fonds calcule le rendement annuel à l'actionnaire en composant les rendements semestriels. Le rendement semestriel est calculé en divisant l'écart du prix de l'action entre le début et la fin du semestre par le prix au début du semestre. Ces rendements ainsi calculés tiennent compte des émissions et des rachats d'actions qui ont eu lieu au cours de l'exercice et qui ont un effet dilutif ou relatif sur le résultat par action, selon le cas.

RENDEMENTS COMPOSÉS ANNUELS À L'ACTIONNAIRE

Le tableau suivant présente le rendement composé calculé sur la base de la variation de la valeur de l'action entre sa valeur au début et à la fin de chacune des périodes indiquées et la valeur de 11,82 \$ au 31 mai 2018. Ce calcul suppose que l'action a été acquise au début d'un exercice il y a un, trois, cinq ou dix ans et détenue ensuite durant toute cette période, sans autre achat.

10 ans	5 ans	3 ans	1 an
1,2 %	4,6 %	4,9 %	5,3 %

ÉQUIVALENT DE RENDEMENT COMPOSÉ ANNUEL, EN TENANT COMPTE DES CRÉDITS D'IMPÔT, POUR UN ACTIONNAIRE AYANT SOUSCRIT RÉGULIÈREMENT PAR RETENUE SUR LE SALAIRE (RSS).

Les rendements composés annuels à l'actionnaire soumis précédemment ne tiennent pas compte des crédits d'impôt consentis aux personnes qui souscrivent à Fondation ni de l'effet des réinvestissements réguliers.

En tenant compte des crédits d'impôt totalisant 30 %, 35 % ou 40 %, selon les périodes, et ce, sans considérer l'avantage que peut procurer la déduction pour REER, un actionnaire ayant souscrit régulièrement par RSS, déduit aux deux semaines et en début de période, aurait dégagé, selon la période durant laquelle il aurait souscrit, l'équivalent du rendement composé annuel suivant :

10 ans	5 ans
12,6 %	23,9 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

Au 31 mai 2018, les actifs sous gestion de Fondation étaient répartis dans les catégories suivantes des portefeuilles d'investissement en capital de développement et des autres investissements. Il est à noter que la composition des portefeuilles ainsi que les principaux investissements détenus, tels que présentés dans cette section, peuvent changer en tout temps en raison des opérations effectuées par Fondation.

COMPOSITION DES PORTEFEUILLES D'INVESTISSEMENT EN % DE L'ACTIF NET AU 31 MAI 2018

	%
Investissements en capital de développement	
Participations directes en entreprises	26,9
Fonds partenaires ou spécialisés	19,0
Portefeuille d'entreprises québécoises de petite capitalisation cotées en Bourse (EQPC)	8,2
Autres investissements	
Encaisse, marché monétaire et instruments financiers dérivés	0,5
Obligations et autres titres à revenu fixe	19,0
Fonds d'actions mondiales (tous pays) et d'immobilier mondial	18,5
Fonds de matières premières, à rendement absolu et stratégies alternatives	7,9

LISTE DES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS EN % DE L'ACTIF NET AU 31 MAI 2018

Émetteurs	%
Investissements en capital de développement (12 émetteurs)*	20,3
Fonds Triasima actions mondiales tous les pays sans énergie fossile	8,0
Fonds Hexavest mondial tous les pays sans énergie fossile	7,9
Schroders Diversified Growth Fund	3,5
Province de l'Ontario	3,2
Fonds institutionnel dette des pays émergents Franklin Templeton	2,4
Fonds Desjardins SociéTerre obligations environnementales (Mirova)	2,3
Formula Growth Alpha Fund	1,9
Fonds SSQ Matières premières CoreCommodity Management	1,8
Fonds AlphaFixe Obligations Vertes	1,8
Vanguard Global ex-U.S. Real Estate ETF	1,3
Vanguard REIT ETF	1,2
Canada Housing Trust	1,1
Gouvernement du Canada	1,1

* Les 12 émetteurs représentant collectivement 20,3 % de l'actif net au 31 mai 2018 sont les suivants (par ordre alphabétique) :

- | | |
|--|------------------------------------|
| → Agropur coopérative | → Fresche Solutions inc. |
| → Filaction, s.e.c. | → G.C.L. Équipements inc. |
| → Fonds immobilier Angus, s.e.c. | → La Coop fédérée |
| → Fonds immobilier Redbourne III, s.e.c. | → Les Emballages Knowlton inc. |
| → Fonds PGEQ, s.e.c. | → Société immobilière Solar s.e.c. |
| → Fonds PGEQ II, s.e.c. | → Technopôle Angus, s.e.c. |

ÉTATS FINANCIERS

31 mai 2018



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'intention des actionnaires de Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des Syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, qui comprennent les bilans au 31 mai 2018 et au 31 mai 2017, et les états du résultat global, les états des variations de l'actif net et les états des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Fondaction, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi au 31 mai 2018 et au 31 mai 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 11 juillet 2018

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121501

BILANS

Aux 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

	Notes	2018	2017
		\$	\$
Actif			
Encaisse et équivalents de trésorerie		1 781	6 398
Débiteurs et autres actifs	5	15 873	9 501
Autres investissements	6	903 977	729 722
Investissements en capital de développement	7	1 067 030	972 144
Immeuble de placement	11	—	9 783
Immobilisations corporelles et incorporelles	12	22 930	14 904
Impôts différés	21	6 943	7 419
		2 018 534	1 749 871
Passif			
Créditeurs et autres passifs	16	25 026	20 474
Passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs	22	22 443	18 501
		47 469	38 975
Actif net		1 971 065	1 710 896
Nombre d'actions de catégorie A, séries 1 et 2 en circulation (en milliers)	17	166 778	152 464
Actif net par action de catégorie A, séries 1 et 2 (en dollars)		11,82	11,22
Engagements et éventualités (notes 7, 13 et 14)			

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil d'administration



DIANE BEAUDRY
Administrateur



LÉOPOLD BEAULIEU
Administrateur

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices terminés les 31 mai
(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

	Notes	2018	2017
		\$	\$
Produits			
Intérêts		30 584	25 379
Dividendes et distributions		37 928	30 334
Honoraires et autres revenus		2 656	2 259
		71 168	57 972
Gains sur investissements en capital de développement et autres investissements			
Réalisés		47 220	13 604
Non réalisés		23 393	86 385
		70 613	99 989
		141 781	157 961
Charges opérationnelles	19		
Souscription, registrariat et services aux actionnaires		12 121	11 282
Gouvernance et administration		11 061	10 892
Investissements en capital de développement et autres investissements		14 648	14 210
Amortissements		3 799	1 328
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	12	73	—
		41 702	37 712
Provision liée aux éventualités	14	—	8 400
		41 702	46 112
Résultat avant impôts		100 079	111 849
Impôts sur le résultat	21	719	768
Résultat net		99 360	111 081
Autre élément du résultat global qui ne sera pas reclassé au résultat net			
Réévaluation des passifs nets liés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts	22	(1 725)	8 864
Résultat global		97 635	119 945
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A, séries 1 et 2 (en milliers)		158 499	147 313
Résultat net par action de catégorie A, séries 1 et 2 (en dollars)		0,63	0,75

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

Exercices terminés les 31 mai
(en milliers de dollars)

	Note	Capital-actions de catégorie A		Surplus d'apport	Résultats nets non distribués	Actif net
	17	Série 1	Série 2			
		\$	\$	\$	\$	\$
2018						
Solde au début		1 368 985	25 372	21 615	294 924	1 710 896
Résultat net		—	—	—	99 360	99 360
Autre élément du résultat global		—	—	—	(1 725)	(1 725)
Émissions d'actions		262 873	4 666	—	—	267 539
Rachats d'actions		(90 124)	(2 232)	(12 649)	—	(105 005)
		172 749	2 434	(12 649)	97 635	260 169
Solde à la fin		1 541 734	27 806	8 966	392 559	1 971 065
2017						
Solde au début		1 263 147	24 077	27 929	174 979	1 490 132
Résultat net		—	—	—	111 081	111 081
Autre élément du résultat global		—	—	—	8 864	8 864
Émissions d'actions		198 521	4 104	—	—	202 625
Rachats d'actions		(92 683)	(2 809)	(6 314)	—	(101 806)
		105 838	1 295	(6 314)	119 945	220 764
Solde à la fin		1 368 985	25 372	21 615	294 924	1 710 896

Les résultats nets non distribués comprennent un solde débiteur relié au cumul de l'autre élément du résultat global de 0,8 M\$ (solde créditeur de 0,9 M\$ au 31 mai 2017).

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 mai
(en milliers de dollars)

	Notes	2018	2017
		\$	\$
Activités opérationnelles			
Résultat net		99 360	111 081
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Gains sur investissements en capital de développement et autres investissements			
Réalisés		(47 220)	(13 604)
Non réalisés		(23 393)	(86 385)
Intérêts et distributions capitalisés		(28 730)	(15 352)
Variation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs		2 217	3 173
Amortissements	12	3 799	1 328
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	12	73	—
Impôts différés	21	476	550
		6 582	791
Variation des éléments hors caisse	23	(1 286)	21 392
		5 296	22 183
Investissements en capital de développement			
Acquisitions			
		(192 159)	(177 022)
Produits de cessions			
		171 276	116 534
Autres investissements			
Acquisitions			
		(1 048 216)	(1 141 984)
Produits de cessions			
		898 767	1 083 247
Améliorations en lien avec l'immeuble de placement			
		—	(728)
		(170 332)	(119 953)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(165 036)	(97 770)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles			
	12	(2 415)	(3 008)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles			
	12	300	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(2 115)	(3 008)
Activités de financement			
Émissions d'actions			
		267 539	202 625
Rachats d'actions			
		(105 005)	(101 806)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		162 534	100 819
Augmentation (diminution) de l'encaisse et équivalents de trésorerie		(4 617)	41
Encaisse et équivalents de trésorerie au début		6 398	6 357
Encaisse et équivalents de trésorerie à la fin		1 781	6 398

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 LOI CONSTITUTIVE

STATUT ET FONCTIONS DU FONDS

Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (le « Fonds » ou « Fondation »), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (*L.R.Q., chapitre F-3.1.2*) (la « Loi »), est une société de placement à fonds social ayant principalement pour fonctions :

- a) de favoriser l'investissement dans des entreprises en garantissant ou en se portant caution de toute obligation contractée par cette dernière ou en investissant directement dans le but de promouvoir la création, le maintien ou la sauvegarde d'emplois;
- b) de favoriser le développement des entreprises admissibles en invitant les travailleuses et les travailleurs et les autres ressources du milieu à participer à ce développement par la souscription d'actions du Fonds;
- c) de développer des aptitudes à la gestion des travailleuses et travailleurs d'entreprises autocontrôlées et de favoriser leur implication active dans le développement économique du Québec;
- d) d'aider les entreprises à se conformer aux lois et règlements en matière d'environnement;
- e) de favoriser le développement auprès des entreprises de politiques environnementales.

Fondation a pour objectif principal d'effectuer des investissements en capital de développement dans des entreprises admissibles dans le but d'obtenir une appréciation à long terme du capital.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

2.2 BASE D'ÉVALUATION

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur sauf en ce qui concerne les immobilisations corporelles et incorporelles qui sont évaluées selon la base du coût historique. Les présents états financiers sont les seuls états financiers présentés par le Fonds. Ils ont été approuvés pour publication le 11 juillet 2018 par le conseil d'administration.

2.3 ENTITÉ D'INVESTISSEMENT

Le Fonds répond à la définition d'entité d'investissement aux termes de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), car les conditions suivantes sont rencontrées :

- a) le Fonds obtient des capitaux de plusieurs investisseurs dans le but de gérer leur épargne;
- b) le Fonds déclare à ses investisseurs que ses investissements en capital de développement et ses autres investissements (« investissements ») ont pour objectif de générer du rendement sur le capital et de procurer des revenus d'investissement, conformément à sa mission;
- c) le Fonds mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur.

Le Fonds ne prépare pas d'états financiers consolidés.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

2.4 PRÉSENTATION DU BILAN

Le Fonds présente son bilan par ordre de liquidité décroissant. Tous les actifs et passifs du Fonds sont des actifs et passifs non courants, compte tenu qu'ils ne sont pas principalement détenus à des fins de transaction, à l'exception des éléments courants suivants : encaisse et équivalents de trésorerie, débiteurs et autres actifs, créditeurs et autres passifs à l'exception de la provision pour éventualités. Les notes 6 et 7 présentent les montants que le Fonds s'attend à recouvrer dans les douze prochains mois relativement à ses investissements.

2.5 FILIALES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les filiales et les entreprises associées sont comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net.

2.6 INSTRUMENTS FINANCIERS – COMPTABILISATION ET CLASSEMENT

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de la transaction lorsque le Fonds devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Le coût présenté pour les investissements en capital de développement et les autres investissements correspond au montant payé et est établi en fonction du coût moyen, compte non tenu des frais de transactions. Les frais de transactions sont constatés au résultat net, lorsqu'ils sont engagés. Un actif financier est décomptabilisé lorsque le Fonds n'a plus les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie sur cet actif.

Les engagements non provisionnés visant l'acquisition de titres supplémentaires pour le portefeuille d'investissement en capital de développement sont classés en tant que fonds engagés, mais non déboursés, et sont présentés à la note 7.

Les investissements en capital de développement, les autres investissements, les sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements, les sommes à payer sur acquisition d'autres investissements, ainsi que les instruments financiers dérivés sont tous des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie de gestion intégrée des actifs financiers documentée et les informations sont fournies en interne sur cette base aux principaux dirigeants du Fonds.

Les achats et les ventes d'investissements en capital de développement et d'autres investissements sont constatés à la date de transaction, qui est la date à laquelle le Fonds s'engage à acheter ou à vendre ceux-ci. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Les actifs et les passifs sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention du Fonds au moment de leur acquisition et de leur émission. L'encaisse, les équivalents de trésorerie et les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs sont classés comme autres passifs. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur étant donné leur nature et leur courte échéance.

2.7 INSTRUMENTS FINANCIERS – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les investissements en capital de développement et les autres investissements ont été établis à la juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Titres cotés ou transigés sur des marchés actifs

La juste valeur des participations en actions, des placements en obligations, des parts de sociétés et autres titres de participation ainsi que des titres de marché monétaire est établie en fonction du cours de clôture des principales Bourses ou des principaux marchés à la date des bilans, incluant les intérêts courus. Le Fonds utilise le dernier cours pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le Fonds détermine le point de l'écart acheteur-vendeur le plus représentatif de la juste valeur compte tenu des faits et circonstances en cause.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.7 INSTRUMENTS FINANCIERS – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Titres non cotés

La juste valeur des participations en actions des parts de sociétés et autres titres de participation est établie selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou des transactions sans lien de dépendance, ou à des offres d'achat, la valeur nette de réalisation, la capitalisation des flux monétaires ou des bénéfices ou l'actualisation des flux monétaires. La juste valeur ainsi déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables incluant celles retenues pour déterminer les flux monétaires ou les taux de capitalisation et le niveau de risque associé à ces éléments. Ces hypothèses sont également influencées par les conditions de marché en vigueur à la date des bilans, dont les taux d'intérêt des obligations du Canada, les écarts de crédit et l'évolution de sociétés comparables cotées en Bourse. Les parts de fonds sont principalement évaluées à la valeur établie par leur gestionnaire respectif selon des méthodes d'évaluation appropriées au type d'investissements. La juste valeur des actifs et des passifs tient compte des nouvelles informations disponibles et des événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité (ou du fonds) émettrice et la date d'évaluation.

Prêts, avances, garanties et cautionnements

La juste valeur des prêts et avances est principalement déterminée par l'actualisation des flux monétaires futurs au taux d'intérêt du marché à la date des bilans pour des titres similaires. S'il y a lieu, une provision pour pertes relatives aux garanties et aux cautionnements consentis par le Fonds est inscrite aux états financiers dans les créateurs pour tenir compte de la probabilité de subir une perte.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de ses activités, le Fonds peut utiliser des contrats à terme afin de se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises et des taux d'intérêt ou pour tirer avantage de ces fluctuations.

2.8 IMMEUBLE DE PLACEMENT

L'immeuble de placement du Fonds était un bien immobilier détenu à des fins locatives. Le Fonds présentait et évaluait son immeuble de placement selon le modèle de la juste valeur. Une évaluation de la juste valeur était effectuée tous les trois ans et validée au 31 mai de chaque année. Le Fonds révisait les hypothèses importantes au 30 novembre de chaque année. Toute variation de la juste valeur était comptabilisée au résultat net. Au 31 mai 2016, une évaluation de la juste valeur avait été effectuée.

La juste valeur retenue correspondait à la moyenne de trois techniques d'évaluation reconnues qui étaient appliquées. La technique d'actualisation simple qui consiste à actualiser le revenu net annuel normalisé de l'immeuble en appliquant un taux global d'actualisation découlant du marché. La technique d'actualisation des flux d'encaisse qui consiste à actualiser les entrées de fonds anticipées au cours de la période d'analyse. La technique de la méthode de comparaison directe qui consiste à estimer le prix de vente le plus probable par la comparaison et l'analyse de transactions immobilières impliquant des propriétés semblables.

Au début de l'exercice en cours, l'immeuble ne rencontrait plus les critères pour être considéré comme un immeuble de placement. Celui-ci a donc été reclassé dans les immobilisations corporelles sous les postes terrains et bâtiments à sa juste valeur à la date du changement.

2.9 ENCAISSE ET ÉQUIVALENTS TRÉSORERIE

L'encaisse et les équivalents de trésorerie sont constitués des comptes de caisse et bancaires, des montants déposés auprès d'une institution financière et d'autres placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, s'il y a lieu. Le coût comprend les charges qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront au Fonds et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges par le biais du résultat net lorsqu'ils sont engagés.

PRINCIPALES CATÉGORIES D'IMMOBILISATIONS

	MÉTHODE	DURÉE
Corporelles		
Bâtiments ¹	Linéaire	de 20 à 60 ans
Mobilier et équipement de bureau	Linéaire	de 7 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	de 4 à 6 ans
Incorporelles		
Logiciels	Linéaire	3 et 5 ans
Développement informatique	Linéaire	10 ans

1. Le Fonds détient deux bâtiments. Au 31 mai 2018, la durée d'utilité restante de l'un de ceux-ci est d'un an (voir note 12).

Le Fonds ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation entre ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. La valeur comptable d'une partie remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus à chaque date de présentation de l'information financière et ajustés au besoin.

Dépréciation des actifs non financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Fonds revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. De plus, le Fonds comptabilise les reprises de valeur, s'il y a lieu.

2.11 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Les coûts des prestations de retraite gagnées et des charges reliées au régime d'assurances collectives du personnel sont comptabilisés par le biais du résultat net et se composent du coût des services courants, du coût des services passés et des intérêts nets sur les passifs nets reliés aux régimes.

Les réévaluations des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs comprennent les gains et pertes actuariels des régimes ainsi que l'écart entre le rendement réel des actifs des régimes de retraite et le rendement prévu à l'exclusion des revenus d'intérêts. Les gains et pertes actuariels résultent des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations reliées aux régimes et des gains ou des pertes d'expérience sur ces mêmes obligations. Les réévaluations des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs sont comptabilisées à l'autre élément du résultat global et sont présentées distinctement dans l'état des variations de l'actif net.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.12 CAPITAL-ACTIONS

Les actions de catégorie A du Fonds sont rachetables au gré du détenteur, sujet à certaines conditions, et elles sont classées à l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- elles accordent au porteur le droit à une quote-part de l'actif net du Fonds en cas de liquidation de celui-ci;
- elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments du Fonds;
- elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- à l'exception de l'obligation contractuelle pour le Fonds de racheter ou de rembourser l'instrument contre de la trésorerie ou un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à l'entité; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en instruments de capitaux propres du Fonds;
- le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions sur leur durée de vie est basé essentiellement sur la variation de l'actif net.

Les émissions et les rachats d'actions sont comptabilisés comme des transactions portant sur l'actif net. Le montant reçu en contrepartie de l'émission d'actions est inclus au capital-actions. Les rachats d'actions sont comptabilisés lorsque les demandes sont approuvées en vertu des critères de rachat à la valeur de rachat en cours, et les actions sont décomptabilisées sur la base du coût moyen.

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation au cours de l'exercice.

2.13 DEVISE FONCTIONNELLE ET CONVERSION DE DEVICES

Le dollar canadien constitue la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds. Les transactions en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur aux dates des transactions. Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les écarts de conversion sont présentés sous les postes « Gains réalisés et non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements » à l'état du résultat global.

2.14 CONSTATATION DES PRODUITS

Dividendes et distributions

Les dividendes non cumulatifs et les distributions sont comptabilisés à la date de leur déclaration et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement.

Intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes ou escomptes selon cette méthode est comptabilisé sous intérêts.

Gains et pertes réalisés et non réalisés

Les gains et les pertes réalisés résultant de la cession d'investissements en capital de développement et autres investissements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous le poste « Gains réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements » à l'état du résultat global et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût, déterminé selon la méthode du coût moyen. Tous les gains et les pertes non réalisés résultant des évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur et présentés sous le poste « Gains non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements ».

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.15 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le Fonds est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son résultat. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable.

La charge d'impôts sur le résultat comprend la charge d'impôts exigible et la charge d'impôts différée. Les impôts sur le résultat sont comptabilisés au résultat net, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement sous l'autre élément du résultat global; en pareils cas, les impôts sont comptabilisés directement au net de l'autre élément du résultat global.

Les impôts exigibles correspondent au montant des impôts payables sur le résultat imposable de l'exercice, calculé selon les taux d'impôts adoptés ou quasi adoptés à la clôture de l'exercice de présentation de l'information financière et tout ajustement des impôts à payer à l'égard des exercices antérieurs.

Les impôts différés sont reliés aux différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers. Les impôts différés sont calculés sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de la présentation de l'information financière et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif relié aux impôts différés sera réalisé ou le passif relié aux impôts différés sera réglé. Un actif relié aux impôts différés est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Pour l'impôt fédéral, le Fonds peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions ou à des virements des résultats nets non distribués au capital-actions. Aux fins de l'impôt provincial, les gains en capital ne sont pas imposables.

Le Fonds se considère en substance exempté de l'impôt fédéral et provincial sur les résultats reliés aux gains en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun passif relié aux impôts différés relativement aux gains ou pertes non réalisés sur les investissements, ni d'actif relié aux impôts différés équivalents relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux reliés aux impôts en main remboursables au titre des gains en capital.

2.16 NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), mais ne sont pas encore en vigueur. L'information sur celles qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers du Fonds est fournie ci-après.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9 remplace les directives de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. Le classement devra être en fonction du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. L'IFRS 9 comprend également des directives s'appliquant au classement et à l'évaluation des passifs financiers ainsi qu'un nouveau modèle de pertes attendues pour déterminer quand il faut comptabiliser une dépréciation à l'égard des instruments financiers. Il introduit également de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture qui auront pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques.

La direction du Fonds a complété son évaluation de l'impact de cette norme sur ses états financiers et a conclu que l'adoption de celle-ci n'aura pas d'incidence matérielle sur ses états financiers. Cette norme entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2018.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.16 NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ADOPTÉES (suite)

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

L'IASB a publié la norme IFRS 15 qui remplace les normes IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et IAS 11, *Contrats de construction*. La nouvelle norme établit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats avec des clients à l'exception de ceux qui sont compris dans le champ d'application d'autres normes telles que les instruments financiers. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits. La direction du Fonds a complété son évaluation de l'impact de cette norme sur ses états financiers et a conclu que l'adoption de celle-ci n'aura pas d'incidence matérielle sur ses états financiers. Cette norme entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2018.

IFRS 16, Contrats de location

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location*, et la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement reste la même. Le Fonds a débuté son analyse de la norme et jusqu'à ce que tous les choix et analyses soient complétés, le Fonds n'est pas en mesure de conclure sur les incidences de l'application cette norme. La norme sera en vigueur pour les exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Pour le Fonds, cette norme entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2019.

3 HYPOTHÈSES, ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige l'utilisation d'estimations comptables et le recours au jugement lors de l'application des méthodes comptables. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. La direction estime que les hypothèses sous-jacentes sont appropriées et que les états financiers du Fonds présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis par le Fonds aux fins de la préparation des états financiers.

3.1 ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DES TITRES NON COTÉS SUR UN MARCHÉ ACTIF ET DES DÉRIVÉS

La *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement* (la « Politique ») énonce les principes appliqués par le Fonds pour établir la juste valeur de ses investissements sur une base continue. La direction des Finances voit au respect de la Politique, à son application et propose les modifications pouvant être requises.

Le Fonds doit émettre des hypothèses et utiliser des estimations lorsqu'il évalue la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif. Des jugements importants sont posés dans les choix de techniques d'évaluation et dans les hypothèses retenues à l'intérieur de ces techniques d'évaluation. Conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, le Fonds a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable.

Afin d'évaluer la juste valeur des instruments financiers conformément aux principes d'évaluation adoptés par le Fonds, l'équipe d'évaluateurs du Fonds, laquelle est composée d'employés du Module des finances ainsi que du Module analyse financière, redressement, registrariat, conseils juridiques et immeubles, effectue semestriellement le suivi de la performance des sociétés composant son portefeuille et est constamment à la recherche d'informations relatives aux affaires et aux activités des sociétés prises en considération dans le processus d'évaluation. Les évaluateurs effectuent, le cas échéant, le suivi des données sur les sociétés comparables, des résultats de transactions récentes et des notations d'instruments et de société similaires.

Dans la mesure du possible, les modèles font appel à des données observables. La juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation.

L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part des évaluateurs du Fonds afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information possible dans les circonstances. Le Fonds considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché visé. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément à la Politique, toute information pertinente concernant les évaluations à la juste valeur est soumise à un comité d'évaluation indépendant dont la majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants du Fonds. Ce comité passe en revue les informations et fait rapport au comité d'audit avant la publication des états financiers annuels ou intermédiaires. Le président-directeur général ainsi que la direction des Finances signent une attestation concernant l'évaluation des investissements en capital de développement qui est déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers. Cette attestation confirme notamment le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements en capital de développement.

3 HYPOTHÈSES, ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (suite)

3.2 ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DE L'IMMEUBLE DE PLACEMENT

Le Fonds devait émettre des hypothèses et utiliser des estimations lorsqu'il évaluait la juste valeur de son immeuble de placement. Ces hypothèses incluaient, entre autres, le taux global d'actualisation, le taux de rendement interne, le taux global d'actualisation à la réversion et le revenu net annuel normalisé. L'immeuble de placement était évalué en fonction de son utilisation optimale.

3.3 ÉVALUATION DES PASSIFS NETS RELIÉS AUX AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le Fonds doit émettre des hypothèses pour l'utilisation de données statistiques et d'autres paramètres visant à évaluer les passifs nets reliés aux régimes de retraite et d'assurances collectives. Ces hypothèses incluent, entre autres, le taux d'actualisation des obligations de retraite et assurances collectives et du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, le taux de croissance attendu des salaires ainsi que la table de mortalité utilisée.

Dans des circonstances où les hypothèses actuarielles s'avéraient significativement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter une modification substantielle du montant du coût des régimes porté au résultat net et à l'autre élément du résultat global ainsi que des passifs nets au titre des avantages sociaux futurs présentés aux bilans. Une firme d'experts indépendants procède à l'établissement de la juste valeur de ce passif net.

4 RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Les informations sur la gestion des risques financiers font partie intégrante de ces états financiers. Elles sont présentées en détail dans la section intitulée « Gestion des risques » du rapport de gestion qui est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondation.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

5 DÉBITEURS ET AUTRES ACTIFS

(en milliers de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Sommes à recevoir sur cession d'investissement en capital de développement et autres investissements	3 673	1 241
Dividendes et intérêts courus d'investissement en capital de développement et autres investissements	8 061	7 258
Impôt en main remboursable	2 474	—
Autres	1 665	1 002
Total	15 873	9 501

6 AUTRES INVESTISSEMENTS

Le *Relevé des autres investissements* (non audité), qui énumère le détail des titres détenus, est présenté distinctement de ces états financiers et est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondaction.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

(en milliers de dollars)	31 mai 2018		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$
Titres à échéance non déterminée			
Actions, parts et autres titres de participations	612 933	34 945	647 878
Titres à échéance déterminée			
Obligations			
Gouvernements	200 511	(1 375)	199 136
Institutions financières	17 529	(107)	17 422
Sociétés	29 779	230	30 009
	247 819	(1 252)	246 567
Instruments financiers dérivés ¹	—	2 765	2 765
Marché monétaire			
Gouvernements	2 410	—	2 410
Institutions financières	4 357	—	4 357
	6 767	—	6 767
Total des autres investissements²	867 519	36 458	903 977

1. Au 31 mai 2018, les actifs reliés aux instruments financiers dérivés s'élevaient à 2,8 M\$ et sont présentés avec les autres investissements. Les passifs reliés aux instruments financiers dérivés s'élevaient à 4,8 M\$ et sont présentés sous le poste « Crédeurs et autres passifs » (note 16).

2. Au 31 mai 2018, les autres investissements incluent des titres libellés en dollars américains, d'une juste valeur de 50,2 M\$.

6 AUTRES INVESTISSEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)	31 mai 2017		
	Coût	Plus-value non réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$
Titres à échéance non déterminée			
Actions, parts et autres titres de participations	404 424	39 190	443 614
Titres à échéance déterminée			
Obligations			
Gouvernements	218 362	3 706	222 068
Institutions financières	21 541	356	21 897
Sociétés	32 669	1 794	34 463
	272 572	5 856	278 428
Instruments financiers dérivés ¹	—	1 845	1 845
Marché monétaire			
Gouvernements	1 535	—	1 535
Institutions financières	4 300	—	4 300
	5 835	—	5 835
Total des autres investissements²	682 831	46 891	729 722

1. Au 31 mai 2017, les actifs reliés aux instruments financiers dérivés s'élevaient à 1,8 M\$ et sont présentés avec les autres investissements. Les passifs reliés aux instruments financiers dérivés s'élevaient à 1,1 M\$ et sont présentés sous le poste « Crédeurs et autres passifs » (note 16).

2. Au 31 mai 2017, les autres investissements incluent des titres libellés en dollars américains, d'une juste valeur de 34,2 M\$.

6 AUTRES INVESTISSEMENTS (suite)

RÉPARTITION DES AUTRES INVESTISSEMENTS PAR ÉCHÉANCE

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

OBLIGATIONS	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2018					
Valeur nominale	955	88 120	79 024	72 448	240 547
Juste valeur	955	87 045	78 633	79 934	246 567
Taux moyen effectif (%)	1,57 %	2,51 %	2,87 %	3,04 %	2,78 %
Taux moyen nominal (%)	1,71 %	2,12 %	3,15 %	4,04 %	3,04 %

31 mai 2017					
Valeur nominale	5 293	93 282	81 292	79 145	259 012
Juste valeur	5 325	94 705	87 294	91 104	278 428
Taux moyen effectif (%)	1,14 %	1,43 %	1,90 %	2,66 %	1,95 %
Taux moyen nominal (%)	2,19 %	2,00 %	3,38 %	3,97 %	3,04 %

MARCHÉ MONÉTAIRE	Moins de 1 an	1 an et plus	Total
	\$	\$	\$
31 mai 2018			
Juste valeur	5 605	1 162	6 767
Taux moyen effectif (%)	1,29 %	1,35 %	1,30 %

31 mai 2017			
Juste valeur	4 689	1 146	5 835
Taux moyen effectif (%)	1,06 %	1,35 %	1,12 %

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	Moins de 1 an	1 an et plus	Total
	\$	\$	\$
31 mai 2018			
Juste valeur			
Contrats à terme sur taux d'intérêt se référant à un montant nominal total de 356,7 M\$	(322)	—	(322)
Contrat de change en devise américaine se référant à un montant nominal de 192,6 M\$	(1 712)	—	(1 712)

31 mai 2017			
Juste valeur			
Contrats à terme sur taux d'intérêt se référant à un montant nominal total de 106,7 M\$	(290)	—	(209)
Contrat de change en devise américaine se référant à un montant nominal de 150,3 M\$	1 073	—	1 073

7 INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Le *Relevé du coût des investissements en capital de développement*, accompagné d'un rapport de l'auditeur indépendant, fournit le détail des investissements réalisés. Il est présenté distinctement des états financiers audités et est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondaction.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$
31 mai 2018			
Non garantis			
Actions participantes	581 123	135 753	716 876
Actions non participantes	152 318	(9 764)	142 554
Prêts et avances	205 625	(3 207)	202 418
	939 066	122 782	1 061 848
Garantis			
Prêts et avances	8 518	(3 336)	5 182
	947 584	119 446	1 067 030

31 mai 2017			
Non garantis			
Actions participantes	559 647	96 543	656 190
Actions non participantes	134 003	(9 543)	124 460
Prêts et avances	186 086	(150)	185 936
	879 736	86 850	966 586
Garantis			
Prêts et avances	10 525	(4 967)	5 558
	890 261	81 883	972 144

Au 31 mai 2018, les investissements en capital de développement incluent des titres libellés en dollars américains, d'une juste valeur de 109,6 M\$ (71,9 M\$ en mai 2017).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat. Le Fonds peut exercer ces options et procéder à des échanges non monétaires d'instruments financiers dans le cours normal de ses activités.

7 INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE ET TAUX MOYENS EFFECTIFS DES PRÊTS ET AVANCES

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Durée résiduelle jusqu'à l'échéance	Taux variables	Taux fixes			Total
	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2018					
Non garantis	15 494	28 750	118 502	39 672	202 418
Taux moyen effectif (%)	8,63 %	7,46 %	9,36 %	8,46 %	
Garantis	174	721	3 295	992	5 182
Taux moyen effectif (%)	3,85 %	3,26 %	7,25 %	7,50 %	
31 mai 2017					
Non garantis	22 088	10 984	110 069	42 795	185 936
Taux moyen effectif (%)	8,08 %	5,38 %	9,23 %	8,77 %	
Garantis	725	932	3 901	—	5 558
Taux moyen effectif (%)	16,00 %	5,02 %	6,21 %	—%	

Certains prêts et avances portent, en plus du rendement à taux fixe, un rendement à taux variable selon des indicateurs de rendement.

Les encaissements en capital prévus au cours des douze prochains mois sont de 34,0 M\$ (18,5 M\$ au 31 mai 2017).

7 INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET DES ENGAGEMENTS FINANCIERS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
(en milliers de dollars)

	Manufacturier et primaire	Services et commerces	Technologies avancées	Fonds diversifiés/ EQPC ¹	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2018					
Investissements, au coût	224 138	374 913	142 896	205 637	947 584
Plus-value (moins-value) non réalisée	(5 487)	13 764	30 786	80 383	119 446
	218 651	388 677	173 682	286 020	1 067 030
Garanties et cautionnement	—	4 800	—	—	4 800
Fonds engagés, mais non déboursés ²	3 300	35 436	55 798	98 772	193 306
Risque maximal	221 951	428 913	229 480	384 792	1 265 136

31 mai 2017					
Investissements, au coût	194 280	357 744	141 378	196 859	890 261
Plus-value (moins-value) non réalisée	7 632	16 116	(10 021)	68 156	81 883
	201 912	373 860	131 357	265 015	972 144
Garanties et cautionnement	—	1 200	—	—	1 200
Fonds engagés, mais non déboursés ²	4 529	47 202	49 950	104 215	205 896
Risque maximal	206 441	422 262	181 307	369 230	1 179 240

1. Entreprises publiques québécoises à petite capitalisation.

2. Les fonds engagés, mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes sont réservées à même les autres investissements. En fonction des engagements pris par le Fonds, ces sommes peuvent généralement être exigées à quelques jours d'avis, dans la mesure où les conditions prévues aux ententes sont respectées. Dans les faits, les fonds engagés sont déboursés par tranche sur une durée pouvant aller jusqu'à dix ans dans le cas des fonds d'investissements qui constituent la majorité des fonds engagés aux 31 mai 2018 et 2017.

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers du Fonds sont comptabilisés à leur juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas transigés sur des marchés actifs est établie selon des techniques d'évaluation appropriées. Le Fonds a classé ses instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées dans la détermination de la juste valeur. La hiérarchie se compose des trois niveaux suivants :

Niveau 1 : justes valeurs basées sur les cours d'un marché actif pour un instrument identique;

Niveau 2 : justes valeurs fondées sur les cours de marché pour un instrument semblable ou basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des informations de marché observables; et,

Niveau 3 : justes valeurs basées sur des techniques reconnues d'évaluation dont les données d'entrée importantes ne sont pas entièrement fondées sur des informations de marché observables.

Le classement de l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité dans un des niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur doit être déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité.

EXPLICATIONS SUR LES TRANSFERTS

Les transferts entre niveaux sont réputés s'être produits lorsque l'information sous-jacente ou les cours utilisés pour l'évaluation des actifs ou des passifs deviennent plus ou moins dépendants de données de marché observables, tel qu'il est précédemment indiqué dans la détermination des niveaux 1, 2 et 3 de la hiérarchie des justes valeurs du Fonds.

Les transferts entre niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, aux fins de préparation des tableaux présentés ci-dessous, sont réputés s'être produits à l'ouverture de l'exercice visé.

Les tableaux suivants présentent les actifs et passifs financiers du Fonds qui sont mesurés à la juste valeur, à l'aide de techniques d'évaluation.

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

(en milliers de dollars)	31 mai 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements en capital de développement (note 7)				
Actions participantes	164 036	46 827	506 013	716 876
Actions non participantes	—	—	142 554	142 554
Prêts et avances non garantis	—	—	202 418	202 418
Prêts et avances garantis	—	—	5 182	5 182
Autres investissements (note 6)				
Actions, parts et autres titres de participations	50 030	597 848	—	647 878
Obligations	—	246 567	—	246 567
Instruments financiers dérivés	—	2 765	—	2 765
Marché monétaire	—	6 767	—	6 767
Sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements (note 5)	—	3 673	—	3 673
Sommes à payer sur acquisitions d'autres investissements (note 16)	—	(53)	—	(53)
Instruments financiers dérivés (note 16)	—	(4 799)	—	(4 799)
	214 066	899 595	856 167	1 969 828

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018, il n'y a eu aucun instrument financier transféré entre les niveaux 1 et 2.

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

(en milliers de dollars)	31 mai 2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements en capital de développement (note 7)				
Actions participantes	155 360	50 023	450 807	656 190
Actions non participantes	—	—	124 460	124 460
Prêts et avances non garantis	—	—	185 936	185 936
Prêts et avances garantis	—	—	5 558	5 558
Autres investissements (note 6)				
Actions, parts et autres titres de participations	34 186	409 428	—	443 614
Obligations	—	278 428	—	278 428
Instruments financiers dérivés	—	1 845	—	1 845
Marché monétaire	—	5 835	—	5 835
Sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements (note 5)	—	1 241	—	1 241
Sommes à payer sur acquisitions d'autres investissements (note 16)	—	(1 891)	—	(1 891)
Instruments financiers dérivés (note 16)	—	(1 063)	—	(1 063)
	189 546	743 846	766 761	1 700 153

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2017, il n'y a eu aucun instrument financier transféré entre les niveaux 1 et 2.

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert affectant le niveau 3. Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre le solde au début et à la fin de l'exercice du niveau 3 :

Exercice terminé le (en milliers de dollars)	31 mai 2018				
	Actions participantes	Actions non participantes	Prêts et avances non garantis	Prêts et avances garantis	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Juste valeur au début	450 807	124 460	185 936	5 558	766 761
Acquisitions	93 429	21 315	71 703	2 377	188 824
Dispositions	(105 266)	(1 000)	(51 037)	(5 117)	(162 420)
Capitalisation des revenus	—	—	1 210	1 491	2 701
Gains (pertes)					
Réalisés	44 033	(2 000)	(2 336)	(758)	38 939
Non réalisés	23 010	(221)	(3 058)	1 631	21 362
Juste valeur à la fin	506 013	142 554	202 418	5 182	856 167

Exercice terminé le (en milliers de dollars)	31 mai 2017				
	Actions participantes	Actions non participantes	Prêts et avances non garantis	Prêts et avances garantis	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Juste valeur au début	372 282	102 813	161 510	10 278	646 883
Acquisitions	94 048	24 630	37 417	2 127	158 222
Dispositions	(55 745)	(1 161)	(17 866)	(9 094)	(83 866)
Capitalisation des revenus	—	—	1 828	700	2 528
Gains (pertes)					
Réalisés	15 944	(713)	(267)	(1 209)	13 755
Non réalisés	24 278	(1 109)	3 314	2 756	29 239
Juste valeur à la fin	450 807	124 460	185 936	5 558	766 761

La plus-value non réalisée liée aux investissements en capital de développement détenus au 31 mai 2018, pour lesquels il y a des données d'entrée importantes qui ne sont pas toutes fondées sur des informations de marchés observables (niveau 3), a augmenté de 29,1 M\$ (23,5 M\$ au 31 mai 2017).

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

UTILISATION DES DONNÉES NON OBSERVABLES POUR ÉVALUER LES INSTRUMENTS FINANCIERS DE NIVEAU 3

Les instruments financiers de niveau 3 sont évalués à la juste valeur selon des techniques et modèles d'évaluation qui incorporent des hypothèses importantes provenant de données non observables sur le marché. Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3.

LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (NIVEAU 3) :

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

31 mai 2018				
Description	Juste valeur (\$)	Technique(s) d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT				
Actions participantes et parts non cotées	87 762	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation % de BAIIA ¹	6,8 %-12,2 % (9,5 %)
	311 536	Actif net redressé	Actif net redressé	s. o. ²
	42 807	Transactions récentes	—	—
	63 908	Autres ³	—	—
Actions non participantes, prêts et avances	295 045	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,0 %-20,0 % (7,1 %)
	6 467	Actif net redressé	Actif net redressé	s. o. ²
	24 243	Transactions récentes	—	—
	24 399	Autres ³	—	—
	856 167			

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (NIVEAU 3) (suite) :
(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

31 mai 2017				
Description	Juste valeur (\$)	Technique(s) d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT				
Actions participantes et parts non cotées	116 563	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation % de BAIIA ¹	6,7 %-14,3 % (10,0 %) 2,3 %-36,2 % (17,9 %)
	263 514	Actif net redressé	Actif net redressé	s. o. ²
	34 068	Transactions récentes	—	—
	36 662	Autres ³	—	—
Actions non participantes, prêts et avances	236 702	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	2,6 %-29,0 % (7,5 %)
	3 802	Actif net redressé	Actif net redressé	s. o. ²
	61 139	Transactions récentes	—	—
	14 311	Autres ³	—	—
	766 761			

1. En raison des tailles très variées des entreprises composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en termes de pourcentage du BAIIA sur les ventes.

2. Puisque les redressements effectués à l'actif net sont de nature très différente selon les investissements, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net redressé.

3. Les autres techniques d'évaluation regroupent principalement les méthodes de valeur de transaction escomptée, d'offre d'achat escomptée, de multiple de BAIIA, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS CLASSÉS DANS LE NIVEAU 3

Des analyses de sensibilité ont été produites pour les instruments financiers évalués selon les techniques de la capitalisation des flux monétaires et de l'actualisation des flux monétaires. Ces techniques d'évaluation sont celles où le jugement de l'évaluateur qualifié du Fonds revêt une importance significative dans l'établissement de la juste valeur.

Les techniques d'évaluation de l'actif net redressé, de transactions récentes et de la valeur de rachat ne se prêtent pas à l'analyse de sensibilité, étant donné l'absence ou le peu d'hypothèses sous-jacentes utilisées pour déterminer la juste valeur. Parmi ces techniques, celle de l'actif net redressé est la plus utilisée. Dans la majeure partie des cas, elle est utilisée pour l'établissement de la juste valeur des parts détenues dans des fonds d'investissement. Cette juste valeur repose essentiellement sur la quote-part de l'avoir des commanditaires selon les derniers états financiers audités de ces fonds, ajustée des résultats intermédiaires et des transactions subséquentes réalisées jusqu'à la date d'évaluation.

Dans une moindre mesure, le Fonds utilise d'autres méthodes d'évaluation où le jugement de l'évaluateur est mis à contribution et où certaines hypothèses sont employées soit principalement, la valeur de transaction escomptée, le multiple de BAIIA, la valeur de liquidation et l'offre d'achat escomptée. Ces techniques sont utilisées pour évaluer des instruments financiers d'une juste valeur combinée de 83,8 M\$ au 31 mai 2018 (46,5 M\$ au 31 mai 2017) et ainsi la direction juge qu'il n'est pas pertinent d'effectuer des analyses de sensibilité sur ces techniques d'évaluation.

Pour les actions non participantes, prêts et avances, nos analyses de sensibilité nous amènent à conclure qu'une variation du taux de rendement exigé de $\pm 0,5\%$ entraînerait une variation de la juste valeur non significative en regard du résultat net et du total des actifs et passifs.

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Bien que le Fonds juge que les évaluations à la juste valeur sont appropriées, pour les actions et parts non cotées évaluées selon la méthode de la capitalisation des flux monétaires, le recours à des variables différentes liées à la marge de BAIIA caractéristique et au taux de capitalisation entraînerait une augmentation ou une diminution de la juste valeur qui pourrait être significative selon les cas.

En pratique, les évaluateurs qualifiés du Fonds déterminent un intervalle de valeurs plausibles pour chacun des titres évalués et le milieu de la fourchette est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. Ainsi, le bas de l'intervalle est le reflet du pire scénario et le haut, le reflet du meilleur scénario pour un investissement donné. Cette pratique constitue la façon la plus répandue d'estimer l'impact financier de la substitution des principales hypothèses par d'autres hypothèses raisonnablement acceptables.

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2018, l'écart entre le haut et le bas de la fourchette de valeurs acceptables par rapport à la valeur mitoyenne est de l'ordre de 5,2 % (4,8 % au 31 mai 2017). Le Fonds est d'avis que cette variation de la valeur des actions et parts non cotées est théorique et improbable, car la diversification du portefeuille en termes notamment de secteurs d'activités, de maturité et de taille fait en sorte que la valeur des investissements n'évolue pas de façon unidirectionnelle. Le fonds n'a donc pas recours à cette variable pour estimer l'incidence de l'utilisation d'hypothèses alternatives sur la juste valeur des actions et parts non cotées évaluées par le biais de la méthode de la capitalisation des flux monétaires. Le Fonds a établi que l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement plausibles n'entraînerait pas de justes valeurs significativement différentes.

9 PARTICIPATIONS DANS LES FILIALES ET DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, le Fonds a déterminé qu'il détient le contrôle, le contrôle conjoint ou qu'il exerce une influence notable sur le nombre suivant de sociétés en exploitation et d'entités d'investissement :

<i>(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)</i>	31 mai 2018		31 mai 2017	
	Nombre	Juste valeur (\$)	Nombre	Juste valeur (\$)
Filiales				
Sociétés en exploitation	3	56 114	3	54 908
Entités d'investissement	5	36 551	5	27 196
Entreprises associées				
Sociétés en exploitation	25	193 139	25	173 098
Entités d'investissement	1	25 535	1	33 032

L'établissement principal des filiales, des coentreprises et des entreprises associées est principalement au Québec. Le pourcentage des titres de participation détenus par le Fonds (directement ou indirectement) dans les filiales est généralement de plus de 50 %, dans les coentreprises il est de 50 % et il se situe de 20 % à 50 % pour les entreprises associées. Les sociétés en exploitation sont exploitées activement et les entités d'investissement fournissent des services de gestion d'investissements avec l'objectif de générer des revenus de différentes natures. Dans certaines circonstances, il y a des conditions qui pourraient limiter la capacité d'une filiale à transférer des montants au Fonds tels que le respect de certains ratios ou l'approbation d'un versement par une autre institution financière ou d'autres actionnaires.

10 INFORMATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des parties liées, qui sont des filiales et entreprises associées. Plusieurs investissements en capital de développement sont considérés comme des parties liées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts et de dividendes et distributions sur les investissements et certains revenus, notamment de loyer.

FILIALES

(en milliers de dollars)

	31 mai 2018	31 mai 2017
Bilans	\$	\$
Actif		
Investissements en capital de développement	92 665	82 104
Intérêts, dividendes ou revenus de loyer à recevoir	1 079	433
Fonds engagés, mais non déboursés	28 324	57 505

Exercices terminés les	31 mai 2018	31 mai 2017
États du résultat global	\$	\$
Produits d'intérêts, de dividendes et distributions	758	736
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement	(2 141)	6 328
Revenus de loyer et autres revenus	187	178

ENTREPRISES ASSOCIÉES

(en milliers de dollars)

	31 mai 2018	31 mai 2017
Bilans	\$	\$
Actif		
Investissements en capital de développement	216 674	206 130
Intérêts, dividendes ou revenus de loyer à recevoir	167	57
Fonds engagés, mais non déboursés	13 979	10 640

Exercices terminés les	31 mai 2018	31 mai 2017
États du résultat global	\$	\$
Produits d'intérêts, de dividendes et distributions	752	1 249
Gains sur investissements en capital de développement	37 867	26 991
Revenus de loyer et autres revenus	405	379

11 IMMEUBLE DE PLACEMENT

L'immeuble de placement détenu par le Fonds est constitué d'espaces à bureau destinés à la location. Celui-ci a été reclassé avec les immobilisations corporelles au cours de l'exercice.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Immeuble de placement - Juste valeur	—	9 783
Variation de l'exercice		
Solde au début	9 783	9 055
Entrées d'immobilisations	—	728
Reclassement dans les immobilisations corporelles (note 12)	(9 783)	—
Solde à la fin	—	9 783

L'immeuble de placement est évalué à la juste valeur. Les données d'entrée non observables utilisées aux fins de l'évaluation de l'immeuble de placement s'établissent comme suit :

Techniques d'évaluation	Données non observables	31 mai 2018	31 mai 2017
Actualisation simple	TGA ¹	—	7,25 %
Flux d'encaisse	TRI ²	—	8,00 %
Actualisation	TGA réversion ³	—	7,25 %

1. TGA : Taux d'actualisation.

2. TRI : Taux de rendement interne.

3. TGA réversion : Taux d'actualisation à la réversion.

12 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les tableaux qui suivent présentent l'évolution du coût et du cumul des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles :

(EN MILLIERS DE DOLLARS)	Terrains	Bâtiments	Mobilier et équipement de bureau	Matériel informatique	Total immobilisations corporelles	Logiciels	Développement informatique	Total immobilisations incorporelles	Total immobilisations corporelles et incorporelles
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 mai 2018									
Coût	5 037	14 327	3 381	3 315	26 060	2 097	6 718	8 815	34 875
Cumul des amortissements	—	3 783	2 486	2 485	8 754	1 774	1 417	3 191	11 945
Valeur comptable nette	5 037	10 544	895	830	17 306	323	5 301	5 624	22 930
Variation de l'exercice									
Valeur comptable nette au début	2 000	6 641	650	1 021	10 312	280	4 312	4 592	14 904
Acquisitions	—	60	396	195	651	179	1 585	1 764	2 415
Reclassement de l'immeuble de placement (note 11)	3 410	6 373	—	—	9 783	—	—	—	9 783
Produit de la cession	(300)	—	—	—	(300)	—	—	—	(300)
Perte sur cession	(73)	—	—	—	(73)	—	—	—	(73)
Dotations aux amortissements ¹	—	(2 530)	(151)	(386)	(3 067)	(136)	(596)	(732)	(3 799)
Valeur comptable nette à la fin	5 037	10 544	895	830	17 306	323	5 301	5 624	22 930
31 mai 2017									
Coût	2 000	7 894	2 985	3 120	15 999	1 918	5 133	7 051	23 050
Cumul des amortissements	—	1 253	2 335	2 099	5 687	1 638	821	2 459	8 146
Valeur comptable nette	2 000	6 641	650	1 021	10 312	280	4 312	4 592	14 904
Variation de l'exercice									
Valeur comptable nette au début	2 000	6 603	668	767	10 038	142	3 044	3 186	13 224
Acquisitions	—	370	118	600	1 088	224	1 696	1 920	3 008
Dotations aux amortissements ¹	—	(332)	(136)	(346)	(814)	(86)	(428)	(514)	(1 328)
Valeur comptable nette à la fin	2 000	6 641	650	1 021	10 312	280	4 312	4 592	14 904

1. Le Fonds détient deux bâtiments. Au cours de l'exercice, la durée d'utilité estimée de l'un de ceux-ci a été révisée à la baisse à la suite de l'adoption d'un projet de reconstruction qui devrait débuter au terme du prochain exercice financier. Le changement de durée d'utilité a généré une augmentation de la charge d'amortissement pour l'exercice de 1,9 M\$. Au 31 mai 2018, la durée d'utilité restante de ce bâtiment est de un an.

Aucune immobilisation corporelle et incorporelle n'a subi de perte de valeur au 31 mai 2018 (ni au 31 mai 2017). De plus, au 31 mai 2018, le Fonds n'avait conclu aucun engagement contractuel important pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Au cours des exercices terminés les 31 mai 2018 et 31 mai 2017, aucune immobilisation n'a été radiée.

13 FONDS RÉSERVÉS POUR GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS CONSENTIS

Au 31 mai 2018, le Fonds a consenti des garanties d'un montant total de 4,8 M\$ (1,2 M\$ au 31 mai 2017), dans le cadre de cautions adossées à des prêts et à des marges de crédit d'exploitation octroyées à des sociétés dans lesquelles le Fonds a investi. Ces garanties ne peuvent être invoquées que dans le cas où une société ne respecterait pas ses obligations contractuelles. La durée habituelle de l'échéance de ces cautions, s'il y a lieu, est inférieure à un an.

Au 31 mai 2018, conformément à l'article 23 de la loi constitutive, des fonds de 2,4 M\$ (0,6 M\$ au 31 mai 2017) sont réservés à même les autres investissements, soit 50 % des garanties et cautionnements à cette date.

Au 31 mai 2018, aucun montant n'a été comptabilisé (ni au 31 mai 2017) dans les créiteurs à titre de provision pour perte découlant de ces cautionnements consentis.

14 ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est exposé à diverses actions et réclamations. Par conséquent, le Fonds comptabilise une provision, à cet effet. Le Fonds prend les moyens pour assurer lorsque requis, sa défense et éviter de devoir déboursier le montant provisionné.

Le Fonds indemnise, contre des réclamations en dommages et intérêts liées à l'exercice de leurs fonctions, ses administrateurs, dirigeants et membres de comités ainsi que toute personne qui agit à sa demande à titre d'administrateur pour une entreprise dont Fondation est actionnaire ou créancier. Le Fonds a souscrit à une assurance responsabilité à cet effet.

15 MARGE DE CRÉDIT

Le Fonds dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 5,5 M\$, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins et renouvelable annuellement au mois de novembre. Cette marge ne comporte aucune clause restrictive et elle n'a pas été utilisée au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018 (ni au cours de l'exercice terminé au 31 mai 2017).

16 CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

<i>(en milliers de dollars)</i>	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Sommes à payer sur acquisition d'autres investissements	53	1 891
Provision pour éventualités	8 400	8 400
Autres charges à payer	9 300	9 120
Impôts sur le résultat	2 474	—
Instruments financiers dérivés (note 6)	4 799	1 063
	25 026	20 474

17 CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

ACTIONS DE CATÉGORIE A EN SÉRIE

Nombre illimité d'actions et de fractions d'action de catégorie A, série 1 et série 2, donnant droit de recevoir tout dividende déclaré par le Fonds, participantes, avec droit de vote pour les actions et sans droit de vote pour les fractions d'action, avec droit d'élire trois représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, sans valeur nominale.

Les actions de catégorie A, série 1, et les actions de catégorie A, série 2, prennent rang également entre elles, à titre d'actions de cette catégorie, quant au paiement de dividendes, au partage de biens advenant la dissolution du Fonds, à sa liquidation, à la répartition des résultats nets ou à la distribution de tout ou d'une partie de son actif parmi les porteurs d'actions et, le cas échéant, au paiement de tout prix d'achat et de rachat. Le droit de vote qui s'y rattache s'exerce en une seule et même assemblée, sans égard à leurs séries respectives, et leurs porteurs peuvent être convoqués à cette assemblée, donner procuration et généralement y agir indistinctement, sauf lorsque la Loi, l'acte constitutif ou les règlements, le cas échéant, requièrent un vote séparé.

a) *Actions de catégorie A, série 1*

Les actions de catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert immédiat à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou tout autre régime enregistré reconnu par la Loi. Elles ne peuvent être détenues que dans le cadre d'un tel régime.

b) *Actions de catégorie A, série 2*

Les actions de catégorie A, série 2, ne seront émises qu'à des personnes qui ne demanderont pas leur transfert à un fiduciaire.

ACTIONS DE CATÉGORIE B

Nombre illimité d'actions et de fractions d'action de catégorie B, donnant droit de recevoir tout dividende déclaré par le Fonds, participantes, avec droit de vote pour les actions et sans droit de vote pour les fractions d'action, avec droit d'élire trois représentants au conseil d'administration. Les actions de catégorie B détenues par un fiduciaire pourront être échangées au gré de leur porteur ou du Fonds en actions de catégorie A, série 1, et les actions de catégorie B détenues par une personne physique pourront être échangées au gré de leur porteur ou du Fonds en actions de catégorie A, série 2, et ce, sur la base d'une action de catégorie B pour une action de catégorie A, série 1, ou, selon le cas, une action de catégorie A, série 2, sans valeur nominale.

ACTIONS DE CATÉGORIE G

Nombre illimité d'actions de catégorie G, sans droit de dividende, non participantes, sans droit de vote, non transférables, rachetables au gré du détenteur à une valeur égale au moindre de la valeur d'émission ou de la valeur aux livres. En cas de déficit, les détenteurs de ces actions assument en priorité, jusqu'à concurrence de la contrepartie versée sur ces actions, tout déficit et toute moins-value non matérialisée et, en cas de dissolution, de liquidation ou de toute autre cession totale ou partielle des biens du Fonds, ces actions confèrent à leurs détenteurs le droit d'être remboursés après que tous les détenteurs d'actions de catégories A et B ont été remboursés.

17 CAPITAL-ACTIONS (suite)

ACTIF NET DE CATÉGORIE A ET SÉRIES D' ACTIONS

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

Exercice terminé le	Série 1		Série 2		Total
	Nombre	\$	Nombre	\$	\$
31 mai 2018					
Actif net au début	149 942	1 682 596	2 522	28 300	1 710 896
Opérations sur le capital-actions					
Émissions d'actions	23 115	262 873	413	4 666	267 539
Rachats d'actions	(8 982)	(102 357)	(232)	(2 648)	(105 005)
Résultats de l'exercice					
Résultat global	—	96 006	—	1 629	97 635
	14 133	256 522	181	3 647	260 169
Actif net à la fin	164 075	1 939 118	2 703	31 947	1 971 065

Exercice terminé le

31 mai 2017					
Actif net au début	140 430	1 464 858	2 423	25 274	1 490 132
Opérations sur le capital-actions					
Émissions d'actions	18 841	198 521	393	4 104	202 625
Rachats d'actions	(9 329)	(98 698)	(294)	(3 108)	(101 806)
Résultats de l'exercice					
Résultat global	—	117 915	—	2 030	119 945
	9 512	217 738	99	3 026	220 764
Actif net à la fin	149 942	1 682 596	2 522	28 300	1 710 896

Aux 31 mai 2018 et 2017, aucune action de catégorie B et de catégorie G n'était émise.

VIREMENTS

Conformément à une décision prise lors de l'assemblée générale du 29 septembre 2007, le Fonds peut, de temps à autre, par simple résolution des administrateurs et sans autre formalité : *i*) augmenter ou réduire le montant du capital-actions émis et payé afférent aux actions de catégorie A, série 1, en circulation, sans distribution ni versement aux porteurs de ces actions, d'un montant ainsi ajouté au compte de capital-actions émis et payé ou déduit de ce dernier, selon le cas, ou *ii*) imputer tout surplus d'apports pour éliminer ou réduire le déficit.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018 aucun virement n'a été approuvé par les administrateurs (ni au 31 mai 2017).

SURPLUS D'APPORTS

Le surplus d'apports provient de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions.

17 CAPITAL-ACTIONS (suite)

MODALITÉS DE RACHAT

Le Fonds doit racheter les actions de catégorie A dans les circonstances prévues par la Loi ou les acheter de gré à gré dans les circonstances exceptionnelles prévues dans la *Politique d'achat de gré à gré des actions de catégorie A* adoptée par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministre des Finances du Québec. Outre ces circonstances, une action ou une fraction d'action de catégorie A ne peut pas être rachetée.

Le prix de rachat des actions et des fractions d'action de catégorie A est fixé deux fois par année par le conseil d'administration sur la base de la valeur du Fonds au 31 mai et au 30 novembre.

18 INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL

Le Fonds recueille du capital afin d'effectuer des investissements conformément à sa mission, tout en maintenant les liquidités requises pour répondre aux demandes de rachats présentées par les actionnaires. Le Fonds a comme politique de réinvestir tous les bénéfices générés par son opération et ne prévoit pas verser de dividendes à ses actionnaires. Le Fonds n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles qui régissent l'émission et le rachat de ses actions.

Les règles régissant l'émission et le rachat des actions sont présentées dans le prospectus déposé annuellement auprès de l'Autorité des marchés financiers. La *Loi sur les impôts* du Québec prévoit que le Fonds peut être appelé à payer une pénalité s'il achète de gré à gré au cours d'un même exercice, plus de 2 % du capital versé, certains critères d'achat étant exclus de ce calcul. Le Fonds a toujours respecté cette limite et entend continuer à le faire à l'avenir.

Aux 31 mai 2018 et 2017, le Fonds respectait l'ensemble des règles régissant l'émission et le rachat de ses actions.

NORME D'INVESTISSEMENT

La loi constituant Fondation prévoit qu'à chaque exercice financier, les investissements admissibles doivent représenter un pourcentage de l'actif net moyen de l'année précédente du Fonds. Pour l'année financière 2017-2018, ce pourcentage est de 63 % (62 % pour l'année financière 2016-2017).

Si le Fonds fait défaut dans l'atteinte de ce pourcentage, les émissions d'actions donnant droit aux crédits d'impôt pour l'exercice financier suivant sont limitées à un pourcentage prescrit de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux ententes conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent.

Le respect de la Norme est validé sur une base annuelle, au 31 mai de chaque année. Aux 31 mai 2018 et 2017, Fondation respectait la Norme d'investissement.

19 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Exercices terminés les (en milliers de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Traitements et charges sociales	24 412	23 172
Frais de communication aux actionnaires	1 023	1 052
Frais de fonctionnement	3 048	2 805
Frais de garde, registrariat et fiducie	556	534
Frais de publicité et d'information	2 560	2 474
Honoraires des gestionnaires externes	3 535	2 786
Frais d'occupation et loyer	1 910	1 941
Honoraires professionnels	2 529	3 198
Produits de location de bâtiment	(1 743)	(1 578)
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	73	—
Amortissements	3 799	1 328
	41 702	37 712
Provision reliée aux éventualités	—	8 400
	41 702	46 112

20 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Le tableau suivant présente la composition de la rémunération des membres du conseil et de la haute direction.

Exercices terminés les (en milliers de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Salaires et avantages du personnel à court terme	4 133	3 938
Avantages sociaux futurs	416	369
Rémunération du conseil d'administration	140	140
	4 689	4 447

La rémunération inclut tous les avantages du personnel. Les avantages du personnel désignent toutes les formes de contrepartie payées, payables ou fournies par l'entité ou au nom de celle-ci, en échange de services rendus à l'entité.

21 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Exercices terminés les (en milliers de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Exigibles	243	218
Différés	476	550
	719	768

21 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (suite)

Les impôts sur le résultat diffèrent du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition de base combiné (fédéral et provincial). Cet écart est expliqué de la façon suivante :

Exercices terminés les (en milliers de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 49,5 % (50,6 % en 2017)	49 539	56 562
Dividendes non imposables	(8 437)	(6 748)
Partie non imposable ou non déductible sur le gain ou la perte en capital et sur les gains ou pertes non réalisés	(29 834)	(52 426)
Écart de taux	(5 245)	(1 691)
Impôt en main remboursable	(4 455)	—
Renversement des pertes reportées des exercices antérieurs	(1 249)	72
Charges non déductibles et autres éléments	400	4 999
	719	768

ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les éléments donnant lieu aux actifs d'impôts différés se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Avantage fiscal attribuable au report de pertes, échéant jusqu'en 2036	851	2 061
Frais d'émission d'actions	2 059	1 880
Avantages sociaux futurs	2 063	1 283
Immobilisations	1 411	1 783
Autres éléments	559	412
	6 943	7 419

Le Fonds est imposé selon des règles similaires à une société de placement à capital variable et, par conséquent, aux fins de la *Loi sur le revenu du Canada*, l'impôt fédéral exigible sur les gains en capital est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des résultats non distribués ou lors de rachats d'actions.

De plus, le Fonds a le statut de société privée et, par conséquent, une partie de l'impôt fédéral exigible sur ses revenus de placement est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des résultats non distribués. Au cours des exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017 aucun montant n'a été appliqué en augmentation des impôts sur le résultat à recevoir.

Les impôts différés sur les gains ou pertes non réalisés ne sont pas présentés distinctement aux états financiers puisque ces impôts sont remboursables. Ils font l'objet d'une compensation avec les impôts en main remboursables futurs correspondants. Au 31 mai 2018, le montant des impôts compensés de la sorte s'élève à 21,8 M\$ (17,5 M\$ au 31 mai 2017).

21 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (suite)

Au 31 mai 2018, le Fonds n'a aucune perte fiscale reportée au fédéral et 26,6 M\$ au provincial, pouvant servir à réduire le résultat imposable des exercices ultérieurs. Les pertes fiscales reportées au provincial expirent comme suit :

	PROVINCIAL
	milliers de \$
2028	1 816
2029	6 307
2030	6 385
2031	741
2032	8 313
2033	2 127
2036	905

22 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le Fonds a des régimes de retraite à prestations déterminées et un régime d'avantages complémentaires de retraite. L'un des régimes de retraite est un régime à entités multiples, dans lequel la juste valeur des actifs est répartie parmi les entités participantes au prorata de la valeur des obligations au titre des prestations constituées de chaque entité. Le régime est administré par un comité de retraite composé de dix membres. Le financement du régime correspond aux cotisations salariales des personnes salariées et des cotisations d'exercice des entités. De plus, une évaluation de capitalisation et de solvabilité est produite chaque année, déterminant ainsi le niveau des cotisations que les entités doivent verser au régime de retraite.

Une cotisation additionnelle variant selon la politique de placement doit également être versée. Enfin, un fonds de stabilisation est créé et financé partiellement à l'aide d'une cotisation d'équilibre spéciale. Le taux de cotisations requis est le même pour toutes les entités. Le Fonds n'est pas tenu envers le régime des obligations des autres entités. En cas de liquidation du régime ou si le Fonds se retire de celui-ci, le déficit ou l'excédent sera réparti parmi les entités participantes au prorata de la valeur des obligations au titre des prestations constituées de chaque entité.

22.1 PARTICULARITÉS DES RÉGIMES

Les régimes de retraite à prestations déterminées sont destinés à toutes les personnes salariées qui satisfont à certaines conditions. Les prestations de ces régimes sont fondées sur les années de service et sur les salaires de fin de carrière. Une évaluation de capitalisation et de solvabilité est produite chaque année, déterminant ainsi le niveau des cotisations que le Fonds doit verser aux régimes de retraite.

Les obligations au titre des prestations constituées de ces régimes, évaluées par des actuaires indépendants, ont été extrapolées au 31 mai 2018, basées sur les données des évaluations actuarielles complètes effectuées en date du 31 décembre 2016. La prochaine évaluation actuarielle complète devrait être effectuée en date du 31 décembre 2019.

Le Fonds a annoncé son retrait du régime de retraite à entités multiples, dans lequel la juste valeur des actifs est répartie parmi les entités participantes au prorata de la valeur des obligations au titre des prestations constituées de chaque entité. Celui-ci est prévu être remplacé au cours du prochain exercice. Les salariés participants et les retraités de Fondation bénéficieront essentiellement des mêmes avantages. Les frais éventuels, reliés à cette décision, imputables directement à l'état du résultat global sont difficilement quantifiables en date des présentes.

Le régime d'assurances collectives est un régime non contributif d'assurance maladie, d'assurance vie ainsi que d'assurance dentaire, destiné aux mêmes personnes que celles des régimes de retraite. Il n'est pas un régime enregistré, donc il n'est pas soumis à la *Loi sur les régimes de retraite complémentaires* du Québec. Les obligations au titre des prestations constituées de ce régime, évaluées par des actuaires indépendants, ont été extrapolées au 31 mai 2018, en se basant sur les données des évaluations actuarielles complètes effectuées en date du 31 mai 2017. La prochaine évaluation actuarielle complète sera effectuée en date du 31 mai 2020.

22 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

22.1 PARTICULARITÉS DES RÉGIMES (suite)

Les tableaux suivants présentent les composantes des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs aux 31 mai 2018 et 2017.

Exercice terminé le 31 mai 2018 (en milliers de dollars)	Régimes de retraite à prestations déterminées			Régime d'assurances collectives			Combinés
	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs des régimes	Total	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(55 426)	45 457	(9 969)	(8 532)	—	(8 532)	(18 501)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(4 103)	—	(4 103)	(1 012)	—	(1 012)	(5 115)
Coût des services passés	533	—	533	—	—	—	533
Produit (charge) d'intérêts	(1 917)	1 537	(380)	(292)	—	(292)	(672)
Incidence sur le résultat net	(5 487)	1 537	(3 950)	(1 304)	—	(1 304)	(5 254)
Réévaluations :							
Rendement des actifs des régimes net de l'intérêt sur les actifs	—	(11)	(11)	—	—	—	(11)
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	(561)	—	(561)	(115)	—	(115)	(676)
Perte liée à l'expérience	(1 038)	—	(1 038)	—	—	—	(1 038)
Incidence des réévaluations sur l'autre élément du résultat global	(1 599)	(11)	(1 610)	(115)	—	(115)	(1 725)
Cotisations :							
Du Fonds	—	2 927	2 927	—	110	110	3 037
Participants aux régimes	(1 049)	1 049	—	—	—	—	—
Prestations versées	801	(801)	—	110	(110)	—	—
	(248)	3 175	2 927	110	—	110	3 037
Solde à la fin	(62 760)	50 158	(12 602)	(9 841)	—	(9 841)	(22 443)

Les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations déterminées et au régime d'assurances collectives au cours du prochain exercice s'élèvent respectivement à 2,8 M\$ et 0,1 M\$.

22 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

22.1 PARTICULARITÉS DES RÉGIMES (suite)

Exercice terminé le 31 mai 2017	Régimes de retraite à prestations déterminées			Régime d'assurances collectives			Combinés
	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs des régimes	Total	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
(en milliers de dollars)							
Solde au début	(55 255)	39 538	(15 717)	(8 475)	—	(8 475)	(24 192)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(3 503)	—	(3 503)	(749)	—	(749)	(4 252)
Coût des services passés	(1 018)	—	(1 018)	—	—	—	(1 018)
Produit (charge) d'intérêts	(1 959)	1 378	(581)	(303)	—	(303)	(884)
Incidence sur le résultat net	(6 480)	1 378	(5 102)	(1 052)	—	(1 052)	(6 154)
Réévaluations :							
Rendement des actifs des régimes net de l'intérêt sur les actifs	—	2 465	2 465	—	—	—	2 465
Profit découlant de changements dans les hypothèses démographiques	4 324	—	4 324	1 083	—	1 083	5 407
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	(510)	—	(510)	(57)	—	(57)	(567)
Profit (perte) lié à l'expérience	1 709	—	1 709	(150)	—	(150)	1 559
Incidence des réévaluations sur l'autre élément du résultat global	5 523	2 465	7 988	876	—	876	8 864
Cotisations :							
Du Fonds	—	2 862	2 862	—	119	119	2 981
Participants aux régimes	(867)	867	—	—	—	—	—
Prestations versées	1 653	(1 653)	—	119	(119)	—	—
	786	2 076	2 862	119	—	119	2 981
Solde à la fin	(55 426)	45 457	(9 969)	(8 532)	—	(8 532)	(18 501)

Les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations déterminées et au régime d'assurances collectives au cours du prochain exercice s'élèvent respectivement à 2,5 M\$ et 0,1 M\$.

22 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

22.2 HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	31 mai 2018		31 mai 2017	
	Régimes de retraite	Régime d'assurances collectives	Régimes de retraite	Régime d'assurances collectives
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	3,40 %	3,40 %	3,45 %	3,45 %
Taux d'augmentation des salaires	3,00 %	—	3,25 %	—
Table de mortalité	CPM ajustée	CPM ajustée	CPM ajustée	CPM ajustée
Coûts constatés au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	3,45 %	3,45 %	3,60 %	3,60 %
Taux d'augmentation des salaires	3,00 %	—	3,00 %	—
Table de mortalité	CPM ajustée	CPM ajustée	CPM ajustée	CPM ajustée

Au 31 mai 2018, la durée moyenne de l'obligation au titre des prestations définies est de 22 années (19 ans au 31 mai 2017) pour les régimes de retraite et de 21 années (21 ans au 31 mai 2017) pour le régime d'assurances collectives.

22.3 ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies aux changements d'hypothèses indiquées. L'analyse de sensibilité a été faite en faisant varier chacune des hypothèses individuellement. En fonction des variations réelles observables dans le futur, il est fort possible que certaines de ces hypothèses soient corrélées, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence sur les obligations au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Régimes de retraite (en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES		
	Variation de l'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
	%	\$	\$
Taux d'actualisation	1	(9 861)	13 609
Taux d'indexation	1	3 352	(5 020)
Taux d'augmentation des salaires	1	2 949	(2 879)
	Variation de l'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
	%	\$	\$
Espérance de vie	10	(1 201)	1 327

22 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

22.3 ANALYSE DE SENSIBILITÉ (suite)

Régime d'assurances collectives (en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE MÉDICALE POSTÉRIEURE À L'EMPLOI		
	Variation de l'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
	%	\$	\$
Taux d'actualisation	1	(1 877)	2 503
Augmentation du coût des soins de santé	1	2 366	(1 818)
	Variation de l'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
	%	\$	\$
Espérance de vie	10	(334)	371

22.4 RÉPARTITION DES ACTIFS

La juste valeur des actifs des régimes a été répartie comme suit :

	31 mai 2018	31 mai 2017
	%	%
Actifs cotés en Bourse		
Actions canadiennes	16,9	12,1
Actions étrangères	26,0	32,0
Titres immobiliers mondiaux	3,9	3,4
Actifs non cotés en Bourse		
Obligations	31,7	35,9
Immobilier	13,3	7,7
Autres	8,2	8,9
	100,0	100,0

22.5 RISQUES ASSOCIÉS AUX AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Les principaux risques associés aux avantages sociaux futurs sont :

→ Risque d'investissement

L'obligation au titre des prestations constituées est calculée en utilisant un taux d'actualisation. Si les rendements des actifs de la caisse sont inférieurs à ce taux d'actualisation, un déficit sera créé.

→ Risque de taux d'intérêt

Une variation des taux obligataires affectera la valeur des obligations reliées aux avantages sociaux futurs.

→ Risque de longévité

Une amélioration plus importante de l'espérance de vie que celle prévue dans les tables de mortalité utilisées augmentera la valeur des obligations reliées aux avantages sociaux futurs.

→ Risque d'inflation

Les obligations reliées aux avantages sociaux futurs sont calculées en considérant un certain niveau d'inflation. Une inflation réelle supérieure à celle anticipée aura pour effet d'augmenter la valeur de ces obligations.

23 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les (en milliers de dollars)	31 mai 2018	31 mai 2017
	\$	\$
Variation des éléments hors caisse		
Débiteurs et autres actifs	(1 466)	12 568
Impôt en main remboursable	(2 474)	—
Impôts sur le résultat à recevoir	—	187
Créditeurs et autres passifs	180	8 637
Impôts sur le résultat à payer	2 474	—
	(1 286)	21 392
Autres informations sur les éléments de trésorerie		
Intérêts reçus	24 867	22 033
Dividendes et distributions reçus	11 666	15 028

24 RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Le *Relevé du coût des investissements en capital de développement*, audité, le *Relevé des autres investissements*, non audité, ainsi que le *Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés*, non audité, sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site Internet au www.fondation.com ou au www.sedar.com.

25 CHIFFRES COMPARATIFS

Fondation a modifié la classification de la note 5 « Débiteurs et autres actifs » et de la note 16 « Crédeurs et autres passifs » afin de mieux refléter la nature des montants présentés.

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

AU 31 MAI 2018

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT DU RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Aux administrateurs de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (« Fondation »)

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements en capital de développement de Fondation au 31 mai 2018 (le « relevé »). Ce relevé a été préparé par la direction sur la base des dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

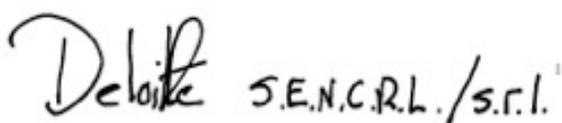
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements en capital de développement de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi au 31 mai 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.



Le 11 juillet 2018

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121501

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

31 mai 2018

Année de l'investissement initial	Secteur*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
1998						
Entreprises publiques québécoises à petite capitalisation (EQPC) (voir Annexe)	E	72 541 687	—	—	72 541 687	—
2000						
Systèmes Cliniques Visualmed inc.	T	32 611	—	—	32 611	—
Novacap II, s.e.c.	F	—	—	—	—	—
2001						
Solutions de reconnaissance Rideau inc.	S	8 050 160	—	—	8 050 160	—
Filiation, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement de fonds communautaires	F	—	3 521 389	—	3 521 389	—
2002						
H2O Innovation inc.	M	4 028 420	—	—	4 028 420	—
Société en commandite Angus développement	S	8 190 997	7 283 105	—	15 474 102	—
2003						
Fonds Vimac Milestone Medica Nord, s.e.c.	T	961 510	—	—	961 510	—
2004						
Technopôle Angus, s.e.c.	S	3 094 619	—	—	3 094 619	—
Gestion Édifice Bernard Lamarre inc.	S	50	—	—	50	—
Société en commandite GPM immobilier (10)	S	—	—	—	—	—
2005						
FIER Partenaires, société en commandite	F	4 639 937	—	—	4 639 937	—
FIER Partenaires inc.	F	150	—	—	150	—
AV&R Vision & Robotiques inc.	T	1 350 000	—	—	1 350 000	—
Fonds Brightspark II, s.e.c.	T	3 637 788	—	—	3 637 788	—
Fonds immobilier Redbourne I, s.e.c.	S	443 645	—	—	443 645	—
2006						
Société en commandite AgeChem	T	3 589 734	—	—	3 589 734	—
SSQ, société de participation mutualiste inc.	S	—	—	900 000	900 000	—
Primatlantis capital, s.e.c.	S	1 271 407	—	—	1 271 407	—
Fiducie du Chantier de l'économie sociale	F	1	8 000 000	—	8 000 001	—
Viaction Assurance inc.	S	4 000 000	—	—	4 000 000	—

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

31 mai 2018

Année de l'investissement initial	Secteur*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2007						
GO Capital, s.e.c.	T	1 148 345	—	—	1 148 345	—
Rho Canada capital de risque, s.e.c.	T	4 214 026	—	—	4 214 026	—
R & D Capital inc.	S	—	3 787 200	—	3 787 200	—
Fonds d'investissement iNovia II, s.e.c.	T	2 389 845	—	—	2 389 845	—
Systèmes Haivision inc.	T	300 136	—	—	300 136	—
Technologies D-Box inc.	T	3 572 282	—	—	3 572 282	—
Papier Virtuel inc.	T	500 000	—	—	500 000	—
Inventaire d'infrastructure de réseau [N(i)2] inc.	T	—	—	1 150 000	1 150 000	—
Genesys Ventures II, L.P.	T	3 097 977	—	—	3 097 977	—
Novacap technologies III, s.e.c.	T	329 157	—	—	329 157	—
Novacap industries III, s.e.c.	F	7 379 280	—	—	7 379 280	—
2008						
Fonds de prêts à des sociétés de pays émergents Cordiant III, s.e.c.	S	2 091 958	—	—	2 091 958	—
Rho Venture VI, L.P.	T	10 321 462	—	—	10 321 462	—
Fonds immobilier Angus, s.e.c.	S	47 761 897	—	—	47 761 897	—
Equisoft inc.	T	—	2 200 000	—	2 200 000	—
2009						
Fonds Cycle capital I, s.e.c.	T	9 375 294	—	—	9 375 294	—
Groupe Nexio inc.	S	—	1 900 000	—	1 900 000	—
Services préhospitaliers Paraxion inc.	S	4 303 112	—	—	4 303 112	—
Chrysalix Energy III US, L.P.	T	4 829 381	—	—	4 829 381	—
Bleuet Nordic inc.	M	—	68 410	—	68 410	—
Napex inc.	S	—	2 785 875	—	2 785 875	—
Fonds immobilier Redbourne II, s.e.c.	S	5 847 920	—	—	5 847 920	—
2010						
Fresche Solutions inc.	T	18 480 851	1 011 738	—	19 492 589	—
Groupe DMD connexions santé numériques inc.	S	173 245	—	—	173 245	—
Serdy média inc.	S	1 000 000	—	—	1 000 000	—
Georgian Partners, Growth Fund I, L.P.	T	1 715 773	—	—	1 715 773	—
Média-Max inc.	S	2 000 002	750 000	668 750	3 418 752	—
Dimension Composite inc.	M	—	2 455 228	—	2 455 228	—
Société en commandite GPM immobilier (11)	S	9 163 177	—	—	9 163 177	—
2011						
Filaction, s.e.c.	F	29 999 434	—	—	29 999 434	—

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

31 mai 2018

Année de l'investissement initial	Secteur*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2011 (suite)						
Fonds d'amorçage Cycle-C3E Capital, s.e.c.	T	393 904	—	—	393 904	—
4IQ Investissements	S	134 949	—	—	134 949	—
Triomed Innovations corporation	M	4 884 715	—	959 118	5 843 833	—
Groupe Meloche inc.	M	1 000 000	—	—	1 000 000	—
Enerkem inc.	M	7 874 447	—	—	7 874 447	—
Centre agricole J.L.D. inc.	S	4 000 000	—	—	4 000 000	—
Champlain J.L.D. IA Roynat, s.e.c.	S	2	—	—	2	—
Cogeco inc.	S	—	10 000 000	—	10 000 000	—
Théâtre le Diamant	S	—	—	2 783 714	2 783 714	—
Gestion fonds de transfert d'entreprise du Québec inc.	F	20	—	—	20	—
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	F	2 970 016	—	—	2 970 016	—
Portes de garage le Clairon et CPF	S	—	13 553	—	13 553	—
2012						
Gestion MB5 inc. (Norduy inc.)	M	—	3 000 000	500 000	3 500 000	—
4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	M	1 200 000	—	311 138	1 511 138	—
9256-9771 Québec inc. (Solisco)	M	5 030 000	—	—	5 030 000	—
Médiabiz Capital Canada, s.e.c.	S	5 000 000	—	—	5 000 000	—
Groupe Bluenove inc.	S	811 250	537 500	—	1 348 750	—
Technologies Synergx inc.	T	70 971	1 745 790	—	1 816 761	—
Investissements TVM science de la vie VII, s.e.c.	T	6 318 899	—	—	6 318 899	—
Rho Canada capital de risque II, s.e.c.	T	3 625 000	—	—	3 625 000	—
Refplus inc.	M	1 000 000	27 778	—	1 027 778	—
Coopérative de solidarité carbone	S	2 064 443	—	204 846	2 269 289	—
2013						
Fonds immobilier Redbourne III, s.e.c.	S	13 985 094	—	—	13 985 094	—
Lumira Capital II, L.P.	T	4 568 772	—	—	4 568 772	—
Récupère sol inc.	S	—	557 120	—	557 120	—
La Coop fédérée	S	60 000 000	—	—	60 000 000	—
8558965 Canada inc. (Les logiciels DataCandy inc.)	T	3 582 902	—	—	3 582 902	—
Fonds Cycle Capital III, s.e.c.	T	4 197 646	—	—	4 197 646	—
Fonderie Lemoltech inc.	M	—	74 038	—	74 038	—
Les emballages Gab Itée	M	—	4 590 000	—	4 590 000	—
Convivia inc.	S	3 380 000	1 162 798	—	4 542 798	—

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

31 mai 2018

Année de l'investissement initial	Secteur*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2014						
Georgian Partners Growth Fund II, L.P.	T	4 099 558	—	—	4 099 558	—
Le Groupe Master inc.	S	—	15 000 000	—	15 000 000	—
Métal 7 inc.	M	3 775 000	—	—	3 775 000	—
Novacap TMT IV, s.e.c.	T	6 813 763	—	—	6 813 763	—
Société immobilière Saint-Urbain inc.	S	100	—	—	100	—
Société immobilière Saint-Urbain, s.e.c.	S	6 924 778	—	—	6 924 778	1 800 000
Avensys Solutions inc.	S	—	2 031 252	250 000	2 281 252	—
Groupe ameublement Focus inc.	S	—	699 600	—	699 600	—
PCP (Plaque coulée de précision) Canada	M	—	1 233 768	—	1 233 768	—
Gestion E.C.I. inc.	S	6 000 000	2 250 000	—	8 250 000	—
Fonds d'investissement Réal III, s.e.c.	T	1 704 344	—	—	1 704 344	—
Novacap Industries IV, s.e.c.	F	10 240 775	—	—	10 240 775	—
Corporation développement Knowlton inc.	M	12 180 933	—	—	12 180 933	—
Les Emballages Knowlton inc.	M	—	45 129 000	—	45 129 000	—
SPC Partners V, L.P.	S	5 673 031	—	—	5 673 031	—
2015						
Groupe Atis inc.	M	6 112 692	4 352 775	—	10 465 467	—
Koncas Recyclage	S	—	1 022 223	—	1 022 223	—
Agropur coopérative	M	70 000 000	—	—	70 000 000	—
Ateliers Castelnau inc.	S	—	6 202 000	69 728	6 271 728	—
Congébec Logistique inc.	S	3 500 000	4 503 547	—	8 003 547	—
Fédération québécoise des coopératives forestières	M	—	42 857	—	42 857	—
Quartz Nature inc.	M	—	456 794	—	456 794	—
Terallys Capital Fonds d'Innovation, s.e.c.	F	1 874 382	—	—	1 874 382	—
Fonds Biomasse Énergie-1 inc.	T	100	—	—	100	—
Fonds Biomasse Énergie I, s.e.c.	T	3 882 000	—	—	3 882 000	—
Les Dépendances	S	500 000	1 238 400	—	1 738 400	—
Telecon inc.	S	—	7 319 010	—	7 319 010	—
Nubik inc.	S	—	492 424	—	492 424	—
Embrionix Design inc.	M	—	840 000	—	840 000	—
9333-4092 Québec inc. et Rad Technologies inc.	M	—	1 433 333	—	1 433 333	—
2016						
Marie Saint-Pierre Design inc.	M	—	400 000	—	400 000	—
9333-9455 Québec inc. (Sushi taxi)	S	—	383 333	—	383 333	—
Les Industries Spectra Premium inc.	M	15 000 000	—	—	15 000 000	—

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

31 mai 2018

Année de l'investissement initial	Secteur*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2016 (suite)						
Avrio Ventures Limited Partnership III	F	2 816 659	—	—	2 816 659	—
Fonds XPND Croissance, s.e.c.	F	3 510 904	—	—	3 510 904	—
Groupe Daoust/Forget inc.	S	—	2 778 038	—	2 778 038	—
Groupe Velan média inc.	S	—	316 667	—	316 667	—
C2 Innovations inc.	S	—	462 500	—	462 500	—
Aliments Alaska inc.	S	10 000 000	5 000 000	—	15 000 000	—
Iohkwahs, s.e.c.	S	—	11 433 830	—	11 433 830	—
9826149 Canada inc.	M	—	815 154	—	815 154	—
Georgian Partners, Growth Fund III, L.P.	T	7 267 844	—	—	7 267 844	—
Corporation Vantrix (US)	T	281 963	—	—	281 963	—
Achronix Semiconductor Corporation	T	293 490	—	—	293 490	—
Fonds PGEQ, s.e.c.	F	24 228 979	—	—	24 228 979	—
Meglab Électronique inc.	M	2 288 488	—	—	2 288 488	—
Ficodis inc.	S	5 050 004	1 000 000	—	6 050 004	—
Biomont Énergie, s.e.c.	S	1 000 000	1 910 000	—	2 910 000	—
Taxelco inc.	S	2 000 000	3 604 000	—	5 604 000	—
CoPower	S	800 000	—	—	800 000	—
Fonds PGEQ II, s.e.c.	F	20 000 000	—	—	20 000 000	—
Genesys Ventures III, L.P.	T	1 791 264	—	—	1 791 264	—
Fonds Innovexport, s.e.c.	T	477 378	—	—	477 378	—
Gestion Femmes Entrepreneures FQ inc.	F	42	—	—	42	—
Services automobiles Grantuned inc. (Ecotuned)	S	—	—	221 203	221 203	—
Gestion Meglab inc.	M	2 411 512	—	—	2 411 512	—
Fonds pour les femmes entrepreneures FQ, s.e.c.	F	2 947 371	—	—	2 947 371	—
Produits forestiers Petit-Paris inc.	M	1 100 000	270 000	—	1 370 000	—
Société en commandite Ipsos Facto VI	F	5 115 044	—	—	5 115 044	—
Sais Interconnexion inc.	S	—	675 000	—	675 000	—
2017						
G.C.L. Équipements inc.	T	13 000 000	—	—	13 000 000	—
Inlandsis - Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c	F	5 625 754	—	—	5 625 754	—
Freelinc Technologies inc.	T	1	—	—	1	—
Freelinc Technologies LLC	T	—	—	—	—	—
Fonds d'investissement Réal 17, s.e.c	T	770 000	—	—	770 000	—
Au Coin du pédaleur inc.	M	—	400 000	—	400 000	—
Arkys systèmes	S	—	323 823	—	323 823	—

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

31 mai 2018

Année de l'investissement initial	Secteur*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2017 (suite)						
Industries Fabkor inc. (anc. L.D. Rainville & fils inc.)	M	—	1 750 000	—	1 750 000	—
Les Meubles St-Damase inc.	M	—	4 641 947	—	4 641 947	—
Bow groupe de plomberie inc.	M	—	1 000 000	—	1 000 000	—
Coop des deux rives, coopérative agricole	C	—	500 000	—	500 000	—
Société immobilière Solar s.e.c.	S	14 113 387	—	—	14 113 387	3 000 000
SPC Partners VI, L.P.	C	1 021 959	—	—	1 021 959	—
Électric Capital inc.	S	4 398 090	—	—	4 398 090	—
Élégance Colonial inc.	M	—	2 000 000	—	2 000 000	—
G2MC inc. (Maison Corbeil)	C	4 000 000	2 067 433	—	6 067 433	—
Groupe conseil Era inc.	S	—	850 000	—	850 000	—
Champlain performance III, s.e.n.c.	S	1	—	—	1	—
Novacap TMT V, s.e.c.	T	996 867	—	—	996 867	—
Fonds Écofuel, s.e.c.	T	353 804	—	—	353 804	—
Les entreprises Marsolais inc.	C	—	900 000	—	900 000	—
Marine presse du Canada inc.	S	1 000 000	3 000 000	—	4 000 000	—
Le Devoir inc.	S	125 000	—	—	125 000	—
MaRs Catalyst Funds L.P.	T	192 500	—	—	192 500	—
9370-9301 Québec inc.	F	100	225 000	—	225 100	—
Lumira Capital I Fund Liquidating trust	B	405 808	—	—	405 808	—
Derco Horticulture inc.	C	—	500 000	—	500 000	—
Groupe Incursion inc.	S	—	700 000	—	700 000	—
CPU Service d'ordinateur inc.	S	—	1 500 000	—	1 500 000	—
2018						
Lumira Capital IV, L.P.	B	781 782	—	—	781 782	—
Société immobilière Solar inc.	S	100	—	—	100	—
ESI Technologies de l'information inc.	S	9 000 000	—	—	9 000 000	—
Fonds Amorchem II, s.e.c.	B	72 538	—	—	72 538	—
Les aliments BCI inc.	M	4 000 000	4 000 000	—	8 000 000	—
Action 500 Dorval inc.	S	—	—	500 000	500 000	—
Big Bang ERP inc. – Big Bang ERP International inc.	T	—	1 000 000	—	1 000 000	—
9167200 Canada inc. (Kanuk MC)	M	—	1 500 000	—	1 500 000	—
		733 440 389	205 625 230	8 518 497	947 584 116	4 800 000

* Secteurs

M Manufacturier et primaire
S et C Services et commerce
T et B Technologies avancées et biotechnologies

F Fonds d'investissement
E EQPC

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

31 mai 2018

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

	Manufacturier et primaire (M)	Services et commerce (S et C)	Technologies avancées et biotechnologies (T et B)	EQPC/Fonds d'investissement / (E et F)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Total du coût des investissements	224 137 544	374 912 847	142 896 797	205 636 927	947 584 115
Garanties et cautionnements	—	4 800 000	—	—	4 800 000
Fonds engagés, mais non déboursés	3 300 000	35 436 391	55 797 233	98 772 155	193 305 779
Total	227 437 544	415 149 238	198 694 030	304 409 082	1 145 689 894

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Ce relevé du coût des investissements en capital de développement fournit le détail par société des sommes investies par Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (« Fondation »). Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de Fondation du 31 mai 2018. De plus, ce relevé présente la liste des garanties et cautionnements octroyés par Fondation.

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

31 mai 2018

ANNEXE

Entreprises publiques québécoises à petite capitalisation (EQPC)	Secteur*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Année de l'investissement initial		\$	\$	\$	\$	\$
2000						
Groupe Sportscene inc.	S	1 123 913	—	—	1 123 913	—
Tecsyst inc.	S	1 953 680	—	—	1 953 680	—
2001						
TFI International inc.	S	2 654 009	—	—	2 654 009	—
Technologies interactives Médiagrif inc.	T	3 402 042	—	—	3 402 042	—
2002						
Diagnos inc.	T	372 791	—	—	372 791	—
2004						
Corporation Savaria	M	2 685 123	—	—	2 685 123	—
Groupe d'alimentation MTY inc.	S	316 499	—	—	316 499	—
2005						
Groupe ADF inc.	M	2 876 164	—	—	2 876 164	—
Imaflex inc.	M	812 762	—	—	812 762	—
Stella-Jones inc.	M	842 904	—	—	842 904	—
2006						
Société lamgold	M	97 222	—	—	97 222	—
Investissements TSPL inc.	M	473 258	—	—	473 258	—
Pixman Média Nomade inc.	T	113 480	—	—	113 480	—
Monogen inc.	T	165 377	—	—	165 377	—
2007						
5N Plus inc.	M	3 453 419	—	—	3 453 419	—
2008						
Forage Orbit Garant inc.	S	1 478 404	—	—	1 478 404	—
Lab Recherche inc.	T	1 401 262	—	—	1 401 262	—
2009						
Groupe Colabor inc.	S	160 988	—	—	160 988	—
2010						
Alamos Gold inc.	M	1 263 546	—	—	1 263 546	—
Diagnocure inc.	T	915 083	—	—	915 083	—
2011						
Société de minerai de fer New Millennium	M	619 437	—	—	619 437	—
Groupe WSP Global inc.	S	5 894 451	—	—	5 894 451	—
Cogeco communication inc.	S	2 350 610	—	—	2 350 610	—
TSO3 inc.	T	793 075	—	—	793 075	—

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (suite)

31 mai 2018

ANNEXE (SUITE)

Entreprises publiques québécoises à petite capitalisation (EQPC)	Secteur*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Année de l'investissement initial		\$	\$	\$	\$	\$
2012						
Industries Lassonde inc.	M	3 283 617	—	—	3 283 617	—
Neptune Technologies & Bioressources inc.	M	408 577	—	—	408 577	—
Corporation Mariculture Global	S	196 398	—	—	196 398	—
2013						
Bombardier produits récréatifs inc.	M	4 897 460	—	—	4 897 460	—
H2O Innovation inc.	M	1 868 484	—	—	1 868 484	—
Yellow média ltée	S	389 789	—	—	389 789	—
Groupe Vision New Look inc.	S	5 263 780	—	—	5 263 780	—
2014						
Opsens inc.	M	2 553 641	—	—	2 553 641	—
Endo International	T	60 200	—	—	60 200	—
Thérapeutique Knight inc.	T	2 491 626	—	—	2 491 626	—
2015						
Redevances aurifères Osisko ltée	M	1 115 251	—	—	1 115 251	—
GDI Services aux immeubles	S	5 806 759	—	—	5 806 759	—
David'sTea inc.	S	306 179	—	—	306 179	—
Groupe Stingray digital inc.	S	2 013 245	—	—	2 013 245	—
2018						
Rogers Sugar inc.	M	2 566 272	—	—	2 566 272	—
Boralex inc.	S	3 100 909	—	—	3 100 909	—
		72 541 687	—	—	72 541 687	—

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ)

31 mai 2018

MARCHÉ MONÉTAIRE

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2018-06-28,	1,18 %	285 000	284 762	284 762
Province de l'Alberta, billet à ordre	2018-07-03,	1,36 %	180 000	179 786	179 786
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2018-07-12,	1,19 %	55 000	54 928	54 928
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2018-07-26,	1,20 %	890 000	888 410	888 410
Province de l'Ontario, bon du Trésor	2018-08-01,	1,40 %	90 000	89 790	89 790
Province de l'Ontario, bon du Trésor	2018-08-08,	1,40 %	190 000	189 506	189 506
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2018-08-09,	1,24 %	40 000	39 908	39 908
Province de Québec, bon du Trésor	2018-08-10,	1,41 %	45 000	44 878	44 878
Province de l'Ontario, bon du Trésor	2018-08-22,	1,43 %	535 000	533 286	533 286
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2018-08-23,	1,28 %	105 000	104 699	104 699
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2018-06-11,	1,15 %	1 058 104	1 058 104	1 058 104
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2018-07-13,	1,35 %	2 137 021	2 137 021	2 137 021
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2019-07-13,	1,35 %	1 161 625	1 161 615	1 161 615
			6 771 750	6 766 693	6 766 693

OBLIGATIONS

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de moins de 365 jours					
Genesis Trust II	2018-09-17,	1,68 %	455 000	456 485	454 873
Province de l'Ontario	2018-10-09,	1,75 %	500 000	500 525	500 575
			955 000	957 010	955 448

OBLIGATIONS

			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2019-06-24,	2,35 %	1 600 000	1 605 024	1 602 768
Ville de Repentigny	2019-07-02,	4,90 %	225 000	242 111	231 568
Ville de Longueuil	2019-07-08,	4,75 %	211 000	225 392	216 805
Gouvernement du Canada	2019-08-01,	0,75 %	4 340 000	4 284 198	4 290 784
Ville de Carleton-sur-Mer	2019-09-12,	1,75 %	356 000	353 184	353 476
Ville de Baie-Comeau	2019-09-29,	1,90 %	226 000	227 051	224 915
Ville de Sainte-Adèle	2019-10-04,	1,50 %	306 000	303 889	303 179
Ville de Mascouche	2019-10-15,	4,25 %	198 000	211 781	203 130
Ville des Îles-de-la-Madeleine	2019-10-17,	2,00 %	544 000	541 280	541 889

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)		Valeur nominale	Coût	Juste valeur
		\$	\$	\$
Ville de Carleton-sur-Mer	2019-10-18, 1,45 %	200 000	198 160	197 564
Ville de Saint-Apollinaire	2019-10-18, 1,45 %	147 000	145 648	145 151
Ville de Lachute	2019-10-23, 2,00 %	240 000	238 872	239 138
Société de transport de Sherbrooke	2019-10-26, 1,55 %	440 000	436 568	434 724
Ville d'Alma	2019-10-27, 1,50 %	414 000	410 564	409 388
Ville de Brossard	2019-11-01, 1,95 %	950 000	945 373	944 804
Ville de Gatineau	2019-12-02, 4,25 %	227 000	239 160	233 422
Ville de Saint-Jérôme	2019-12-09, 4,40 %	302 000	319 368	311 567
Ville de Rosemère	2019-12-10, 2,25 %	367 000	372 098	366 130
Ville de Sherbrooke	2019-12-10, 2,20 %	110 000	110 869	109 696
Canada Housing Trust No 1	2019-12-15, 2,00 %	2 800 000	2 810 439	2 803 892
Ville de Terrebonne	2019-12-16, 4,35 %	500 000	528 825	515 120
Ville de Dégelis	2020-01-24, 1,65 %	185 000	183 487	182 480
Ville de Montréal-Ouest	2020-01-27, 2,10 %	500 000	505 735	499 400
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2020-02-24, 1,80 %	242 000	241 998	239 084
Ville de Stoneham-et-Tewkesbury	2020-02-28, 1,65 %	252 000	250 032	248 391
Société de transport de l'Outaouais	2020-04-13, 1,40 %	250 000	247 615	245 505
Ville de Trois-Rivières	2020-04-20, 1,40 %	250 000	247 650	245 905
Ville de Saguenay	2020-04-20, 1,50 %	125 000	124 141	122 761
Ville de Gatineau	2020-05-03, 1,40 %	400 000	396 360	392 092
Ville de Châteauguay	2020-05-10, 1,40 %	97 000	96 135	94 904
Genworth MI Canada inc.	2020-06-15, 5,68 %	125 000	124 938	130 974
Administration régionale Kativik	2020-06-16, 2,00 %	400 000	402 956	396 324
Ville de Sept-Îles	2020-08-24, 4,10 %	105 000	112 507	108 563
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	2020-09-02, 2,00 %	1 290 000	1 274 843	1 275 036
Société de transport de Lévis	2020-10-06, 1,65 %	160 000	157 286	156 835
BRP Finance ULC	2020-10-13, 5,14 %	491 000	516 545	518 054
Ville des Îles-de-la-Madeleine	2020-10-17, 2,10 %	418 000	413 945	413 364
Ville de Saint-Apollinaire	2020-10-18, 1,55 %	150 000	147 900	146 244
Ville de Carleton-sur-Mer	2020-10-18, 1,60 %	204 000	201 532	199 359
Fortified Trust	2020-10-23, 2,16 %	270 000	270 000	267 071
Ville de Côte Saint-Luc	2020-10-26, 1,65 %	400 000	395 080	392 136
Société de transport de Sherbrooke	2020-10-26, 1,75 %	451 000	446 350	441 416
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2020-11-01, 2,10 %	500 000	496 085	493 875
Mississagi Power Trust	2020-11-27, 6,92 %	450 000	450 000	493 700
Ville de Rivière-du-Loup	2020-11-30, 1,85 %	200 000	197 856	196 454
Shaw Communications inc.	2020-12-07, 5,50 %	200 000	223 344	213 288

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

		Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)		\$	\$	\$
Ville de Contrecoeur	2020-12-15, 2,20 %	140 000	140 658	138 799
Ville de Mont-Laurier	2020-12-21, 2,20 %	113 000	113 520	111 845
GM Financial CAD	2021-02-26, 3,00 %	235 000	234 939	234 786
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2021-02-28, 1,80 %	225 000	222 008	219 382
Ville de Stoneham-et-Tewkesbury	2021-02-28, 1,85 %	258 000	255 257	252 605
Nissan Canada Financial Services inc.	2021-03-05, 2,61 %	260 000	260 000	258 482
Société de transport de l'Outaouais	2021-04-13, 1,65 %	250 000	247 163	243 342
Ville de Sorel-Tracy	2021-04-19, 1,90 %	500 000	499 465	489 845
Ville de Saguenay	2021-04-20, 1,70 %	125 000	123 812	121 706
Ville de Trois-Rivières	2021-04-20, 1,60 %	250 000	246 650	243 435
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2021-05-15, 1,40 %	1 837 373	1 840 019	1 799 369
Ville de Gatineau	2021-05-03, 1,60 %	400 000	394 920	387 968
Ville de Châteauguay	2021-05-10, 1,65 %	112 000	110 852	108 511
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	2021-06-01, 1,70 %	140 000	136 150	136 021
British Columbia Telephone Company	2021-06-19, 10,65 %	151 000	198 603	183 963
Granite Real Estate Investment Trust Holdings L.P.	2021-07-05, 3,79 %	295 000	298 364	298 328
Canada Housing Trust No 1 ser 72	2021-09-15, 1,63 %	1 115 000	1 126 947	1 127 276
Ville de Sainte-Adèle	2021-10-04, 1,85 %	200 000	198 140	194 488
Ville des Îles-de-la-Madeleine	2021-10-17, 2,30 %	586 000	579 202	577 192
Ville de Brownsburg-Chatham	2021-10-18, 1,75 %	400 000	391 560	386 972
Ville de Saint-Apollinaire	2021-10-18, 1,75 %	400 000	393 840	386 208
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	2021-10-18, 1,75 %	400 000	394 440	387 436
Ville de Lachute	2021-10-23, 2,25 %	306 000	302 083	301 364
Ville d'Alma	2021-10-27, 1,85 %	400 000	394 520	388 616
Banque de Montréal	2021-10-28, 1,61 %	1 900 000	1 835 252	1 829 358
Ville de Brossard	2021-11-01, 2,25 %	430 000	424 573	422 565
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2021-11-01, 1,85 %	200 000	197 060	193 648
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2021-11-01, 2,25 %	880 000	870 003	864 415
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2021-11-15, 2,10 %	796 000	783 662	782 882
Ville de Mirabel	2021-11-30, 2,00 %	485 000	475 669	474 796
Métro inc.	2021-12-01, 3,20 %	210 000	215 583	211 869
Ville de Saint-Hyacinthe	2021-12-06, 2,05 %	400 000	394 240	391 056
Canada Housing Trust	2021-12-15, 1,15 %	5 000 000	4 813 000	4 812 350
Ontario Pension Board Finance Trust	2022-02-24, 1,88 %	895 000	884 048	874 540
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2022-02-28, 2,05 %	500 000	492 750	485 500
Ville de Stoneham-et-Tewkesbury	2022-02-28, 2,05 %	250 000	246 342	243 505

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Banque Laurentienne (NHA MBS)	2022-03-01,	1,35 %	2 304 707	2 292 238	2 235 586
Province de Québec	2022-03-03,	1,65 %	695 000	694 270	677 444
Ville de Lévis	2022-03-08,	2,00 %	700 000	692 006	680 470
Ville de La Sarre	2022-03-21,	1,95 %	200 000	196 920	193 634
Ville de Mont-Laurier	2022-04-11,	1,85 %	500 000	493 200	482 990
Ville de Mont-Royal	2022-04-11,	1,85 %	500 000	493 300	483 150
Société de transport de l'Outaouais	2022-04-13,	1,85 %	290 000	287 832	280 010
Ville de Cowansville	2022-04-18,	1,85 %	700 000	690 410	675 976
Ville de Montmagny	2022-04-18,	1,90 %	700 000	692 272	676 774
Ville de Saguenay	2022-04-20,	1,85 %	125 000	123 260	120 526
Ville de Trois-Rivières	2022-04-20,	1,85 %	250 000	246 525	241 095
Ville de Cap-Santé	2022-04-25,	1,85 %	500 000	492 165	482 475
Ville de Sainte-Adèle	2022-05-02,	1,80 %	500 000	493 150	480 125
Société de transport de Laval	2022-05-09,	1,85 %	700 000	691 572	676 172
Ville de Beloeil	2022-05-09,	1,85 %	700 000	691 131	677 215
Ville de Châteauguay	2022-05-10,	1,85 %	500 000	493 865	480 855
Province de l'Ontario	2022-06-02,	3,15 %	6 845 000	7 023 780	7 021 806
Real Estate Asset Liquidity Trust	2022-06-12,	2,87 %	105 118	105 235	104 573
Canada Housing Trust	2022-06-15,	1,75 %	2 410 000	2 392 892	2 356 594
Banque de Montréal	2022-07-11,	2,27 %	315 000	313 683	308 064
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2022-08-25,	2,39 %	590 000	588 975	578 678
Exportation et développement Canada	2022-09-01,	1,80 %	650 000	649 103	633 841
Ville de Candiac	2022-09-19,	3,25 %	272 000	287 273	276 104
Banque Laurentienne (NHA MBS)	2022-10-01,	1,84 %	880 903	871 346	862 711
Bell Canada	2022-10-03,	3,00 %	100 000	100 934	99 860
Ville de Rouyn-Noranda	2022-10-12,	2,50 %	157 000	155 402	154 932
Ville de Lachute	2022-10-23,	2,45 %	1 000 000	988 370	983 850
Ville de Trois-Rivières	2022-10-26,	2,45 %	1 186 000	1 173 946	1 164 545
Ville de Brossard	2022-11-01,	2,40 %	301 000	296 560	294 628
Ville de Magog	2022-11-01,	2,45 %	993 000	984 302	975 305
Ville de Montréal-Est	2022-11-01,	2,40 %	183 000	180 288	180 603
Banque de Nouvelle-Écosse	2022-11-08,	2,36 %	425 000	422 095	415 540
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2022-11-15,	2,30 %	600 000	590 520	588 030
Daimler Canada Finance inc.	2022-11-22,	2,57 %	115 000	114 990	112 753
Financière Sun Life	2022-11-27,	2,75 %	590 000	588 575	580 932
Ville de Terrebonne	2022-11-28,	3,15 %	147 000	151 851	148 713
Ville de Mont-St-Hilaire	2022-11-29,	2,30 %	670 000	659 849	654 865

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

		Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)		\$	\$	\$
Ville de Lévis	2022-11-30, 2,35 %	587 000	578 964	573 258
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2022-12-01, 1,84 %	1 907 775	1 890 593	1 865 351
Banque Royale du Canada	2022-12-05, 2,36 %	1 450 000	1 440 461	1 417 593
Enbridge inc.	2022-12-05, 3,19 %	415 000	431 102	415 639
Métro inc.	2022-12-05, 2,68 %	545 000	543 381	535 381
Ville de Drummondville	2022-12-05, 2,30 %	341 000	335 824	332 775
Ville de Joliette	2022-12-05, 2,35 %	402 000	396 758	395 082
Ville de Marieville	2022-12-05, 2,30 %	215 000	211 895	209 894
Ville de Saint-Georges	2022-12-06, 2,30 %	356 000	350 596	346 039
Ville de Sainte-Agathe	2022-12-06, 2,35 %	443 000	437 675	432 815
Ville de Mirabel	2022-12-12, 2,25 %	809 000	798 426	790 086
Ville de Pointe-Claire	2022-12-19, 3,20 %	122 000	127 795	123 645
Banque Manuvie du Canada	2023-01-12, 2,84 %	325 000	325 000	323 310
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2023-01-17, 2,25 %	1 515 000	1 506 410	1 503 789
Province de l'Ontario	2023-01-27, 1,95 %	1 035 000	1 031 239	1 010 605
Banque HSBC du Canada	2023-01-31, 2,54 %	165 000	165 000	161 033
Gouvernement du Canada	2023-03-01, 1,75 %	800 000	787 280	786 952
Province de Québec	2023-03-01, 2,45 %	990 000	988 565	989 366
Groupe SNC-Lavalin inc.	2023-03-02, 3,24 %	605 000	605 000	602 870
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2023-03-07, 3,20 %	710 000	720 874	703 511
Toronto Hydro	2023-04-10, 2,91 %	625 000	645 539	629 500
Banque de Nouvelle-Écosse	2023-04-17, 2,98 %	675 000	674 811	676 175
Banque Royale du Canada	2023-05-01, 2,95 %	520 000	520 000	520 603
Banque Toronto Dominion	2023-05-30, 3,01 %	300 000	300 000	301 203
Province de l'Ontario	2023-06-02, 2,85 %	5 265 000	5 479 051	5 331 971
Canada Housing Trust	2023-06-15, 2,35 %	3 340 000	3 337 929	3 324 436
Great Lakes Power Senior Secured Bond, série 1	2023-06-16, 6,60 %	286 443	285 956	285 956
Alliance Pipeline Limited	2023-06-30, 7,18 %	86 775	86 775	95 560
Ville de Saint-Jérôme	2023-07-24, 3,60 %	154 000	165 196	158 595
Canada Housing Trust	2023-09-15, 3,15 %	4 542 000	4 924 688	4 693 476
Saputo inc.	2023-11-21, 2,83 %	245 000	245 481	241 151
West Edmonton Mall Property inc.	2024-02-13, 4,06 %	729 025	747 650	733 975
Enercare Solutions inc.	2024-02-21, 3,99 %	80 000	79 986	80 750
Genworth MI Canada inc.	2024-04-01, 4,24 %	185 000	185 000	185 579
PSP Capital inc.	2024-04-04, 3,29 %	2 200 000	2 279 992	2 269 454
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	2024-05-16, 2,80 %	950 000	959 451	952 261

rachetables et taux variable à compter du 2019-05-16

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)		Valeur nominale	Coût	Juste valeur
		\$	\$	\$
Province de l'Ontario	2024-06-02, 3,50 %	6 950 000	7 565 378	7 256 217
Administration financière des Premières nations	2024-06-26, 3,40 %	1 000 000	1 079 700	1 028 100
Alimentation Couche-Tard	2024-07-26, 3,06 %	185 000	185 097	180 749
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	2024-09-09, 3,15 %	300 000	310 941	300 840
Ville de Châteauguay	2024-10-07, 3,35 %	685 000	716 010	695 282
Municipal Finance Authority of British Columbia	2024-10-14, 2,95 %	2 640 000	2 630 707	2 667 482
Province de l'Ontario	2025-02-05, 2,65 %	2 035 000	2 030 096	2 026 453
Ville de Bécancour	2025-03-10, 2,60 %	321 000	311 588	311 071
Bell Canada	2025-03-12, 3,35 %	170 000	169 933	169 463
Reliance LP	2025-03-15, 3,84 %	700 000	699 986	691 040
Ville de Gatineau	2025-04-01, 2,60 %	423 000	410 344	409 663
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2025-05-26, 3,30 %	235 000	235 000	237 787
Province de l'Alberta	2025-06-01, 2,35 %	1 000 000	994 025	974 150
Province de l'Ontario	2025-06-02, 2,60 %	1 710 000	1 700 595	1 691 737
York Region District School Board	2025-06-03, 5,30 %	1 265 725	1 426 928	1 373 122
Banque Royale du Canada	2025-06-04, 2,48 %	330 000	325 935	327 505
rachetables et taux variable à compter du 2020-06-04				
Banque Toronto Dominion	2025-06-24, 2,69 %	615 000	611 860	613 665
rachetables et taux variable à compter du 2020-06-24				
Hydro-Québec	2025-08-15, 2,88 %	1 000 000	818 470	808 120
Bank of America	2025-09-20, 3,41 %	750 000	755 432	744 892
Goldman Sachs Group inc.	2025-10-31, 3,31 %	430 000	430 000	422 574
Alliance Pipeline Limited	2025-12-31, 6,77 %	106 173	106 173	118 475
Banque Royale du Canada	2026-01-20, 3,31 %	300 000	302 192	302 019
rachetables et taux variable à compter du 2021-01-20				
North West Redwater Partnership	2026-04-24, 3,20 %	160 000	159 659	157 864
Ville de Trois-Rivières	2026-04-27, 2,70 %	53 000	51 251	51 210
First Capital Realty	2026-05-06, 3,60 %	345 000	347 098	336 137
Wells Fargo Company	2026-05-19, 2,98 %	750 000	738 910	714 548
Altalink, LP	2026-05-29, 2,75 %	150 000	147 180	147 155
CT Real Estate Investment Trust	2026-06-01, 3,29 %	200 000	197 824	192 398
Province de l'Ontario	2026-06-02, 2,40 %	1 520 000	1 482 137	1 471 831
Ville de Toronto	2026-06-24, 2,40 %	600 000	599 472	575 406
MRC de Charlevoix	2026-07-06, 2,65 %	1 500 000	1 454 340	1 427 250
Ville de Longueuil	2026-07-13, 2,60 %	500 000	482 925	478 230
Pembina Pipeline Corporation	2026-08-11, 3,71 %	130 000	131 343	129 368
Hydro-Québec	2026-08-15, 2,97 %	500 000	388 155	390 590
Ville de Saint-Jérôme	2026-09-14, 2,50 %	197 000	193 336	187 038

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

		Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)		\$	\$	\$
Canada Housing Trust	2026-09-15, 1,90 %	2 914 000	2 827 896	2 762 676
Teleglobe Canada	2026-10-23, 8,00 %	1 000 000	1	0
Ville de Vaudreuil-Dorion	2026-11-30, 2,85 %	1 000 000	976 980	973 870
Ville de Terrebonne	2026-12-21, 2,95 %	191 000	189 944	187 283
Brookfield Renewable Energy	2027-01-15, 3,63 %	160 000	160 491	158 640
Algonquin Power & Utilities Corp.	2027-02-17, 4,09 %	250 000	249 822	254 260
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	2027-02-23, 2,64 %	130 000	129 967	127 834
	rachetables et taux variable à compter du 2022-02-23			
Brookfield Asset Management inc.	2027-03-16, 3,80 %	310 000	310 350	307 951
Gouvernement du Canada	2027-06-01, 1,00 %	722 000	647 634	649 843
Province de l'Ontario	2027-06-02, 2,60 %	14 988 000	16 122 654	16 161 939
Real Estate Asset Liquidity Trust	2027-06-12, 3,64 %	240 000	241 051	240 382
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	2027-06-13, 2,50 %	985 000	931 150	929 830
Pembina Pipeline Corporation	2027-06-15, 4,24 %	145 000	148 687	149 021
Province de la Colombie-Britannique	2027-06-18, 2,55 %	1 010 000	994 678	989 719
Hydro-Québec	2027-08-15, 3,02 %	1 300 000	973 648	981 422
Altgas Ltd.	2027-10-04, 3,98 %	130 000	130 712	129 823
Toromont Industries Ltd.	2027-10-27, 3,84 %	135 000	135 000	136 100
Ville de Longueuil	2027-11-14, 2,85 %	70 000	67 711	67 605
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2027-11-15, 2,85 %	70 000	67 704	67 649
Union Gas Ltd.	2027-11-28, 2,88 %	200 000	199 862	195 142
Métro inc.	2027-12-06, 3,39 %	300 000	297 966	292 626
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	2027-12-14, 2,70 %	1 000 000	961 240	956 190
Banque Nationale du Canada	2028-02-01, 3,18 %	255 000	255 000	250 053
	rachetables et taux variable à compter du 2023-02-01			
Banque de Nouvelle-Écosse	2028-02-02, 3,10 %	260 000	259 912	258 040
Great-West Lifeco inc.	2028-02-28, 3,34 %	735 000	737 019	737 712
Telus Corporation	2028-03-01, 3,63 %	365 000	362 388	363 295
TransCanada Pipelines Ltd.	2028-03-15, 3,39 %	285 000	286 131	282 341
Pembina Pipeline Corporation	2028-03-27, 4,02 %	325 000	324 974	326 479
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2028-04-04, 3,45 %	450 000	449 856	447 556
	rachetables et taux variable à compter du 2023-04-04			
CCL Industries inc.	2028-04-13, 3,86 %	570 000	570 000	573 705
Coast Capital Saving Credit Union	2028-05-03, 5,00 %	260 000	260 000	262 460
	rachetables et taux variable à compter du 2023-05-03			
La Financière Manuvie	2028-05-09, 3,32 %	710 000	710 000	710 958
	rachetables et taux variable à compter du 2023-05-09			
Gouvernement du Canada	2028-06-01, 2,00 %	250 000	238 950	244 530
Administration financière des Premières nations	2028-06-01, 3,04 %	1 000 000	998 130	994 370

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Province de l'Ontario	2028-06-02,	2,90 %	1 500 000	1 498 920	1 494 060
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2028-06-02,	2,85 %	500 000	498 510	489 920
Hydro-Québec	2028-08-15,	3,08 %	500 000	371 940	364 635
Province de Québec	2028-09-01,	2,75 %	1 700 000	1 689 613	1 677 645
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	2028-09-15,	3,30 %	175 000	176 591	175 399
	rachetables et taux variable à compter du 2023-09-15				
Financière Sun Life	2028-09-19,	3,05 %	450 000	450 473	445 360
	rachetables et taux variable à compter du 2023-09-19				
Province de la Saskatchewan	2028-12-02,	3,05 %	1 850 000	1 847 170	1 866 428
Melancthon Wolfe Wind LP	2028-12-31,	3,83 %	841 394	844 646	844 646
Province de l'Ontario	2029-03-08,	6,50 %	640 000	845 152	845 088
Banque Toronto Dominion	2029-07-25,	3,22 %	670 000	673 712	654 871
	rachetables et taux variable à compter du 2024-07-25				
Hydro-Québec	2029-08-15,	3,11 %	500 000	351 795	352 405
La Financière Manuvie	2029-08-20,	3,05 %	350 000	347 148	342 087
	rachetables et taux variable à compter du 2024-08-20				
Province de Québec	2029-10-01,	6,00 %	1 285 000	1 680 677	1 660 220
Heathrow funding Ltd.	2030-03-08,	3,40 %	260 000	260 620	259 295
Hydro-Québec	2030-08-15,	3,12 %	2 000 000	1 366 160	1 364 060
Banque Toronto Dominion	2031-03-04,	4,86 %	165 000	168 590	177 175
	rachetables et taux variable à compter du 2026-03-04				
Province de l'Ontario	2031-06-02,	6,20 %	124 000	169 465	166 170
Hydro-Québec	2032-02-15,	3,14 %	500 000	322 520	324 380
Aéroports de Montréal	2032-04-16,	6,95 %	215 556	215 556	273 602
Province de Québec	2032-06-01,	6,25 %	3 405 000	4 637 544	4 651 536
Hydro-Québec	2033-02-15,	3,16 %	500 000	310 330	313 955
Province de l'Ontario	2033-03-08,	5,85 %	1 930 000	2 589 464	2 569 428
Fair Hydro Trust	2033-05-15,	3,36 %	260 000	260 008	265 322
Bruce Power LP	2033-06-21,	4,13 %	350 000	351 297	353 322
Province de la Saskatchewan	2033-09-05,	5,80 %	1 600 000	2 373 792	2 131 744
Financement Québec	2034-06-01,	5,25 %	1 900 000	2 344 638	2 410 359
CU inc.	2034-11-20,	5,90 %	350 000	451 664	452 403
Hydro-Québec	2035-02-15,	6,50 %	600 000	884 489	872 610
Brookfield Asset Management inc.	2035-06-14,	5,95 %	237 000	232 621	277 103
Hydro One	2036-05-20,	5,36 %	185 000	227 639	228 488
BRP Finance ULC	2036-11-05,	5,84 %	125 000	127 125	144 721
Enbridge Pipeline inc.	2036-12-19,	5,08 %	150 000	171 488	168 474
Hydro One	2037-03-13,	4,89 %	215 000	250 624	252 475
Greater Toronto Airports Authority	2037-06-01,	3,26 %	100 000	99 932	98 411

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

		Valeur nominale	Coût	Juste valeur
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)		\$	\$	\$
Province de l'Ontario	2037-06-02, 4,70 %	288 000	383 291	355 467
Fair Hydro Trust	2038-05-15, 3,52 %	185 000	185 004	191 268
North West Redwater Partnership	2039-01-10, 4,35 %	155 000	154 453	166 453
Rogers Communications inc.	2039-11-04, 6,68 %	285 000	362 746	375 425
Enbridge Pipeline inc.	2040-04-06, 5,33 %	175 000	192 966	204 680
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2041-02-25, 5,30 %	200 000	223 295	260 406
Gouvernement du Canada	2041-06-01, 4,00 %	3 593 000	4 566 843	4 690 087
Province de l'Ontario	2041-06-02, 4,65 %	1 144 000	1 450 229	1 437 287
407 International inc.	2041-11-15, 4,45 %	355 000	395 269	403 475
TransCanada Pipelines Ltd.	2041-11-15, 4,55 %	385 000	397 808	408 889
Province de Québec	2041-12-01, 5,00 %	1 200 000	1 553 278	1 594 284
Manulife Finance Delaware L.P.	2041-12-15, 5,06 %	165 000	186 883	184 620
	rachetables et taux variable à compter du 2036-12-15			
First Nation ETF Limited Partnership	2041-12-31, 4,14 %	220 069	220 069	221 587
Altalink, LP	2042-06-30, 3,99 %	485 000	515 037	516 651
Ontario Pension Board Finance Trust	2042-07-04, 3,89 %	1 400 000	1 396 928	1 521 086
Université Concordia	2042-09-02, 6,55 %	335 000	334 950	502 976
Pembina Pipeline Corporation	2043-04-30, 4,75 %	145 000	143 157	147 291
Telus Corporation	2043-11-26, 5,15 %	405 000	424 034	441 365
Enbridge inc.	2044-03-11, 4,57 %	220 000	220 376	221 316
Telus Corporation	2044-04-05, 4,85 %	125 000	129 754	130 656
Inter Pipeline Ltd.	2044-05-30, 4,64 %	75 000	73 194	75 418
407 International inc.	2044-09-08, 3,65 %	280 000	285 610	283 354
Bell Canada	2044-09-29, 4,75 %	440 000	449 353	468 186
Ville de Winnipeg	2045-06-01, 4,10 %	400 000	458 684	446 180
Province de l'Ontario	2045-06-02, 3,45 %	11 857 000	12 510 919	12 661 735
Aéroports de Montréal	2045-06-12, 3,92 %	275 000	279 924	299 129
CU inc.	2045-07-27, 3,96 %	50 000	51 318	53 333
Gouvernement du Canada	2045-12-01, 3,50 %	3 349 000	4 239 195	4 182 667
Hydro Terre-Neuve-et-Labrador	2045-12-01, 3,60 %	125 000	117 992	131 813
Lower Mattagami Energy	2046-02-23, 4,18 %	525 000	581 973	580 083
Enbridge Pipeline inc.	2046-08-09, 4,13 %	290 000	286 749	289 794
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2046-10-17, 3,30 %	100 000	97 264	100 864
Province de la Saskatchewan	2046-12-02, 2,75 %	167 000	159 493	156 838
Bell Canada	2047-02-27, 4,45 %	100 000	99 540	101 609
TransCanada Pipelines Ltd.	2047-09-16, 4,33 %	100 000	99 983	103 064
Ville d'Ottawa	2047-11-10, 3,25 %	450 000	449 231	448 299
Enbridge Gas Distribution inc.	2047-11-29, 3,51 %	305 000	302 114	299 110

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

OBLIGATIONS

Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)		Valeur nominale	Coût	Juste valeur
		\$	\$	\$
Nav Canada	2048-03-30, 3,29 %	175 000	175 000	177 601
407 International	2048-05-11, 3,72 %	165 000	165 000	169 679
Province de la Saskatchewan	2048-06-02, 3,30 %	730 000	728 007	765 113
Province de la Colombie-Britannique	2048-06-18, 2,80 %	900 000	861 570	872 523
Province du Nouveau-Brunswick	2048-08-14, 3,10 %	40 000	39 082	39 054
Gouvernement du Canada	2048-12-01, 2,75 %	1 855 000	2 015 285	2 053 819
Province de l'Alberta	2048-12-01, 3,05 %	1 865 000	1 841 920	1 860 580
Province de Québec	2048-12-01, 3,50 %	725 000	785 360	795 253
Province de l'Ontario	2049-06-02, 2,90 %	460 000	442 686	445 243
Gouvernement du Canada	2050-12-01, 0,50 %	1 615 000	1 595 232	1 613 466
Gouvernement du Canada	2051-12-01, 2,00 %	1 380 000	1 302 830	1 296 772
Fiducie de capital Sun Life	2052-06-30, 7,09 % rachetables à compter du 2032-06-30	130 000	142 194	172 744
Université de Western Ontario	2057-12-04, 3,39 %	600 000	600 000	588 960
Hospital Sick Children	2057-12-07, 3,42 %	1 000 000	1 000 000	987 580
TransCanada Trust	2077-05-18, 4,65 % rachetables et taux variable à compter du 2027-05-18	225 000	225 000	214 601
Enbridge inc.	2077-09-27, 5,38 % rachetables et taux variable à compter du 2027-09-27	190 000	190 000	181 773
Enbridge inc.	2078-04-12, 6,63 % rachetables et taux variable à compter du 2028-04-12	175 000	175 000	180 077
Banque de Montréal	2107-12-31, 10,22 % rachetables et taux variable à compter du 2018-12-31	220 000	255 672	229 975
Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia	2108-06-30, 7,80 % rachetables et taux variable à compter du 2019-06-30	557 000	593 378	586 838
Fiducie de capital TD IV, série 2	2108-06-30, 10,00 % rachetables et taux variable à compter du 2039-06-30	190 000	223 966	240 608
Fiducie de capital Sun Life	2108-12-31, 5,86 % rachetables et taux variable à compter du 2019-12-31	305 000	339 672	319 234
La Financière Manuvie	2108-12-31, 7,41 % rachetables et taux variable à compter du 2019-12-31	950 000	1 083 328	1 017 013
		239 592 036	246 862 425	245 611 594
Total des obligations		240 547 036	247 819 435	246 567 042

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

TITRES À ÉCHÉANCE NON DÉTERMINÉE

	Dénomination	Nombre de parts	Coût	Juste valeur
			\$	\$
Fonds institutionnel dette des pays émergents Franklin Templeton	Unités de fonds - Dette des marchés émergents	4 784 974	48 168 261	47 800 890
Fonds SSQ Matières premières ex-énergie CoreCommodity Management	Unités de fonds - Matières premières	3 587 129	35 509 808	36 074 675
Fonds Hexavest mondial tous les pays sans énergie fossile	Unités de fonds - Fonds mondial tous les pays	146 980	152 785 737	155 111 834
Fonds Triasima actions mondiales tous les pays sans énergie fossile	Unités de fonds - Fonds mondial tous les pays	8 896 625	134 366 800	158 483 943
Schroder Diversified Growth Fund	Unités de fonds - Fonds à croissance diversifiée	6 186 596	67 474 466	68 874 760
Fonds CC&L Stratégies multiples	Unités de fonds - Fonds à rendement absolu	100 000	10 000 000	10 081 792
Formula Growth Alpha Fund	Unités de fonds - Fonds à rendement absolu	33 830	35 000 000	36 727 951
Fonds Desjardins SociétéTerre obligations environnementales (Mirova)	Unités de fonds - Fonds d'obligations environnementales	4 495 229	45 013 898	45 337 535
Fonds AlphaFixe Obligations vertes	Unités de fonds - Fonds d'obligations vertes	3 530 754	35 105 616	35 007 426
Fonds de soutien à l'action collective solidaire	Reconnaissance de dette	100 000	100 000	100 000
Fiera Capital - Fonds Fiera court terme plus	Unités de fonds - Marché monétaire	4 246	4 246 412	4 246 412
Vanguard REIT ETF	Fonds négocié en Bourse	233 644	22 453 286	23 882 569
Vanguard Global ex-U.S. Real Estate ETF	Fonds négocié en Bourse	334 171	22 708 737	26 147 986
Total des titres à échéance non déterminée			612 933 021	647 877 773

CONTRATS À TERME

	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
POSITION VENDEUR			\$		\$
Dollar américain	2018-06-28	1,2844	150 000 000	\$ US	(1 711 616)
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2018-06-05	107,38	3 950 000	\$ CA	(138 468)
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2018-06-05	104,86	900 000	\$ CA	(54 279)
Province de l'Ontario, 4,65 %, 2041-06-02	2018-06-05	123,49	3 200 000	\$ CA	(76 880)
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2029-06-01	2018-06-06	132,64	7 820 000	\$ CA	(99 829)
Province de l'Ontario, 2,85 %, 2023-06-02	2018-06-06	100,98	17 340 000	\$ CA	(46 308)
Province de Québec, 3,50 %, 2048-12-01	2018-06-06	106,32	1 450 000	\$ CA	(51 961)
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2018-06-07	89,31	3 960 000	\$ CA	(30 166)
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2018-06-07	88,95	4 250 000	\$ CA	(47 709)
Province de l'Ontario, 2,85 %, 2023-06-02	2018-06-07	100,88	6 500 000	\$ CA	(23 290)

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

CONTRATS À TERME

	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
POSITION VENDEUR (suite)			\$		\$
Province de l'Ontario, 2,85 %, 2023-06-02	2018-06-07	101,01	6 000 000	\$ CA	(14 089)
Province de Québec, 6,25 %, 2032-06-01	2018-06-07	135,00	4 200 000	\$ CA	(76 437)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2018-06-12	97,59	4 850 000	\$ CA	(65 015)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2018-06-12	98,22	4 860 000	\$ CA	(34 486)
Province de l'Ontario, 2,80 %, 2048-06-02	2018-06-12	90,86	1 690 000	\$ CA	(71 326)
Province de l'Ontario, 2,80 %, 2048-06-02	2018-06-12	91,81	1 680 000	\$ CA	(54 992)
Province de Québec, 3,50 %, 2048-12-01	2018-06-12	106,07	1 540 000	\$ CA	(58 466)
Province de Québec, 3,50 %, 2048-12-01	2018-06-12	106,36	1 530 000	\$ CA	(53 647)
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2018-06-14	110,87	9 260 000	\$ CA	(426 980)
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2029-06-01	2018-06-19	131,74	2 800 000	\$ CA	(57 103)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2018-06-19	98,26	4 700 000	\$ CA	(30 960)
Gouvernement du Canada, 5,00 %, 2037-06-01	2018-06-20	136,42	3 300 000	\$ CA	(109 569)
Gouvernement du Canada, 5,00 %, 2037-06-01	2018-06-20	138,49	3 300 000	\$ CA	(110 797)
Gouvernement du Canada, 5,00 %, 2037-06-01	2018-06-20	138,46	3 300 000	\$ CA	(177 779)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2018-06-20	98,26	4 800 000	\$ CA	(31 271)
Province de l'Ontario, 2,80 %, 2048-06-02	2018-06-20	92,53	1 650 000	\$ CA	(41 684)
Province de l'Ontario, 3,50 %, 2024-06-02	2018-06-21	103,39	10 360 000	\$ CA	(104 566)
Province de l'Ontario, 4,70 %, 2037-06-02	2018-06-21	119,92	3 720 000	\$ CA	(130 385)
Gouvernement du Canada, 5,00 %, 2037-06-01	2018-06-27	136,86	3 100 000	\$ CA	(152 086)
Province de Québec, 5,00 %, 2041-12-01	2018-06-27	128,41	3 100 000	\$ CA	(136 758)
U.S. Treasury Note, 4,25 %, 2039-05-15	2018-06-27	116,41	10 100 000	\$ US	(488 633)
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2026-06-01	2018-07-04	94,40	3 855 000	\$ CA	(17 156)
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2033-06-01	2018-07-04	142,64	1 780 000	\$ CA	(20 037)
Gouvernement du Canada, 5,00 %, 2037-06-01	2018-07-05	140,17	3 100 000	\$ CA	(47 890)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2018-07-10	98,96	4 750 000	\$ CA	(1 888)
Province de l'Ontario, 4,60 %, 2039-06-02	2018-07-10	123,36	1 700 000	\$ CA	(4 002)
					(4 798 508)

CONTRATS À TERME

	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
POSITION ACHETEUR			\$		\$
Province de l'Ontario, 3,45 %, 2045-06-02	2018-06-05	104,42	1 610 000	\$ CA	40 027
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2018-06-05	132,23	1 900 000	\$ CA	28 403
U.S. Treasury Note, 2,75 %, 2028-02-15	2018-06-05	96,90	1 880 000	\$ US	52 416
U.S. Treasury Note, 2,75 %, 2028-02-15	2018-06-05	98,16	8 350 000	\$ US	97 344
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2023-06-01	2018-06-06	96,77	17 570 000	\$ CA	60 619
Province de l'Ontario, 4,65 %, 2041-06-02	2018-06-06	123,29	1 600 000	\$ CA	41 418
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2018-06-06	131,19	8 300 000	\$ CA	82 498

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

CONTRATS À TERME

	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
POSITION ACHETEUR (suite)			\$		\$
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2023-06-01	2018-06-07	96,77	6 080 000	\$ CA	20 991
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2023-06-01	2018-06-07	96,64	6 580 000	\$ CA	31 308
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2018-06-07	97,07	3 900 000	\$ CA	21 367
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2018-06-07	135,97	3 400 000	\$ CA	38 483
Province de Québec, 2,75 %, 2025-09-01	2018-06-07	99,22	4 370 000	\$ CA	37 147
Province de Québec, 5,75 %, 2036-12-01	2018-06-07	135,82	1 700 000	\$ CA	47 742
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2018-06-12	96,68	7 900 000	\$ CA	72 184
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2018-06-12	95,79	7 900 000	\$ CA	143 079
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2018-06-12	131,09	2 000 000	\$ CA	51 265
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2018-06-12	131,15	2 000 000	\$ CA	50 030
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2022-09-01	2018-06-14	95,67	6 200 000	\$ CA	43 546
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2018-06-14	90,07	900 000	\$ CA	14 830
Gouvernement du Canada, 1,25 %, 2019-11-01	2018-06-14	99,22	6 700 000	\$ CA	10 485
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2025-06-01	2018-06-19	99,30	4 560 000	\$ CA	47 144
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2018-06-19	130,90	3 000 000	\$ CA	33 747
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2018-06-20	87,83	4 030 000	\$ CA	90 823
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2018-06-20	88,80	4 050 000	\$ CA	52 276
Gouvernement du Canada, 3,50 %, 2045-12-01	2018-06-20	118,55	1 370 000	\$ CA	87 846
Gouvernement du Canada, 3,50 %, 2045-12-01	2018-06-20	120,89	1 360 000	\$ CA	55 401
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	2018-06-20	126,95	1 510 000	\$ CA	55 087
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2033-06-01	2018-06-20	141,18	1 980 000	\$ CA	53 656
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2018-06-20	96,72	7 800 000	\$ CA	66 389
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2018-06-21	96,07	15 300 000	\$ CA	229 669
Option - U.S. Treasury Note - 10 ans	2018-06-22	0,031	11 200 000	\$ US	4 530
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2018-06-27	88,00	3 760 000	\$ CA	78 836
Gouvernement du Canada, 3,50 %, 2045-06-01	2018-06-27	119,10	1 290 000	\$ CA	75 356
Province de Québec, 3,50 %, 2045-12-01	2018-06-27	105,00	1 610 000	\$ CA	60 143
Province de Québec, 5,75 %, 2036-12-01	2018-06-27	134,72	1 780 000	\$ CA	66 307
U.S. Treasury Note, 3,75 %, 2043-11-15	2018-06-27	109,27	4 635 000	\$ US	224 938
U.S. Treasury Note, 4,50 %, 2036-02-15	2018-06-27	118,43	5 630 000	\$ US	256 725
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2018-07-04	89,59	7 200 000	\$ CA	38 038
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	2018-07-05	128,87	1 420 000	\$ CA	23 582
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2033-06-01	2018-07-05	142,81	1 850 000	\$ CA	17 518
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2018-07-10	132,22	5 500 000	\$ CA	980
Bons du Trésor du Canada 10 ans	2018-09-19	135,94	6 700 000	\$ CA	145 080
U.S. Treasury Note - 10 ans	2018-09-19	120,44	500 000	\$ US	15 786
					2 765 039
Total des instruments financiers dérivés					(2 033 469)

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ)

31 mai 2018

A) Fonds partenaires dans lesquels la participation de Fondation est de 50 % ou plus et qui répondent aux autres critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement

Coût de chacun des investissements en capital de développement consentis à la date des plus récents états financiers audités des fonds

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2017-12-31 FILACTION, S.E.C.	4 216	511	14 778	19 505	327
Détient des investissements dans quatre-vingt-treize (93) entreprises, soit :					
2157-5154 Québec inc. (Cinéma Le Clap)			213	213	100
9113-5178 Québec inc. (Gaspor inc.)			125	125	
9142-9522 Québec inc. (Chalets et spa Lac-St-Jean)			412	412	
9182-8145 Québec inc. (Le cercle)			425	425	
9198-6000 Québec inc. (Boutique Agatha)			88	88	
9210-4728 Québec inc. (Datran BSL)			439	439	
9215-8534 Québec inc. (Parallaxes)			29	29	
9219-4430 Québec inc. (Le Ameau)	1 391			1 391	
9245-4859 Québec inc. (Opus Eventi)			54	54	
9264-9490 Québec inc. (Remorques Lewis)		184	210	394	
9269-1088 Québec inc. (Services techniques S.D.)			119	119	
9274-7765 Québec inc. (Québec Issime)			34	34	
9283-9034 Québec inc. (Pexal-Tecalum Canada)	341		125	466	
9285-9859 Québec inc. (Technikad Analytique)			124	124	
9299-5893 Québec inc. (Société de gestion Pantoute)			90	90	
9310-3760 Québec inc. (Interface corporelle)			100	100	
9339-3064 Québec inc. (Décorateurs plastiques)			200	200	
8215847 Canada inc. (BIO-AX inc.)			279	279	
Bleuet Nordic inc. (9199-5936 Québec inc.)		80		80	
Association pour la recherche Électro-acoustique du Québec			88	88	
Bec Soda inc.			65	65	
Centre de vacances Lac-Simon			31	31	
Chantale Pagé consultation inc.			177	177	

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2017-12-31 FILACTION, S.E.C. (suite)					
Cirque Éloize			475	475	
Collection Innova			41	41	
Coop des employés de Northex environnement (CENE)			457	457	
Coopérative de solidarité Laurel Station		37		37	
Coopérative de solidarité Wabak			101	101	
Coopérative de tourisme aventure connectée à la Terre (CONTACT)		72		72	
Coopérative de travailleurs actionnaires de la Librairie Pantoute		87		87	
Coopérative de travailleurs actionnaires du Centre de Technologies Appliquées du QC		39		39	
Coopérative de travailleurs actionnaires en transformation forestière de la Matawinie			209	209	
Coopératives de travail du collège des Hauts-Sommets			242	242	
Corporation de développement du quai de Sainte-Anne-de-Beaupré			97	97	
Corporation du théâtre Saint-Eustache inc.			234	234	
Corporation Investa	100			100	
Croisières M/S Jacques-Cartier			500	500	
CS Fait, coopérative de solidarité			100	100	
Dionavi inc.			350	350	
Écoressource inc.			9	9	
Excavation Michel Paradis inc.			364	364	
Festival de théâtre de rue de Lachine				0	77
Fonds 2		9		9	
Graphiscan			400	400	
Groupe d'affaires MKB inc.			78	78	
Groupe Paradoxe			233	233	
Groupe Pimiento inc.			858	858	
Héloïse Laboratoire inc.			42	42	
Immeuble 6330, St-Hubert				0	
Institut de coopération pour l'éducation aux adultes		2		2	
J'ustenbois inc.			34	34	

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2017-12-31 FILACTION, S.E.C. (suite)					
Laberge services alimentaires inc.			359	359	
La chèvrerie Charlevoix			90	90	
La coopérative funéraire de la Haute-Côte-Nord		2		2	
La pourvoirie du Cap au Leste inc.			75	75	
Le Dôme West Island			200	200	
La société de cinéma répertoire de Montréal - Cinéma du Parc			78	78	
Le club de golf Saguenay Arvida inc.			92	92	
Les camps Kiskimaastakin inc.			68	68	
Les Délices Sirar inc.			40	40	
Les Éditions le Clap inc.			40	40	
Les Entreprises St-Ubalde inc.			184	184	
Les Recettes Cook-It			100	100	
Les solutions Huwizz			55	55	
Librairie l'intrigue inc.			63	63	
L'illusion, Théâtre de marionnettes			37	37	
Mareiwa, café Colombien			48	48	
Mercier Film			70	70	
MCE Conseils			29	29	
MK2 Mile End			300	300	
Mood indigo films inc.			35	35	
Northex Environnement inc.			500	500	
Nouvelle conscience des Forges inc.	0		1 375	1 375	
Outaouais Rock			576	576	
Pie Braque - Microbrasserie coopérative Écoresponsable			150	150	
Pivot Santé			210	210	
Produit Innovation Bbraver	200		247	447	
QI Productions			109	109	
Radio communautaire francophone de Montréal inc.			57	57	
Risehop inc.			200	200	
S.e.c. Tourisme PME	1 360			1 360	

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2017-12-31 FILACTION, S.E.C. (suite)					
Sagafilm productions inc.	274		21	295	
SODER (Société de développement environnemental de Rosemont)			49	49	
Société de gestion de projets Ecotierra inc.	200		287	487	
Spa des Neiges inc.	150		46	196	
Symbiose				0	150
Théâtre T inc.			165	165	
Technologies Ecofixe			100	100	
TORQ le Groupe			222	222	
Ventil-Air 2011 inc.			123	123	
Viacion Assurance inc.	200			200	
Vues et Voix			79	79	
Y Olive inc.			48	48	
2017-12-31 FILACTION, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement de fonds communautaires	497	296	111	904	—
Détient des investissements dans six (6) fonds ou sociétés en commandite, soit :					
Filaction s.e.c.	0			0	
Fonds Afro-entrepreneurs			111	111	
Fonds CDE pour le développement		5		5	
Fonds Mosaïque		291		291	
La Société Européenne de Finance Éthique et Alternative (SEFEA)	42			42	
Société en commandite Fides Ecosol	456			456	

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

Date des états financiers audités	Nom du fonds	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2017-12-31	Inlandsis - Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	—	—	—	—	—
Aucun investissement détenu à la date des états financiers						
2017-08-31	Société en commandite Angus développement	9 947	—	7 894	17 841	—
	Détention de la Société en commandite Édifice Bernard-Lamarre	9 947		7 894	17 841	
2017-12-31	Fonds immobilier Angus, s.e.c.	53 317	—	—	53 317	8 793
	Détention de l'immeuble Carré Saint-Laurent	53 317			53 317	8 793

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

B) Fonds partenaires ou spécialisés qui ne répondent pas aux critères prévus pour la section précédente, mais dans lesquels Fondation détient un investissement d'au moins 10 millions de dollars

Quote-part de Fondation du coût total des investissements en capital de développement consentis à la date des plus récents états financiers audités des fonds

Date des états financiers audités	Nom du fonds	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2017-12-31	Fonds immobilier Redbourne III, s.e.c.	13 082	—	—	13 082	—
Détient des investissements dans deux (2) entreprises, soit :						
	Erindale Corporate Centre					
	Redbourne South Shore					
2017-12-31	Novacap Industries IV, s.e.c.	8 131	—	—	8 131	—
Détient des investissements dans sept (7) entreprises, dont :						
	Knowlton Development Corporation inc.					
	Halcon Corporation					
	Mucci Farms Ltd.					
	Owen & Company Holdings inc.					
	Bestar Holding inc.					
	JR Fashion Holdings inc.					
2017-12-31	Rho Ventures VI, L.P. (000 \$ US)	6 067	—	—	6 067	—
Détient des investissements dans vingt-quatre (24) entreprises, dont :						
	AddThis					
	AqueSys					
	Aristotle Circle					
	August					
	Cara Therapeutics					
	ChargePoint (anc. Coulomb Technologies)					
	CloudPay					
	Convercent					
	Dashlane					

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (suite)

31 mai 2018

Date des états financiers audités	Nom du fonds	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2017-12-31	Rho Ventures VI, L.P. (suite)					
	Effective Measure					
	Enerkem					
	Fintech Lab					
	InPowered					
	Market 6					
	Magnetic					
	Mandalay Sports Media					
	Philo (anc. Tivli)					
	SARcode Bioscience, inc.					
	Slacker					
	SolarBridge Technologies					
	Tapjoy					
	TechStyle (anc. JustFab)					
2017-12-31	Société immobilière Solar s.e.c.	13 782	—	—	13 782	3 000

Détient des investissements dans neuf (9) entreprises.

Conception graphique :
Zone C Communication Marketing

Photographies (pages 8 et 9) :
Olivier Samson Arcand/OSA

Merci aux entreprises partenaires pour leur collaboration.



certifié



100 %
postconsommation



recyclé



papier
permanent



énergie
biogaz



MONTRÉAL (siège social)
2175, boul. De Maisonneuve Est, bureau 103
Montréal (Québec) H2K 4S3
Téléphone : 514 525-5505 • 1 800 253-6665

QUÉBEC
125, boul. Charest Est, bureau 501
Québec (Québec) G1K 3G5
Téléphone : 418 522-8650 • 1 800 253-6665

www.fondaction.com